

SOCIALISME
ET
SCIENCE POSITIVE

F1E14 13914

SOCIALISME



ET

SCIENCE POSITIVE

(DARWIN — SPENCER — MARX)

PAR

ENRICO FERRI

*Professeur de Droit pénal à l'Université de Rome.
Député.*

PARIS

V. GIARD & E. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

16, rue Soufflot, 16

1896

PRÉFACE DE L'AUTEUR

POUR L'ÉDITION FRANÇAISE

Le volume — qu'on a bien voulu présenter au grand public de langue française — en abordant une question aussi complexe et aussi vaste que l'est le socialisme, n'a qu'un but bien limité et précis.

Je me suis proposé d'indiquer, et presque toujours par des observations rapides et sommaires, les rapports généraux du socialisme contemporain et de l'orientation de la pensée scientifique moderne.

Les adversaires du socialisme contemporain n'y voient, ou ne veulent y voir, qu'une reproduction du socialisme sentimental de la première moitié du XIX^e siècle. Ils prétendent que le socialisme est en opposition avec les données et les inductions fondamentales des sciences physiques, biologiques, sociales, dont le développement merveilleux et les applications fécondes sont le titre de gloire de notre siècle finissant.

On s'est servi contre le socialisme des interprétations et des exagérations individuelles de tel ou tel partisan

du darwinisme, des opinions de tel ou tel sociologue — opinions et interprétations en contradiction manifeste avec les prémisses de leurs théories sur l'évolution universelle et fatale.

On a dit aussi, sous la pression de la faim aiguë ou chronique, que « si la science était contre le socialisme, tant pis pour la science ». Et l'on avait raison si l'on entend par « science » — même avec un grand S — l'ensemble des observations et des conclusions *ad usum delphini* que la science orthodoxe, académique et officielle, — de bonne foi souvent, mais quelquefois aussi dans des vues d'intérêt personnel, — a toujours mises à la disposition des minorités dominantes.

J'ai cru qu'on pouvait montrer que la science positive est en accord complet avec le socialisme contemporain, qui, depuis Marx et Engels et leurs continuateurs, diffère essentiellement du socialisme sentimental, et par sa discipline scientifique, et par sa tactique politique, s'il continue les efforts généreux de réalisation d'un but identique : la justice sociale pour tous les hommes.

J'ai maintenu, loyalement et sincèrement, ma thèse sur le terrain scientifique ; j'ai toujours reconnu les vérités partielles des théories de nos adversaires et je n'ai pas méconnu les titres de gloire que la classe et la science bourgeoises ont acquis depuis la Révolution française. La disparition de la classe et de la science bourgeoises, qui, à leur avènement, avaient marqué la

disparition de la classe et de la science hiératiques et aristocratiques, aura pour conséquence le triomphe de la justice sociale pour l'humanité entière, sans distinction de classes, et de la vérité dans ses conséquences dernières et sans réserves...

L'appendice contient mes réponses à une lettre de H. Spencer et au livre antisocialiste de M. Garofalo. Il montre quel est l'état actuel de la science sociale, la lutte entre l'orthodoxie misonéiste, que ses syllogismes traditionnels empêchent de voir les vérités douloureuses de la vie contemporaine, et l'hétérodoxie innovatrice qui s'affirme toujours davantage parmi les savants, comme aussi dans la conscience collective.

Bruxelles, novembre 1895.

ENRICO FERRI.

AVANT-PROPOS

Darwinien et Spencérien convaincu je me propose de démontrer que le socialisme marxiste — le seul qui ait une méthode et une valeur scientifique positives, et partant le seul, désormais, qui inspire et groupe les démocrates socialistes de tout le monde civilisé — n'est que le complément pratique et fécond, dans la vie sociale, de cette révolution scientifique moderne qui, inaugurée, il y a plusieurs siècles, par le renouvellement de la méthode expérimentale dans toutes les branches du savoir humain, a triomphé de nos jours grâce aux œuvres de Charles Darwin et de Herbert Spencer.

Il est vrai que Darwin et surtout Spencer se sont arrêtés à mi-chemin des conclusions dernières d'ordre religieux politique ou social, qui découlent nécessairement de leurs prémisses indiscutables. Mais ce n'est là qu'un épisode individuel qui ne peut arrêter la marche fatale de la science et de ses conséquences pratiques, qui s'accordent admirablement avec les nécessités les plus douloureuses de la vie contemporaine. Ce nous est une obligation de plus

pour rendre justice à l'œuvre scientifique et politique de Karl Marx qui complète la rénovation de la pensée scientifique moderne.

Le sentiment et l'idée sont les deux forces motrices inséparables de la vie individuelle et de la vie collective.

Le socialisme, qui était encore, il y a quelques années à peine, à la merci des fluctuations vivaces mais indisciplinées du sentimentalisme humanitaire, a trouvé dans l'œuvre géniale de Marx et de ceux qui l'ont développée et complétée sa boussole scientifique et politique. C'est là la raison de chacune de ses conquêtes.

La civilisation, c'est le développement le plus fécond et le plus beau des énergies humaines, mais elle possède aussi un *virus* infectieux d'une puissance énorme. A côté de la splendeur du travail artistique, scientifique, industriel, elle accumule des produits gangrenés, la paresse, la misère, la folie, le crime, le suicide physique et le suicide moral, c'est-à-dire le servilisme.

Le pessimisme — ce symptôme douloureux d'une vie sans idéal et, en partie, l'effet de l'épuisement ou même de la dégénérescence du système nerveux — préconise l'anéantissement final pour triompher de la douleur.

— Nous avons foi, au contraire, dans l'éternelle *virtus medicatrix naturæ*, et le socialisme est précisément ce souffle de vie nouvelle et meilleure, qui délivrera l'humanité — peut-être après quelque accès de fièvre — des produits nocifs de la phase de civilisation actuelle et qui.

dans une phase ultérieure, donnera une expansion nouvelle aux énergies saines et fécondes de tous les êtres humains.

ENRICO FERRI.

Rome, juin 1894

SOCIALISME ET SCIENCE POSITIVE

PREMIÈRE PARTIE

I

Virchow et Haeckel au Congrès de Munich

Le 18 septembre 1877, M. Ernest Haeckel, le célèbre embryologiste d'Iéna, prononçait au Congrès des naturalistes, qui se tenait à Munich, un éloquent discours pour la défense et la propagande du darwinisme, à ce moment l'objet des polémiques les plus orageuses.

Quelques jours après, M. Virchow, le grand pathologiste, — un militant du parti parlementaire « progressiste », aussi misonéiste en politique qu'il l'est dans la science — attaquait violemment la théorie darwinienne de l'évolution organique, et, par un très juste pressentiment, il lançait contre elle ce cri d'alarme et cet anathème politique : « le darwinisme conduit directement au socialisme ».

Les darwinistes allemands, et à leur tête MM. Oscar Schmidt et Haeckel, protestèrent immédiatement; et, pour ne pas ajouter à tant d'oppositions, d'ordre religieux, philosophique et biologique, soulevées alors contre le darwinisme, cette grave préoccupation politique, ils soutinrent au contraire que la théorie darwinienne est en opposition ouverte, absolue avec le socialisme.

« Si les socialistes étaient avisés (écrivait M. Oscar Schmidt dans l'*Ausland* du 27 novembre 1877), ils feraient tout au monde pour étouffer sous le silence la théorie de la descendance, car cette doctrine proclame hautement que les idées socialistes sont inapplicables. »

« En effet, disait Haeckel (1), il n'est point de doctrine scientifique qui proclame plus ouvertement que la théorie de la descendance, que l'égalité des individus, à laquelle tend le socialisme, est une impossibilité ; qu'elle est, cette égalité chimérique, en contradiction absolue avec l'inégalité nécessaire, et existant partout en fait, des individus.

« Le socialisme demande pour tous les citoyens des droits égaux, des devoirs égaux, des biens égaux, des jouissances égales ; la théorie de la descendance établit, au contraire, que la réalisation de ces vœux est purement et simplement impossible ; que, dans les sociétés humaines comme dans les sociétés animales, ni les droits, ni les devoirs, ni les biens, ni les jouissances de tous les membres associés ne seront et ne peuvent jamais être égaux.

« La grande loi de la différenciation enseigne que, aussi bien dans la théorie générale de l'évolution que dans sa partie biologique, la théorie de la descendance, la variété des phénomènes sort d'une unité originelle, la diversité des fonctions d'une identité primitive, la complexité de l'organisation d'une simplicité primordiale. Les conditions de l'existence sont, dès leur entrée dans la vie, inégales pour tous les individus. Ajoutez les qualités héréditaires,

(1) *Les preuves du transformisme*. — Réponse à Virchow. — Paris, 1879, trad. Souv., pag. 110 et suiv.

ditaires, les dispositions innées plus ou moins dissemblables. Comment notre tâche dans la vie et les résultats qui en découlent pourraient-ils être partout égaux ?

« Plus la vie sociale est développée, plus le grand principe de la division du travail prend d'importance, plus l'existence durable de l'État tout entier exige que ses membres se partagent les devoirs si variés de la vie ; et, comme le travail qui doit être accompli par les individus, ainsi que la dépense de force, de talent, de moyens, etc., qu'il nécessite, diffèrent au plus haut point, il est naturel que la récompense de ce travail soit également fort différente. Ce sont là des faits tellement simples et si évidents, que tout homme politique intelligent et éclairé devrait, ce me semble, préconiser la théorie de la descendance et la doctrine générale de l'évolution, comme le meilleur contre-poison contre les absurdes utopies égalitaires des socialistes.

« Et c'est le darwinisme, la théorie de la sélection, que Virchow, dans sa dénonciation, a eu plus en vue encore que le transformisme, la théorie de la descendance, que l'on confond toujours ! Le darwinisme est tout plutôt que socialiste.

« Si l'on veut attribuer une tendance politique à cette théorie anglaise, — ce qui est permis, — cette tendance ne saurait être qu'aristocratique, nullement démocratique, encore bien moins socialiste.

« La théorie de la sélection enseigne que dans la vie de l'humanité, comme dans celle des plantes et des animaux, partout et toujours une faible minorité privilégiée parvient seule à vivre et à se développer ; l'immense majorité, au

contraire, pâtit et succombe plus ou moins prématurément. Innombrables sont les germes de toute espèce de plantes et d'animaux, et les jeunes individus qui en sortent. Mais le nombre de ceux qui ont la bonne fortune de se développer jusqu'à leur complète maturité et qui atteignent le but de leur existence est, en quelque sorte, insignifiant.

« La cruelle et impitoyable « lutte pour l'existence », qui sévit partout dans la nature animée, et doit naturellement sévir, cette éternelle et inexorable concurrence de tout ce qui vit, est un fait indéniable. Seul, le petit nombre élu des plus forts ou des plus aptes est en état de soutenir victorieusement cette concurrence : la grande majorité des concurrents malheureux doit nécessairement périr. Que l'on déplore cette fatalité tragique, à la bonne heure ; mais on ne peut ni la nier, ni la changer. Tous sont appelés, mais peu sont élus !

« La sélection, l'« élection » de ces « élus » est liée de toute nécessité à la défaite ou à la perte du grand nombre des êtres qui ont survécu. Aussi, un autre savant anglais a-t-il appelé le principe fondamental du darwinisme « la survivance des plus aptes, la victoire des meilleurs ».

« En tout cas, le principe de la sélection n'est rien moins que démocratique ; il est, au contraire, foncièrement aristocratique. Si donc le darwinisme, poussé jusque dans ses dernières conséquences, a, selon Virchow, pour l'homme politique « un côté extraordinairement dangereux », c'est sans doute qu'il favorise les aspirations aristocratiques ».

J'ai reproduit en entier, dans leur forme même, tous les arguments de Haeckel, parce que ce sont ceux que répètent — en variant le ton et avec des expressions qui ne diffèrent de celles-ci qu'en précision et en éloquence — ces adversaires du socialisme, qui aiment à prendre une allure scientifique et qui se servent, pour faciliter leur polémique, de ces phrases toutes faites qui ont cours, même dans la science, plus qu'on ne se l'imagine.

Il est facile pourtant de démontrer que, dans ce débat, la manière de voir de Virchow a été plus exacte et plus clairvoyante, et que l'histoire de ces vingt dernières années est venue lui donner pleinement raison.

Il est arrivé, en effet, que le darwinisme et le socialisme ont tous deux progressé avec une force d'expansion merveilleuse. L'un conquerrait désormais — pour sa théorie fondamentale — l'unanimité des naturalistes ; l'autre continuait à se développer — dans ses aspirations générales comme dans sa discipline politique — par tous les canaux de la conscience sociale, comme une inondation torrentielle de plaies internes déterminée par l'augmentation quotidienne du malaise physique et moral, ou comme une infiltration lente, capillaire, irrévocable, dans les esprits dégagés de tous préjugés et qui ne se satisfont pas simplement des avantages personnels que procure le râtelier orthodoxe.

Mais, comme les théories politiques ou scientifiques sont des phénomènes naturels et non pas la floraison capricieuse et éphémère du libre arbitre de ceux qui les construisent et les propagent, il est évident que si ces deux courants de la pensée moderne ont pu triompher l'un et

l'autre des premières oppositions, les plus fortes, du misonéisme scientifique et du misonéisme politique, et si tous deux augmentent chaque jour la phalange de leurs disciples conscients, cela suffit déjà à nous montrer — je dirai presque par une loi de symbiose intellectuelle — qu'elles ne sont ni inconciliables ni contradictoires entre elles.

De plus, les trois principaux arguments, auxquels se réduit en substance le raisonnement anti-socialiste de Haeckel, ne résistent ni à la critique la plus élémentaire, ni à l'observation la plus superficielle de la vie journalière.

I. — Le socialisme tend à une égalité chimérique de tous et de tout — le darwinisme, au contraire, non seulement constate, mais explique les raisons organiques de l'inégalité naturelle des aptitudes et même des besoins des individus.

II. — Dans la vie de l'humanité, comme dans celle des plantes et des animaux, l'immense majorité de ceux qui naissent est destinée à périr, parce que une petite minorité seulement triomphe dans la « lutte pour l'existence » ; — le socialisme prétend, au contraire, que tous doivent triompher dans cette lutte, et que personne ne doit demeurer vaincu.

III. — La lutte pour l'existence assure « la survivance des meilleurs, la victoire des plus aptes », et suit par conséquent un processus aristocratique de sélection individualiste, — au lieu du démocratique nivellement collectiviste du socialisme.

II

L'Égalité des Individus

La première des objections, qu'au nom du darwinisme on adresse au socialisme, manque absolument de base.

S'il était vrai que le socialisme aspire à l'égalité de tous les individus, il serait exact de prétendre que le darwinisme le condamne irrévocablement (1).

Mais bien qu'on répète couramment, aujourd'hui encore — les uns, de bonne foi, comme des perroquets qui récitent des phrases toutes faites ; d'autres, de mauvaise foi, et par habileté de polémistes — que le socialisme est synonyme d'égalité et de nivellement ; la vérité est, au contraire, que le socialisme scientifique, — celui qui s'inspire de la théorie de Marx, et qui mérite seul, aujourd'hui, d'être soutenu ou combattu, — n'a jamais nié l'inégalité des individus, comme de tous les êtres vivants, — inégalité innée et acquise, physique et morale (2).

(1) J. DE JOHANNIS, *Il concetto dell'eguaglianza nel socialismo e nella scienza*. in *Rassegna delle scienze sociali*, Florence, 15 mars 1883, et plus récemment, HUXLEY, *On the natural inequality of men*, in *Nineteenth Century*, janvier 1890.

(2) Le socialisme utopique a laissé comme habitude mentale, même chez les disciples les plus conscients du socialisme marxiste, l'affirmation de certaines égalités — l'égalité des deux sexes, par exemple, — qui ne peuvent, en aucune manière, être soutenues.

C'est comme si l'on disait que le socialisme prétend qu'un décret royal ou un vote populaire peut établir que « désormais tous les hommes auront une taille de un mètre soixante-dix centimètres!... »

Mais vraiment, le socialisme est quelque chose de plus sérieux et de plus difficile à réfuter.

Le socialisme dit : *Les hommes sont inégaux, mais ils sont tous des hommes.*

Et en effet, bien que chaque individu naisse et se développe d'une façon plus ou moins différente de tous les

BEBEL. *La Femme dans le passé, le présent et l'avenir*, trad. Ravé, Paris, 1891. — Le propagandiste et continuateur des théories marxistes, ce stratège habile et éloquent du socialisme démocratique, répète encore cette affirmation que, au point de vue physio-psychique, la femme est l'égale de l'homme, et il essaie de réfuter, sans succès, les objections scientifiques qu'on a faites à cette thèse.

Après les recherches positives de MM. LOMBRoso et FERRERO, *Donna delinquente, prostituta e normale*, Turin, 1893, on ne peut plus nier l'infériorité physiologique et psychologique de la femme vis-à-vis de l'homme. J'ai donné de ce fait une explication darwinienne (*Scuola positiva*, 1893, nos 7-8), que Lombroso a depuis complètement acceptée (*Uomo di genio*, 6^e édit., 1894), en faisant remarquer que tous les caractères physio-psychiques de la femme sont le résultat de sa grande fonction biologique, la maternité.

Un être qui en procréé un autre, — non pas dans le moment rapide d'un contact voluptueux, mais par le sacrifice organique et psychique de la grossesse, de l'enfantement, de l'allaitement, — ne peut pas conserver pour lui autant de forces que l'homme qui n'a dans la reproduction de l'espèce qu'une fonction infiniment moins lourde.

Aussi, sauf certaines exceptions individuelles, la femme a une sensibilité physique moindre (l'opinion courante est contraire, mais elle confond la sensibilité avec l'irritabilité), parce que si sa sensibilité était plus grande, elle ne pourrait pas, d'après la loi darwinienne, survivre aux sacrifices immenses et répétés de la maternité, et l'espèce s'éteindrait. La femme a une intelligence moindre, surtout en puissance synthétique, précisément parce que s'il n'y a pas (SERGI, in *Atti della*

autres individus, — de même qu'il n'y a pas dans une forêt deux feuilles identiques, il n'y a pas non plus, dans le monde entier, deux hommes complètement égaux, — cependant tout homme, par cela seul qu'il est un être humain, a droit à une existence d'homme, et non d'ilote ou de bête de somme.

Nous savons, nous aussi, que tous les hommes, ne peuvent pas accomplir le même travail — aujourd'hui, où les inégalités sociales ajoutent aux inégalités naturelles, — et qu'ils ne le pourront pas davantage, dans un régime

società romana di antropologia, 1894) de femmes de génie, ou peu s'en faut, elles donnent naissance cependant aux hommes de génie.

Cela est si vrai, que l'on rencontre une sensibilité et une intelligence plus grandes chez les femmes dont la fonction et le sens de la maternité ne sont pas ou sont moins développés (les femmes de génie ont généralement une physionomie masculine), et beaucoup d'entre elles atteignent leur complet développement intellectuel, précisément après l'époque critique, lorsque la maternité a cessé.

Mais, s'il est scientifiquement certain, que la femme représente un degré inférieur d'évolution biologique, et qu'elle se place, même pour ses caractères physio-psychiques, entre l'enfant et le mâle adulte, il n'en résulte pas que les conclusions socialistes, en ce qui concerne la question de la femme, soient fausses.

Tout au contraire. La société doit mettre la femme, comme créature humaine, et comme créatrice d'hommes — plus digne par conséquent d'amour et de respect, — dans une condition juridique et morale meilleure qu'elle ne l'est à présent, — trop souvent bête de somme, ou objet de luxe. De même, lorsque, au point de vue économique, on réclame pour aujourd'hui en faveur des femmes des mesures spéciales, on ne fait que tenir compte de leurs conditions physio-psychiques spéciales; l'individualisme économique actuel les épuise dans les usines et dans les rizières, le socialisme, au contraire, leur demandera seulement le travail professionnel, scientifique ou musculaire, qui est en rapport avec la sainte maternité.

KULISCIOFF, *Il monopolio dell'uomo*, Milan 1892, 2^e édition. — MOZZONI, *I socialisti e l'emancipazione della donna*, Milan, 1891.

socialiste — lorsque l'organisation sociale tendra à atténuer les inégalités congénitales.

Il y aura toujours des gens, dont le cerveau ou le système musculaire sera plus apte au travail scientifique, ou au travail artistique, tandis que d'autres seront plus propres à un travail manuel, ou à des travaux de précision mécanique, etc...

Ce qui ne devrait pas être, et qui ne sera pas — c'est qu'il y ait des hommes qui ne travaillent pas, et d'autres qui travaillent trop, ou qui sont trop peu rémunérés.

Mais nous avons atteint le comble de l'injustice et de l'absurdité, et de nos jours, c'est celui qui ne travaille pas qui a les avantages les plus considérables, que lui assure le monopole individuel de la richesse, accumulable par transmission héréditaire. Cette richesse, du reste, n'est que très rarement due à l'épargne et aux privations du possesseur actuel ou de quelque ancêtre laborieux ; elle est, le plus souvent, le fruit séculaire de la spoliation par la conquête militaire, par l'affairisme sans scrupule, ou par le favoritisme des souverains ; mais elle est, en tout cas, toujours indépendante de tout effort, de tout travail socialement utile de l'héritier, qui dissipe souvent son bien dans l'oisiveté, ou dans le tourbillon d'une vie aussi vide qu'elle est brillante en apparence.

Et, quand il ne s'agit pas d'une fortune due à l'héritage, il s'agit d'une richesse due à la fraude. Sans parler pour le moment de l'organisation économique, dont Karl Marx nous a révélé le mécanisme, qui, même sans fraude, permet normalement au capitaliste ou au propriétaire de vivre de ses revenus sans travailler, il est incontestable

que les fortunes qui se sont le plus rapidement formées ou agrandies sous nos yeux, ne peuvent pas être le fruit d'un travail honnête. L'ouvrier vraiment honnête, quelque infatigable et quelque économe qu'il soit, s'il parvient à s'élever de l'état de salarié à celui de contre-maitre ou d'entrepreneur, peut, dans une longue vie de privations, accumuler tout au plus quelques milliers de francs. Ceux qui, au contraire, sans découvertes industrielles dues à leur propre talent, accumulent en quelques années des millions, ne peuvent être que des hommes d'affaires sans scrupules, si nous exceptons quelques coups de chance heureuse. Et ce sont eux — les parasites des banques ou des entreprises publiques, — qui vivent le plus grandement, décorés ou pourvus de charges officielles....., pour prix de leurs honnêtes trafics.

Ceux qui travaillent, l'immense majorité, ne reçoivent qu'une nourriture qui suffit à peine à ne pas les laisser mourir de faim ; ils vivent dans les arrière-boutiques, les mansardes, dans les ruelles pourries des grandes villes, ou dans les masures des campagnes, dont on ne voudrait pas pour des écuries de chevaux ou des étables de bœufs.

A cela il faut ajouter les affres du manque de travail, le plus douloureux et le plus fréquent des trois symptômes de cette *égalité dans la misère* qui se propagent dans le monde économique moderne en Italie, comme, d'une façon plus ou moins intense, partout ailleurs.

Je veux parler de l'armée toujours croissante des *sans travail* de l'agriculture ou de l'industrie — des *déclassés*

de la petite bourgeoisie, — et de ceux qui sont *expropriés* de leur petite propriété par les impôts, les dettes ou l'usu-
surre.

Il n'est donc pas exact de prétendre que le socialisme demande pour tous les citoyens l'égalité matérielle et positive du travail et des jouissances.

L'égalité ne peut consister que dans l'obligation pour chaque individu de travailler pour vivre, si on garantit à chacun des conditions d'existence dignes d'un être humain en échange du travail fourni à la société.

L'égalité, d'après le socialisme — comme le disait Benoit Malon (1), — doit être entendue dans un double sens relatif : 1° On doit assurer à tous les hommes, comme tels, des conditions d'existence humaine ; 2° Tous les hommes doivent être égaux *au point de départ* dans la lutte pour la vie, afin que chacun développe librement sa propre personnalité à égalité de conditions *sociales*, tandis qu'aujourd'hui un enfant sain et robuste, mais pauvre, succombe dans la concurrence avec un enfant faible, mais riche (2).

C'est en cela que consiste la transformation radicale, incommensurable que le socialisme demande, mais qu'il découvre et annonce aussi comme une évolution — déjà commencée dans l'humanité présente, — nécessaire, fatale dans l'humanité de demain (3).

Cette transformation se résume dans la conversion de la

(1) B. MALON, *Le socialisme intégral*, 2 vol., Paris, 1892.

(2) ZULIANI, *Il privilegio della salute*, Milan, 1893. — V. *infra* pag. 4.

(3) LETOURNEAU, *Passé, présent et avenir du travail*, in *Revue mensuelle de l'école d'anthropologie*, Paris, 15 juin 1894.

propriété privée ou individuelle des moyens de production, c'est-à-dire de la base physique de la vie humaine (terre, mines, maisons, usines, machines, instruments de travail, moyens de transport), en propriété collective ou sociale, d'après les méthodes et les procédés dont je m'occuperai plus loin.

Dès maintenant, il reste démontré que la première objection du raisonnement anti-socialiste ne porte pas, parce que son point de départ est inexistant : elle suppose, en effet, que le socialisme contemporain prétend à une chimérique égalité physique et morale de tous les hommes, alors que le socialisme scientifique et positif n'y a jamais pensé, même en rêve.

Le socialisme soutient, au contraire, que cette inégalité — atténuée en grande partie dans une organisation sociale meilleure, qui fera disparaître toutes les imperfections physiques et morales que la misère accumule de génération en génération, — ne pourra cependant jamais disparaître, par les raisons que le darwinisme a découvertes dans le mystérieux mécanisme de la vie, dans la succession infinie des hommes et des espèces.

Dans toute organisation sociale, de quelque façon qu'on la conçoive, il y aura toujours des hommes grands et d'autres petits, des faibles et des forts, des sanguins et des nerveux, plus moins intelligents, les uns supérieurs en intelligence, d'autres en force musculaire : et il est bien qu'il en soit ainsi ; d'ailleurs cela est inévitable.

Cela est bien, parce que la variété et l'inégalité des aptitudes individuelles produit naturellement cette division du travail, que le darwinisme nous a donnée avec raison

comme une loi de la physiologie individuelle et de l'économie sociale.

Tous les hommes doivent travailler pour vivre, mais chacun doit s'adonner au travail qui correspond le mieux à ses aptitudes. On éviterait ainsi une dilapidation dommageable des forces, et le travail cesserait d'être répugnant pour devenir agréable et nécessaire, comme condition de santé physique et morale.

Et quand tous ont donné à la société le travail qui correspond le mieux à leurs aptitudes innées et acquises, chacun a droit aux mêmes récompenses, parce que chacun a concouru également à cette solidarité de travail qui soutient la vie de l'agrégat social et, solidairement avec elle, celle de chaque individu.

Le paysan qui bêche la terre accomplit un travail en apparence plus modeste mais tout aussi nécessaire, utile et méritoire, que celui de l'ouvrier qui construit une locomotive, de l'ingénieur qui la perfectionne ou du savant qui lutte contre l'inconnu dans son cabinet d'études ou dans son laboratoire.

Il faut seulement que dans la société tous travaillent, de même que dans l'organisme individuel toutes les cellules accomplissent leurs différentes fonctions, plus ou moins modestes en apparence — par exemple, les cellules nerveuses, les cellules musculaires ou osseuses, — mais des fonctions et des travaux biologiques également utiles et nécessaires à la vie de l'organisme tout entier.

Dans l'organisme biologique, aucune cellule vivante ne reste inactive, et elle ne se nourrit par ses échanges matériels qu'en proportion de son travail ; dans l'organisme social,

aucun individu ne doit vivre sans travailler, quelle qu'elle soit, d'ailleurs, la forme de son travail.

Voici comment alors se résolvent le plus grand nombre des difficultés artificielles que les adversaires opposent au socialisme.

— Qui donc cirera les bottes, en régime socialiste ? demande M. Richter dans son livre si pauvre d'idées mais qui atteint le grotesque, lorsqu'il suppose qu'au nom de l'égalité sociale le « grand Chancelier » de la société socialiste sera forcé, avant de donner ses soins à la chose publique, de cirer ses bottes et de raccommode ses habits ! En vérité, si les adversaires du socialisme n'avaient que des arguments de cette sorte, la discussion serait vraiment inutile...

— Mais tous voudront faire les travaux les moins fatigants et les plus agréables, dit-on avec plus d'apparence de sérieux.

Je répondrai que cela équivaut à demander aujourd'hui un décret ainsi conçu : — Dorénavant, tous les hommes naitront peintres ou chirurgiens !

Mais ce sont précisément les variétés anthropologiques de tempérament et de caractère qui opéreront, sans qu'il soit nécessaire de recourir à une réglementation monacale (autre objection sans fondement contre le socialisme), cette distribution des différents travaux intellectuels et manuels.

Proposez à un paysan d'intelligence moyenne de se consacrer à l'étude de l'anatomie ou du code pénal, ou inversement dites à celui dont le cerveau est plus développé que les muscles, de bêcher la terre au lieu d'observer au mi-

roscope. Ils préféreront, l'un et l'autre, le travail pour lequel ils se sentent le plus d'aptitudes.

Le changement de métier ou de profession ne sera pas aussi considérable que beaucoup se l'imaginent, quand la société sera organisée en régime collectiviste. Une fois supprimées les industries de pur luxe *personnel* — qui sont le plus souvent un défi à la misère de la masse, — la quantité et la variété des travaux s'adapteront graduellement, c'est-à-dire naturellement, à la phase de civilisation socialiste, comme elles correspondent maintenant à la phase de civilisation bourgeoise.

D'ailleurs, en régime socialiste, chacun aura une liberté plus grande d'affirmer et de manifester ses aptitudes personnelles et il n'arrivera pas comme aujourd'hui que, par défaut de moyens pécuniaires, beaucoup de paysans, de gens du peuple et de petits bourgeois, doués de talents naturels, restent atrophés et soient forcés d'être paysans, ouvriers ou employés, alors qu'ils pourraient fournir à la société un travail différent et plus fécond, parce qu'il serait mieux adapté à leur génie particulier.

L'essentiel doit consister uniquement en ceci : en échange du travail qu'ils fournissent à la société, celle-ci doit assurer au paysan, à l'artisan comme à celui qui se voue aux carrières libérales, les conditions d'une existence digne d'un être humain. Alors disparaîtra aussi ce spectacle indigne qui fait qu'une danseuse, par exemple, gagne par ses pirouettes, dans une soirée, autant qu'un savant, un médecin, un avocat, etc., dans une année de travail... lorsqu'ils ne personnifient pas la misère en habit noir.

Certes, les arts ne seront pas négligés en régime socialiste, parce que le socialisme veut que la vie soit agréable pour tous, ce qui n'est aujourd'hui que le privilège de quelques-uns ; il donnera, au contraire, à tous les arts, un élan merveilleux et s'il abolit le luxe privé, ce sera pour favoriser la splendeur des monuments publics.

Ce qui sera mieux respecté, c'est la rémunération assurée à chacun en raison du travail accompli. On arrivera à cette proportion en tenant compte du moindre temps de travail en raison des difficultés ou des dangers offerts ; si un paysan, à l'air libre, peut travailler sept ou huit heures par jour, un mineur ne doit pas travailler plus de trois ou quatre heures. Et, en effet, quand tout le monde travaillera, quand beaucoup de travaux improductifs seront supprimés, la somme totale du travail quotidien à répartir entre les hommes sera beaucoup moins lourde et plus facilement supportée (par suite d'une nourriture plus abondante et d'un logement plus confortable et des distractions assurées à chacun) qu'elle ne l'est aujourd'hui par ceux qui travaillent et qui sont si mal partagés, et aussi parce que les progrès de la science appliquée à l'industrie rendront le travail humain de moins en moins pénible.

Les individus s'adonneront d'eux-mêmes au travail, bien que le salaire ou la rémunération ne puisse pas être accumulé comme richesse privée, parce que si l'homme sain, normal, bien nourri, évite les travaux excessifs ou mal rétribués, il ne demeure pas dans l'oisiveté, parce qu'il y a pour lui une nécessité physiologique et psychologique de se livrer à une occupation quotidienne, en rapport avec ses aptitudes.

Les différents genres de sport sont, pour les classes oisives, un substitut du travail productif qu'une nécessité physiologique leur impose, pour se soustraire aux conséquences fâcheuses du repos absolu et de l'ennui.

Le problème le plus grave consistera à *proportionner* la rétribution au travail de chacun. On sait que le collectivisme adopte la formule — à chacun selon son travail, tandis que le communisme adopte l'autre — à chacun selon ses besoins.

Il n'appartient à personne de donner, *dans ses détails pratiques*, la solution de ce problème ; mais cette impossibilité de prophétiser l'avenir jusque dans ses moindres détails n'autorise pas à taxer le socialisme d'utopie irréalisable. Personne n'aurait pu, *a priori*, prophétiser dès ses débuts les développements successifs d'aucune civilisation : c'est ce que je démontrerai en parlant des méthodes de rénovation sociale.

Voici ce que nous pouvons affirmer avec assurance, en nous appuyant sur les inductions les plus certaines de la psychologie et de la sociologie.

On ne peut pas nier, comme l'a déclaré Marx lui-même, que cette seconde formule — qui permet de distinguer, d'après quelques-uns, l'anarchie du socialisme — représente un idéal ultérieur et plus complexe. Mais on ne peut pas non plus nier que, dans tous les cas, la formule du collectivisme ne représente une phase de l'évolution sociale, une période de discipline individuelle qui doit nécessairement précéder le communisme. (1)

(1) M. Zerboglio a fait très justement remarquer que l'individualisme agissant sans la pression de sanction extérieure et par simple

Il ne faut pas croire que le socialisme réalisera tout l'idéal possible de l'humanité et qu'après lui il n'y aura plus rien à désirer et à conquérir ! Nos descendants seraient condamnés à l'oisiveté et au vagabondage, si nous avions la prétention d'épuiser tout l'idéal humain possible.

L'individu ou la société, qui n'a plus d'idéal à poursuivre, est mort ou près de mourir. La formule du communisme pourra donc être un idéal ultérieur, quand le collectivisme aura été complètement réalisé par les processus historiques dont je m'occuperai plus loin.

Nous pouvons dès maintenant conclure qu'il n'y a pas de contradiction entre le socialisme et le darwinisme au sujet de l'égalité entre tous les hommes. Le socialisme ne l'a jamais affirmée et il veut, au contraire, avec Darwin, l'orienter vers une vie meilleure pour les individus et pour la société.

Cela nous permet de répondre aussi à cette objection, trop souvent répétée, que le socialisme étouffe et supprime la personnalité humaine sous le manteau de plomb de la collectivité, en réduisant les individus à une fonction monastique, en en faisant autant d'abeilles humaines dans l'alvéole sociale.

C'est précisément le contraire qui est vrai. N'est-il pas

impulsion interne du bien — c'est l'idéal lointain d'Herbert Spencer — ne saurait être réalisé qu'après une phase de collectivisme, dans laquelle l'activité et les instincts individuels pourront se discipliner à la solidarité sociale, en se soustrayant à l'individualisme, essentiellement anarchique, de notre temps où chacun, quand il est assez habile pour « cotoyer le code pénal », peut faire ce qui lui plaît sans se soucier de ses semblables.

évident que c'est dans l'organisation bourgeoise actuelle que se réalisent cette atrophie et cette perte de tant de personnalités, qui pourraient se faire jour à leur avantage et à l'avantage de la société tout entière ? Aujourd'hui, en effet, à part de rares exceptions, chacun vaut pour ce qu'il *possède* et non pour ce qu'il *est*.

Celui qui naît pauvre, sans qu'il y ait de sa faute évidemment, peut être doué par la nature d'un génie artistique ou scientifique, mais s'il n'a pas un patrimoine propre qui lui donne le moyen de triompher des premières luttes et de compléter son éducation personnelle, ou s'il n'a pas comme le berger Giotto la chance de rencontrer le riche Cimabue, doit disparaître, anonyme dans la grande prison du salariat, et la société elle-même perd ainsi des trésors de force intellectuelle.

Celui qui naît riche, bien qu'il ne doive sa fortune à aucun effort personnel, même s'il est microcéphale, jouera un premier rôle sur le théâtre de la vie, et tous les gens serviles seront prodigues d'éloges et de flatteries, et il s'imaginera, par cela seul qu'il a de l'argent, qu'il est un autre personnage que ce qu'il *est* en réalité.

La propriété devenue collective, c'est-à-dire en régime socialiste, chacun aura ses moyens d'existence assurés et le travail quotidien ne servira qu'à mettre en lumière les aptitudes spéciales, plus ou moins originales, de chaque individu, et les années les meilleures et les plus fécondes de la vie ne seront plus consommées, comme elles le sont maintenant, par la conquête douloureuse et désespérée du pain quotidien.

Le socialisme assurera à chacun une vie *humaine*, la

liberté réelle de manifester et de développer sa propre personnalité physique et morale, celle qu'il a apportée en naissant, infiniment variée et inégale. Le socialisme ne nie pas l'inégalité, il la veut seulement mieux dirigée vers le développement libre et fécond de la vie humaine.

III

La Lutte pour la Vie et ses Victimes

Le socialisme et le darwinisme se trouvent, dit-on, en contradiction sur un second point. Le darwinisme démontre que l'immense majorité — plantes, animaux, hommes — est destinée à succomber, parce que, seule, une petite minorité triomphe « dans la lutte pour la vie » ; le socialisme prétend, lui, que tous doivent triompher et que personne ne doit succomber.

On peut répondre d'abord que, même dans le domaine biologique de la « lutte pour l'existence », la disproportion entre le nombre des individus qui naissent et celui de ceux qui survivent va toujours en s'atténuant progressivement à mesure qu'on monte des végétaux aux animaux, des animaux à l'homme.

Cette loi de disproportion décroissante entre les « appelés » et les « élus, » se vérifie même dans les diverses espèces d'un même ordre naturel.

En effet, chez les végétaux, chaque individu donne, chaque année, un nombre infini de semences et un nombre infini de celles-ci survit. Chez les animaux, le nombre des petits de chaque individu diminue et le nombre de ceux qui survivent va, au contraire, en augmentant. Pour l'espèce humaine enfin, le nombre des individus que chacun peut engendrer est très petit, et le plus grand nombre survit.

Mais de plus, pour les végétaux, les animaux et l'homme, ce sont les espèces inférieures et les plus simples, les races et les classes les moins élevées dans l'échelle des êtres qui se reproduisent avec le plus d'abondance, et dont les générations se succèdent avec le plus de rapidité par suite de la longévité moindre des individus.

Une fougère produit des millions de spores, et sa vie est très courte, — tandis qu'un palmier ne donne que quelques dizaines de graines, et vit un siècle.

Un poisson produit plusieurs milliers d'œufs, — tandis que l'éléphant ou le chimpanzé n'ont que quelques petits qui vivent un grand nombre d'années.

Dans l'espèce humaine, les races sauvages sont les plus prolifiques et elles ont une courte longévité, — tandis que les races civilisées présentent une faible natalité et une longévité plus grande.

De tout cela il résulte que, même en nous en tenant au domaine purement biologique, le nombre des vainqueurs dans la « lutte pour l'existence » est toujours plus considérable relativement au nombre des naissances, à mesure qu'on passe des végétaux aux animaux, des animaux à l'homme, et que des espèces ou variétés inférieures on monte aux races ou variétés supérieures.

La loi de fer de « la lutte pour l'existence » va donc restreignant l'hécatombe des vaincus d'autant plus rapidement que les formes de la vie deviennent plus complexes et se perfectionnent.

Ce serait donc une erreur d'invoquer contre le socialisme la loi darwinienne de la sélection naturelle telle qu'elle se manifeste pour les formes primitives de la vie, sans tenir compte de son atténuation continue en passant des végétaux aux animaux, des animaux à l'homme et dans l'humanité même, des races primitives aux races plus avancées.

Et comme le socialisme représente une phase du progrès ultérieur de la vie de l'humanité, on peut moins encore lui faire une objection d'une interprétation aussi grossière et aussi inexacte de la loi darwinienne.

Il est certain que les adversaires du socialisme ont abusé de la loi darwinienne ou mieux de son interprétation « brutale » pour justifier la concurrence individualiste moderne qui n'est trop souvent qu'une forme dissimulée d'anthropophagie, et qui a fait de la maxime *homo homini lupus* la caractéristique de notre temps, alors que Hobbes ne la posait que dans l'état de nature de l'homme, avant le contrat d'association sociale.

Mais de ce qu'on a fait abus d'un principe on ne peut conclure à sa fausseté ; cela sert souvent d'aiguillon afin d'en mieux préciser la nature et les termes, afin d'en faire une application pratique plus exacte ; ce sera le résultat de ma démonstration de l'harmonie parfaite qu'il y a entre le socialisme et le darwinisme.

Déjà dans la première édition de mon ouvrage *Socialismo e criminalità* (pag. 179 et suiv.), j'ai soutenu que la lutte pour l'existence est une loi immanente de l'humanité, comme de tous les êtres vivants, bien que ses formes changent continuellement et qu'elle aille en s'atténuant.

Telle est encore ma façon de voir, et par là, sur ce point, je suis en désaccord avec certains socialistes qui ont pensé triompher plus complètement de l'objection qu'on leur faisait au nom du darwinisme en affirmant que, dans la société humaine, la « lutte pour l'existence » est une loi qui doit perdre toute signification et toute application, lorsque la transformation sociale que poursuit le socialisme aura été réalisée. (1)

C'est une loi qui domine tyranniquement tous les êtres vivants, les microbes comme les singes anthropoïdes, et elle devrait cesser d'agir et tomber inerte aux pieds de l'homme, comme s'il n'était pas un anneau indissoluble dans la grande chaîne biologique !

(1) LABUSQUIÈRE, in *Rivista internazionale del socialismo*, Milan, 1880, n° 3 — LANESSAN, *La lutte pour l'existence et l'association pour la lutte*, Paris, 1881. — LORIA, *Discorso su Carlo Darwin*, Sienna, 1882, p. 17 et suiv. et *Darwin e l'economia politica* in *Riv. di filosofia scientifica*, juin 1884. — COLAJANNI, *Il socialismo*. Catane, 1884 — etc., etc.

M. Colajanni reconnaissait dès ce moment (note 1 p. 58) que le fond de ma pensée était « plus socialiste que ne le sont beaucoup d'autres personnes qui s'imaginent l'être et qu'on persécute comme tels. » Mon livre, en effet, *Socialismo e criminalità*, ne faisait de critiques qu'à la méthode révolutionnaire du socialisme italien d'alors, tout empreint encore de romantisme nébuleux. La portée de mes critiques fut exagérée, et pour cause, par les conservateurs plus ou moins progressistes; mais déjà (1883) j'étais, au fond, socialiste, et je le prouverai dans la 2^e édition de *Socialismo e criminalità*.

Ma conviction se fit plus complète et plus profonde, graduellement et presque malgré moi, par la lecture de l'exposition populaire du socialisme scientifique que M. Turati faisait dans la *Critica sociale*

Je soutenais et je soutiens encore que la lutte pour l'existence est une loi inséparable de la vie et par conséquent de l'humanité elle-même, mais que, tout en restant une loi immanente et continue, elle se transforme petit à petit dans son contenu et s'atténue dans ses formes.

Dans l'humanité primitive la lutte pour l'existence ne se distingue presque pas de celle qui domine chez les autres animaux : c'est la lutte brutale pour la nourriture quotidienne ou pour la femelle — la faim et l'amour sont, en effet, les deux besoins fondamentaux et les deux pôles de la vie —, et ses moyens sont presque uniquement la violence musculaire. Dans une phase ultérieure vient s'ajouter la lutte pour la suprématie politique (dans le clan, dans la tribu, dans le village, dans la commune, dans l'État), et, de plus en plus, la force musculaire est remplacée par la force intellectuelle.

Dans la période historique, la société gréco-latine lutte

et M. Prampolini dans la *Giustizia*; je fus enfin définitivement acquis au socialisme par l'étude des œuvres de Karl Marx, dont le dogmatisme intransigeant revêt une forme un peu sèche et âpre, mais dont le contenu général est irrésistible, parce qu'il est en accord complet avec tout le courant de la pensée scientifique moderne.

Les œuvres de M. Loria, toutes pleines de théories marxistes que féconde un merveilleux courant d'érudition scientifique et des vues d'une remarquable profondeur, ont complété mon éducation socialiste. Depuis, j'ai cru de mon devoir d'y joindre mon adhésion politique expresse : d'ailleurs, même sur le terrain politique, je fus toujours imprégné d'idées socialistes, et je rappelle que dès mon élection à la Chambre des députés, en 1886, mes polémiques avec les républicains dans l'*Epoca* de Gênes et la *Lega della democrazia* de Rome étaient nées de ce que je soutenais que l'unique question fondamentale me paraissait être la question sociale.

J'étais encore dans cette phase *sociologique* qui est peut-être un moment nécessaire dans l'éducation scientifique, mais qui n'est qu'un arrêt de développement quand elle n'arrive pas à la phase pratique et féconde du socialisme.

pour l'égalité *civile* (abolition de l'esclavage) ; elle triomphe, mais ne s'arrête pas, parce que la vie c'est la lutte ; la société du moyen âge lutte pour l'égalité *religieuse*, la conquiert, mais ne s'arrête pas ; et à la fin du dernier siècle, elle lutte pour l'égalité *politique*. Doit-elle maintenant s'arrêter et s'immobiliser dans l'état présent ? Aujourd'hui la société lutte pour l'égalité *économique*, non pas pour une égalité matérielle absolue, mais pour cette égalité plus positive dont j'ai déjà parlé. Et tout nous fait prévoir, avec une certitude mathématique, que cette victoire sera remportée pour faire place à de nouvelles luttes, à des idéals nouveaux chez nos descendants.

Les changements successifs du contenu ou des idéals de la lutte pour l'existence s'accompagnent de l'atténuation progressive des méthodes de combat ; violente et musculaire d'abord, elle devient, de plus en plus, pacifique et intellectuelle, malgré certains retours ataviques ou certaines manifestations psycho-pathologiques de violences des individus contre la société et de la société contre les individus.

Mon opinion a trouvé récemment une confirmation éclatante dans l'ouvrage remarquable de M. Novicow, qui, toutefois, n'a pas tenu compte de la lutte sexuelle. Je donnerai à ma démonstration plus de développement dans le chapitre consacré à l'*avenir moral de l'humanité*, dans la II^e édition de *Socialismo e criminalità*. (1)

Pour le moment il me suffit, pour répondre à l'objection anti-socialiste, d'avoir montré que non seulement la dis-

(1) NOVICOW, *Les luttes entre sociétés, leurs phases successives*, Paris, 1893. LERDA, *La lotta per la vita*, in *Pensiero italiano*, Milan, février et mars, 1894.

proportion entre le nombre des naissances et le nombre de ceux qui survivent va toujours en diminuant, mais aussi que la « lutte pour l'existence » elle-même change de contenu et s'atténue dans ses procédés à chaque phase successive de l'évolution biologique et sociale.

Le socialisme peut donc affirmer que des conditions d'existence humaine doivent être assurées à tous les hommes — en échange d'un travail fourni à la collectivité, — sans pour cela contredire à la loi darwinienne de la survie des vainqueurs dans la lutte pour l'existence, puisque cette loi darwinienne doit être comprise et appliquée, selon ses différentes manifestations, à la loi progressive de l'humanité.

Le socialisme, compris d'une façon scientifique, ne nie pas et ne peut pas nier que toujours il y a dans l'humanité des « perdants » dans la lutte pour l'existence.

Cette question se rattache plus directement aux rapports qui existent entre le *socialisme* et la *criminalité*, parce que ceux qui prétendent que la lutte pour l'existence est une loi qui ne s'applique pas à la société humaine, affirment, par suite, que le *crime* (forme anormale et antisociale de la lutte pour la vie, comme le *travail* en est la forme normale et sociale) doit disparaître. Ils pensent également trouver une certaine contradiction entre le socialisme et les doctrines de l'anthropologie criminelle sur le criminel-né, qui sont, elles aussi, une dérivation du darwinisme. (1)

(1) Je regrette de constater ici que M. LORIA, d'ordinaire si profond et si pénétrant, s'est laissé dominer par les apparences. Il a relevé cette

Je me réserve de traiter ailleurs plus complètement cette question. Voici quelle est, en résumé, ma pensée de socialiste et d'anthropologue criminaliste.

Tout d'abord l'école criminelle positive s'occupe de la vie actuelle, — et son mérite est incontestablement d'avoir appliqué à l'étude du phénomène criminel les méthodes de la science expérimentale, d'avoir montré l'absurdité hypocrite des systèmes pénaux modernes basés sur le concept du libre arbitre et de la faute morale et réalisés dans le système cellulaire, une des aberrations du XIX^e siècle, comme je l'ai autrefois qualifié; à cela l'école veut substituer la simple ségrégation des individus qui ne sont pas aptes à la vie sociale par suite de conditions pathologiques congénitales ou acquises, permanentes ou transitoires.

En second lieu, prétendre que le socialisme fera disparaître toutes les formes du crime est une affirmation qui procède d'un sentiment généreux, mais qui ne s'appuie pas sur une observation scientifique rigoureuse.

L'école criminelle positive démontre que le crime est un phénomène naturel et social — comme la folie et le suicide, — déterminé par la constitution, organique et psychique, anormale du délinquant et par les influences du milieu physique et du milieu social. Les facteurs anthropologiques, physiques et sociaux, concourent tous ensemble et toujours pour déterminer tous les délits, les plus légers comme les

prétendue contradiction dans ses *Bases économiques de la constitution sociale*, Paris, 1894. Il lui a été répondu d'une façon complète, au nom de l'école d'anthropologie criminelle positive, par M. RINIERI DE ROCCHI, *Il diritto penale e un'opera recente di Loria in Scuola positiva nella giurisprudenza penale* du 15 février 1894 et par M. LOMBROSO, in *Archivio di psichiatria e scienze penali*, 1894, XIV, fasc. 6.

plus graves — comme, du reste, tous les autres actes humains; ce qui varie, c'est, pour chaque délinquant et pour chaque délit, l'intensité déterminante de chaque ordre de facteurs. (1)

Par exemple, s'il s'agit d'un assassinat commis par jalousie ou par hallucination, c'est le facteur anthropologique qui est le plus important, sans qu'on puisse néanmoins ne tenir aucun compte du milieu physique et du milieu social. S'il s'agit, au contraire, de crimes contre la propriété ou même contre les personnes, commis par une foule révoltée ou par alcoolisme, etc., c'est le milieu social qui devient le facteur prépondérant, sans qu'on puisse cependant nier l'influence du milieu physique et du facteur anthropologique.

On peut répéter le même raisonnement — afin de faire un examen complet de l'objection que l'on fait au socialisme au nom du darwinisme, — au sujet des maladies communes; le crime, d'ailleurs, appartient à la pathologie humaine.

Toutes les maladies, aiguës ou chroniques, infectieuses ou non infectieuses, graves ou bénignes, sont le produit de la constitution anthropologique de l'individu et de l'influence

(1) ENRICO FERRI, *Sociologie criminelle* (traduction française), 1893, ch. I et II.

Un ouvrage récent est venu confirmer, d'une façon positive, nos inductions : FORSANARI DI VERGE, *Sulla criminalità e le vicende economiche d'Italia dal 1873 al 1890*. (Turin, Biblioth. d'anthrop. juridique, 1894). La préface, écrite par M. Lombroso, se termine par ces mots :

« Nous ne voulons pas, par là, méconnaître la vérité du mouvement socialiste, qui est destiné à changer le courant moderne de l'Europe et qui prétend *ad majorem gloriam* de ses conclusions, que toute la criminalité dépend de l'influence économique : nous partageons cette doctrine sans vouloir ni pouvoir en suivre les erreurs; si enthousiaste que nous soyons nous ne renoncerons jamais, en son honneur, à la vérité. Nous laissons ce servilisme inutile aux classiques et aux orthodoxes. »

du milieu physique et social. L'intensité déterminante des conditions personnelles ou de milieu varie avec les diverses maladies ; la phthisie ou la cardiopathie, par exemple, dépend principalement de la constitution organique individuelle, bien qu'il faille tenir compte de l'influence du milieu ; la pellagre, le choléra, le typhus, etc., dépendent, au contraire, principalement des conditions physiques et sociales du milieu. Aussi la phthisie fait-elle des ravages même parmi les personnes aisées, c'est-à-dire bien nourries, bien logées, tandis que ce sont les personnes mal nourries, c'est-à-dire les pauvres, qui fournissent le plus grand nombre de victimes à la pellagre et au choléra.

Il est, par suite, évident qu'un régime socialiste de propriété collective qui assurera à chacun des conditions d'existence humaine, diminuera beaucoup ou fera peut-être disparaître — aidé par les découvertes scientifiques et le progrès des mesures hygiéniques — les maladies qui sont principalement déterminées par les conditions de milieu, c'est-à-dire par une nourriture insuffisante ou par le manque de protection contre les intempéries ; mais nous ne verrons pas disparaître les maladies dues à des traumatismes, à la folie, aux affections pulmonaires, etc.

Il faut en dire autant du délit. Si l'on supprime la misère et l'inégalité choquante des conditions économiques, la faim, aiguë et chronique, ne servira plus de stimulant au crime ; une alimentation meilleure déterminera une amélioration physique et morale ; les abus de pouvoir et de richesse disparaîtront et l'on verra se produire une diminution considérable des crimes d'occasion déterminés principalement par le milieu social. Mais ce qui ne dispa-

raîtra pas, ce sont les attentats à la pudeur par inversion sexuelle pathologique, les homicides commis par épilepsie, les vols qui proviennent d'une dégénérescence psychopathologique, etc.

Pour les mêmes raisons l'instruction populaire sera plus répandue, tous les talents pourront se développer et s'affirmer librement ; mais cela ne fera disparaître ni l'idiotie ni l'imbécillité dues à des conditions pathologiques héréditaires. Cependant différentes causes pourront avoir une influence préventive et adoucissante sur les dégénérescences congénitales (maladies communes, criminalité, folie, névrose) : une meilleure organisation économique et sociale, les conseils toujours plus efficaces donnés par la biologie expérimentale, et la procréation de moins en moins fréquente, par abstention volontaire, en cas de maladie héréditaire.

Pour conclure nous dirons que, même en régime socialiste — bien que dans des proportions infiniment moindres, — il y aura toujours des vaincus dans la lutte pour l'existence, ce seront les victimes de la faiblesse, de la maladie, de la folie, de la névropathie, du suicide. Nous pouvons donc affirmer que le socialisme ne nie pas la loi darwinienne de la lutte pour l'existence. Il aura cependant cette supériorité incontestable que les formes épidémiques ou endémiques de la dégénérescence humaine seront complètement supprimées par l'élimination de leur cause principale, la misère physique, et par suite morale, du plus grand nombre.

- Alors la lutte pour l'existence, tout en demeurant la force impulsive éternelle de la vie sociale, revêtira des

formes toujours moins brutales et plus humaines, des formes intellectuelles; son idéal d'amélioration physiologique et psychique s'élèvera toujours davantage, appuyé sur la base féconde du pain quotidien, pour le corps et pour l'esprit, assuré à chacun.

La loi de la « lutte pour la vie » ne doit pas nous faire oublier une autre loi du darwinisme naturel et social. Certainement beaucoup de socialistes lui ont donné une importance excessive et exclusive, tout comme certains individualistes l'ont laissée complètement dans l'oubli. Je veux parler de la loi de solidarité qui unit tous les êtres vivants de la même espèce — par exemple, les animaux qui vivent en société, par suite de l'abondance de la nourriture commune (herbivores), — ou même d'espèces différentes, ce que les naturalistes appellent des *symbyoses*, l'accord pour la vie.

Il est inexact d'affirmer que la lutte pour la vie est la seule loi souveraine dans la nature et dans la société, tout comme il est faux de prétendre que cette loi ne trouve pas d'application dans la société humaine. La vérité positive c'est que, même dans la société humaine, la lutte pour la vie est une loi éternelle, qui s'atténue progressivement dans ses modes et dont les idéals s'élèvent; mais à côté d'elle nous trouvons une loi, dont l'action est progressivement plus efficace sur l'évolution sociale, la loi de solidarité ou de la coopération entre les êtres vivants.

Même dans les sociétés animales, l'appui mutuel contre les forces naturelles, ou contre les espèces vivantes, se manifeste constamment, et d'une façon d'autant plus intense s'il s'agit des espèces humaines, même des tribus

sauvages. On le constate surtout chez les tribus qui, par suite des conditions favorables du milieu, ou par suite d'une subsistance assurée et abondante, rentrent dans le type industriel ou pacifique. Le type militaire ou guerrier, qui domine malheureusement (par suite de l'insécurité et de l'insuffisance des subsistances) dans l'humanité primitive et dans les phases de civilisation régressive, nous en offre des exemples moins fréquents. Le type industriel tend constamment d'ailleurs, comme l'a démontré Spencer, à prendre la place du type guerrier (1).

En nous en tenant à la société humaine seule, nous dirons : tandis qu'aux premiers stades de l'évolution sociale, c'est la loi de la lutte pour la vie qui prend le pas sur la loi de solidarité, plus la division du travail et par suite la connexion entre les parties croît dans l'organisme social, plus la lutte pour la vie s'atténue et se transforme, et la loi de coopération ou de solidarité acquiert une force progressivement plus intense et plus étendue, et cela, pour cette raison fondamentale que Marx a indiquée, et qui constitue sa grande découverte scientifique, parce que les conditions d'existence, et d'abord les aliments, sont ou ne sont pas assurés.

Dans la vie des individus comme dans celle des sociétés, quand les subsistances, c'est-à-dire la base physique de l'existence, sont assurées, la loi de solidarité prend le pas sur la loi de la lutte pour l'existence, et in-

(1) Voir en ce sens, les célèbres monographies de M. KROPOTKINE, *Mutual aid among the savages*, in *Nineteenth Century*, 9 avril 1891, et *Among the barbarians*, ibid., janvier 1892, et aussi deux articles récents signés : *Un Professeur*, parus dans la *Revue socialiste* de Paris, mai et juin 1894, sous le titre : *Lutte ou accord pour la vie*.

versement. Chez les sauvages, l'infanticide et le parricide sont des actes non seulement permis, mais obligatoires et sanctifiés par la religion si la tribu réside dans une île où les subsistances sont rares (par exemple en Polynésie), et ils constituent des actes immoraux et criminels sur les continents, où les subsistances sont plus abondantes et plus sûres (1). De même, dans notre société actuelle, la plus grande partie des individus n'ayant pas leur pain quotidien assuré, la lutte pour la vie ou la « libre concurrence », comme disent les individualistes, prend des formes plus cruelles et plus brutales.

Dès que, par la propriété collective, chaque individu aura ses conditions d'existence assurées, la loi de solidarité sera prépondérante.

Lorsque, dans une famille, les affaires vont bien et que le pain quotidien est assuré, l'accord et la bienveillance réciproques règnent; aussitôt que la misère fait son apparition, le désaccord et la lutte suivent. La société tout entière nous présente ce tableau en grand. Une organisation sociale meilleure assurera partout l'accord et la bienveillance réciproques.

Telle sera la conquête du socialisme, et telle est, encore une fois, l'interprétation la plus complète et la plus féconde que le socialisme doit donner des inexorables lois naturelles découvertes par le darwinisme.

(1) ENRICO FERRI, *Omicidio nell' antropologia criminale, Introduction*, Turin, 1894.

IV

La Survivance des mieux adaptés.

La troisième et dernière partie du raisonnement de Haeckel est exacte quand on la restreint au domaine purement biologique et darwinien, mais son point de départ est faux si on veut l'appliquer au domaine social et en faire une objection contre le socialisme.

On dit : la lutte pour l'existence assure la survivance des meilleurs ou des mieux adaptés, elle détermine par conséquent un processus aristocratique de sélection individualiste et non pas le nivellement démocratique du socialisme.

Ici encore, commençons par rechercher, d'une façon précise, en quoi consiste cette fameuse sélection naturelle, conséquence de la lutte pour l'existence.

L'expression dont se sert Haeckel, et que l'on emploie d'ailleurs couramment, « survivance des meilleurs ou des mieux adaptés » doit être corrigée. Il faut supprimer l'adjectif *meilleurs*. C'est là un résidu de ce téléologisme qui voyait dans la nature et dans l'histoire une finalité à atteindre au moyen d'une amélioration continue.

Le darwinisme, au contraire, et plus encore la théorie de l'évolution universelle, a exclu tout finalisme de la pensée scientifique moderne et de l'interprétation des phénomènes naturels : l'évolution consiste à la fois dans une involution et une dissolution. Il peut arriver et il arrive

qu'en comparant les deux extrémités du chemin parcouru par l'humanité, on constate qu'il y a eu réellement progrès, amélioration dans l'ensemble ; mais, de toute façon, le progrès n'a pas suivi une ligne droite ascendante, mais, comme l'a dit Gœthe, une spirale, avec des rythmes de progrès et de regrès, d'évolution et de dissolution.

Tout cycle d'évolution, dans la vie individuelle comme dans la vie collective, porte en lui les germes du cycle de dissolution correspondant ; et celui-ci inversement, par la putréfaction de la forme déjà épuisée, prépare, dans le laboratoire éternel, de nouvelles évolutions et de nouvelles formes de vie.

C'est ainsi que, dans le monde social humain, toute phase de civilisation porte en elle et développe toujours davantage les germes de sa propre dissolution d'où dérive une nouvelle phase de civilisation — dont le siège géographique sera plus ou moins changé — dans le rythme éternel de l'humanité vivante. Les antiques civilisations hiératiques de l'Orient se dissolvent et elles donnent naissance au monde gréco-romain, auquel succède la civilisation féodale et aristocratique de l'Europe Centrale ; dissoute elle aussi par ses propres excès, comme les civilisations précédentes, elle est remplacée par la civilisation bourgeoise, qui a atteint son point culminant dans le monde anglo-saxon. Mais déjà elle éprouve les premiers frissons de la fièvre de dissolution, tandis que naît et se développe la civilisation socialiste, qui fleurira sur un domaine plus vaste que celui des autres civilisations qui l'ont précédée (1).

(1) Un des processus de dissolution sociale les plus caractéristiques est celui du *parasitisme*. MASSART ET VANDERVELDE, *Parasitisme organique et parasitisme social*, in *Bulletin scientifique de la France et de la Belgique*, v. XXV, Paris, 1893.

Il n'est donc pas exact de prétendre que la sélection naturelle déterminée par la lutte pour l'existence assure la survivance des *meilleurs* ; en réalité, elle assure la survivance des mieux *adaptés*.

C'est là une très grande différence, qu'il s'agisse du darwinisme naturel ou du darwinisme social.

La lutte pour l'existence détermine nécessairement la survivance des individus les mieux adaptés au milieu et au moment historique dans lequel ils vivent.

Dans le domaine biologique naturel, le libre jeu des forces et des conditions cosmiques détermine une élévation progressive des formes vivantes, depuis le microbe jusqu'à l'homme.

Dans la société humaine, au contraire, c'est-à-dire dans l'évolution superorganique de M. H. Spencer, l'interférence d'autres forces et d'autres conditions détermine parfois une sélection à rebours, qui assure toujours la survivance des mieux adaptés à un milieu et à un moment historique donnés, mais qui éprouve le contre-coup des conditions viciées — si elles sont telles — de ce même milieu.

C'est la question des « sélections sociales ». C'est en partant de cette idée mal interprétée que quelques écrivains, socialistes et non socialistes, arrivent à refuser aux théories darwiniennes toute application à la société humaine.

On sait, en effet, que dans le monde civilisé contemporain la sélection naturelle est viciée par la sélection *militaire*, par la sélection *matrimoniale*, et principalement par la sélection *économique* (1).

(1) BROCA, *Les sélections* (§ 6. Les sélections sociales) in *Mémoires d'anthropologie*, Paris, 1877, III, 205. LAPOUGE, *Les sélections sociales*, in

Le célibat temporaire imposé aux soldats exerce une influence certainement déplorable sur la race humaine ; ce sont les jeunes gens les moins bien constitués qui, dispensés du service militaire, se marient le plus tôt, tandis que les individus les plus sains sont contraints à la stérilité transitoire et courent dans les grandes villes les chances de la syphilis, dont les effets sont malheureusement permanents.

Le mariage, lui aussi, corrompu comme il l'est dans la civilisation actuelle par des intérêts économiques, exerce, d'ordinaire, une sélection sexuelle à rebours. Les femmes frappées de dégénérescences, mais possédant une forte dot, trouvent plus facilement un mari que les plus robustes femmes du peuple ou les bourgeoises sans dot, condamnées à rester stériles dans un célibat forcé ou à se livrer à une prostitution plus ou moins dorée. (1)

Il est incontestable que les conditions économiques actuelles influent sur tous les rapports sociaux. Le monopole de la richesse assure à ses possesseurs la victoire dans la lutte pour l'existence ; les personnes riches, alors même qu'elles sont moins robustes, ont une vie plus longue que celles qui sont mal nourries ; le travail de jour et de nuit, dans des conditions inhumaines, imposé aux adultes, et le travail plus funeste encore imposé aux femmes et aux enfants par le capitalisme moderne, rendent de jour en jour

Revue d'anthrop., 1887, p. 519. LORIA, *Discorso su Carlo Darwin*, Sienne, 1882. VADALA, *Darwinismo naturale e darwinismo sociale*, Turin, 1883. BORDIER, *La vie des sociétés*, Paris, 1887. SERGI, *Le degenerazioni umane*, Milan, 1889, p. 158. BEBEL, *La femme dans le passé, le présent et l'avenir*, trad. Ravé, Paris, 1891.

(1) MAX NORDAU, *Les mensonges conventionnels de notre civilisation*, Paris, 1888.

plus mauvaises les conditions biologiques de la masse prolétarienne (1).

A cela il faut ajouter la sélection morale à rebours qui fait qu'aujourd'hui le capitalisme, dans la lutte engagée avec le prolétariat, favorise la survivance des caractères serviles, tandis qu'il persécute et essaie de tenir dans l'ombre tous les caractères forts et tous ceux qui ne semblent pas disposés à supporter le joug de l'ordre économique actuel (2).

La première impression que fait naître la constatation de tous ces faits, c'est que la loi darwinienne de la sélection naturelle n'a aucune valeur et qu'elle ne trouve aucune application dans la société humaine.

J'ai soutenu et je soutiens, au contraire, d'abord que ces sélections sociales à rebours ne sont pas en contradiction avec la loi darwinienne, de plus qu'elles servent de matière à un argument en faveur du socialisme. Le socialisme, en fait, pourra seul amener un fonctionnement plus bien-faisant de cette loi inexorable de la sélection naturelle.

En effet, la loi darwinienne ne détermine pas la « survivance des meilleurs », mais seulement la « survivance des mieux adaptés ».

(1) Sur cette question on peut consulter, en dehors des statistiques démographiques, les relevés effectués à Turin en 1879 par M. Pagliani, actuellement directeur général du bureau d'hygiène au Ministère de l'Intérieur, sur le *développement différent du corps humain*, notablement plus en retard et plus faible chez les pauvres que chez les riches. Ce fait se manifeste moins à l'époque de la naissance que dans le premier âge et postérieurement, c'est-à-dire dès que l'influence des conditions économiques fait sentir toute son inexorable tyrannie. V. plus haut, pag. 24.

(2) TURATI, *Selezione servile*, in *Critica Sociale*, 1^{er} juin 1894. SERGI, *Degenerazioni umane*, Milan, 1889.

Il est évident que les dégénérescences produites par les sélections sociales et notamment par l'organisation économique actuelle ne font que contribuer, encore et toujours davantage, à la survivance des mieux adaptés à cette organisation économique elle-même.

Si les vainqueurs dans la lutte pour l'existence sont les plus mauvais et les plus faibles, cela ne signifie pas que la loi darwinienne ne s'applique pas ; cela signifie simplement que le milieu est vicié et que ceux qui survivent, ce sont précisément ceux qui sont les mieux adaptés à ce milieu vicié.

Dans mes études de psychologie criminelle j'ai dû trop souvent constater que, dans les prisons et dans le monde criminel, ce sont les criminels les plus féroces ou les plus rusés qui jouissent du triomphe ; il en est de même dans notre individualisme économique moderne ; la victoire appartient à celui qui a le moins de scrupules ; la lutte pour l'existence favorise celui qui est le mieux adapté à un monde où l'homme vaut pour ce qu'il a (de quelque façon qu'il l'ait eu), et non pour ce qu'il est.

La loi darwinienne de la sélection naturelle fonctionne donc même dans la société humaine. L'erreur de ceux qui nient cette proposition vient de ce qu'ils confondent le milieu et le moment historique actuels — qui porte dans l'histoire le nom de *bourgeois* comme le moyen âge est appelé *féodal* — avec l'histoire entière de l'humanité et, partant, ils ne voient pas que les effets désastreux de la sélection sociale moderne à rebours ne sont que la confirmation de la loi darwinienne de la « survivance des mieux adaptés ». L'observation populaire a résumé ce fait dans

un proverbe : le tonneau donne le vin qu'il contient — et l'observation scientifique trouve son explication dans les rapports biologiques nécessaires qui existent entre un milieu donné et les individus qui naissent, luttent et survivent dans ce même milieu.

D'autre part, cette constatation constitue un argument péremptoire en faveur du socialisme. En débarrassant le milieu de toutes les corruptions dont le souille un individualisme économique effréné, le socialisme corrigera nécessairement les effets de la sélection naturelle et sociale. Dans un milieu physiquement et moralement sain, les individus les mieux adaptés, ceux qui survivront par conséquent, seront sains.

Dans la lutte pour l'existence la victoire appartiendra alors à celui qui possède les énergies physiques et morales les plus grandes et les plus fécondes. L'organisation économique collectiviste, en assurant à chacun les conditions d'existence, devra nécessairement améliorer physiquement et moralement la race humaine.

A cela on répond : admettons que le socialisme et la sélection darwinienne puissent se concilier, n'est-il pas évident que la survivance des mieux adaptés va constituer un processus aristocratique individualiste, ce qui est contraire au nivellement socialiste ?

J'ai déjà répondu en partie à cette objection en faisant remarquer que le socialisme assurera à tous les individus — et non plus seulement à quelques privilégiés ou à quelques héros, comme maintenant, — la liberté d'affirmer et de développer leur propre personnalité. Alors vraiment l'effet

de la lutte pour l'existence sera la survivance des meilleurs, et cela précisément parce que dans un milieu normal, c'est aux individus les plus normaux que la victoire appartient. Le darwinisme social alors en continuant le darwinisme naturel amènera une sélection vers le mieux.

Pour répondre complètement à cette affirmation d'une sélection aristocratique indéfinie, il me faut rappeler une autre loi naturelle qui vient compléter ce rythme d'action et de réaction d'où résulte l'équilibre de la vie.

A la loi darwinienne des inégalités naturelles il faut joindre une autre loi qui en est inséparable, et que Jacoby, poursuivant les travaux de Morel, Lucas, Galton, De Candolle, Ribot, Spencer, M^{me} Royer, Lombroso, etc., a mise en pleine lumière.

Cette même nature, qui fait du « choix » et de l'élévation aristocratique une condition de progrès vital, rétablit ensuite l'équilibre par une loi niveleuse et démocratique.

« De l'immensité humaine surgissent des individus, des familles et des races qui tendent à s'élever au-dessus du niveau commun ; elles gravissent péniblement les hauteurs abruptes, parviennent au sommet du pouvoir, de la richesse, de l'intelligence, du talent, et, une fois arrivées, sont précipitées en bas et disparaissent dans les abîmes de la folie et de la dégénérescence. La mort est la grande niveleuse ; en anéantissant tout ce qui s'élève, elle démocratise l'humanité » (1).

(1) JACOBY, *Etudes sur la sélection dans ses rapports avec l'hérédité chez l'homme*, Paris, 1881, p. 606.

Lombroso, *L'uomo di genio*, 6^e édition, Turin, 1894, a développé et complété cette loi.

C'est cette loi qu'oublie trop facilement tous ceux qui, comme de

Tout ce qui tend à constituer un monopole des forces naturelles vient se heurter contre cette loi suprême de la nature qui a donné à tous les êtres vivants l'usage et la disposition des agents naturels : l'air et la lumière, l'eau et la terre.

Tout ce qui est trop au-dessus ou trop au-dessous de la moyenne humaine — croissante dans le temps mais de valeur absolue pour chaque moment historique, — ne vit pas et disparaît.

Le crétin et l'homme de génie, le meurt-de-faim et le millionnaire, le nain et le géant sont autant de monstres naturels ou sociaux, et la nature les frappe inexorablement de dégénérescence ou de stérilité, qu'ils soient le produit de la vie organique ou l'effet de l'organisation sociale.

Aussi est-ce un destin inévitable pour toutes les familles qui possèdent un monopole quelconque — monopole du pouvoir, de la richesse ou du talent — de voir leurs derniers rejetons devenir déments, stériles ou se suicider, et finalement s'éteindre. Maisons nobles, dynasties de souverains, familles d'artistes ou de savants, descendance de millionnaires, toutes suivent la loi commune qui, une fois encore, vient confirmer les inductions, en ce sens égalitaires, de la science et du socialisme.

nos jours Nietzsche, essayent de moderniser, par des vues quelquefois pénétrantes et originales, mais souvent aussi fantasques et folles, l'individualisme aristocratique.

C'est cette même loi que M. RICHIE néglige (*Darwinism and Politics*, Londres, 1891) dans son § 4 « *does the doctrine of Heredity support aristocracy* », et M. BOUCHER dans son opuscule *Darwinisme et Socialisme*, Paris, 1890.

Socialisme et Croyances religieuses

Aucune des trois contradictions entre le socialisme et le darwinisme, qu'avaient affirmées Haeckel et que tant d'autres ont répétées après lui, ne résiste à un examen sincère et plus exact des lois naturelles qui portent le nom de Charles Darwin.

J'ajoute que non-seulement le darwinisme n'est pas en contradiction avec le socialisme, mais qu'il constitue une des prémisses scientifiques fondamentales de celui-ci. Comme l'avait justement remarqué Virchow, le socialisme n'est pas autre chose qu'une filiation logique et vitale, pour partie du darwinisme, pour partie de l'évolutionnisme spencérien.

La théorie de Darwin, qu'on le veuille ou non, en démontrant que l'homme descend des animaux, a porté un grand coup à la croyance en Dieu, créateur de l'univers et de l'homme par un *fiat* spécial. C'est pour cela, d'ailleurs, que l'opposition la plus acharnée, et la seule qui subsiste, contre son induction scientifique était et est faite au nom de la religion.

Il est vrai que Darwin ne s'est pas déclaré athée (1) et

(1) Darwin n'a jamais fait de déclaration d'athéisme, mais telle était bien sa manière de voir.

Tandis que Haeckel, préoccupé seulement de triompher de l'opposition, disait au congrès d'Eisenach (1882) que Darwin n'était pas athée, Büchner, au contraire, publiait peu de temps après une lettre que Darwin lui avait écrite et dans laquelle il lui avouait que « depuis l'âge de

que M. Spencer ne l'est pas ; il est vrai aussi que, à la rigueur, la théorie de Darwin comme celle de Spencer peuvent aussi se concilier avec la croyance en Dieu, parce qu'on peut admettre que Dieu a créé la matière et la force, et que toutes deux ont ensuite évolué dans leurs formes successives d'après l'impulsion créatrice initiale (1). On ne peut cependant pas nier que ces théories, en rendant de plus en plus inflexible et universelle l'idée de causalité, conduisent nécessairement à la négation de Dieu, parce qu'on peut toujours se demander : et Dieu, qui l'a créé ? Et si l'on répond que Dieu a toujours existé, on peut riposter par cette même réponse en affirmant que l'univers a toujours existé. Suivant la remarque de M. Ardigò, la pensée humaine ne peut concevoir que la chaîne qui relie les effets aux causes puisse se terminer à un point donné, purement conventionnel (2).

Dieu, comme l'a dit Laplace, est une hypothèse dont n'a pas besoin la science positive ; il est, d'après Herzen, tout au plus un X qui contient en lui non pas l'*inconnaissable*

quarante ans, ses études scientifiques l'avaient conduit à l'athéisme.» De même Stuart Mill ne s'est jamais déclaré socialiste, mais telle était cependant son opinion, comme cela résulte de son autobiographie et de ses *Fragments posthumes sur le socialisme* publiés par la *Revue philosophique* en janvier 1879.

(1) C'est le point de vue que développait récemment M. LOGAZZARO, dans son ouvrage *Per la bellezza di un' idea*, Padoue, 1892. Il rappelle la tentative faite par l'abbé Stoppani et par d'autres pour concilier le récit biblique de la création du monde en sept jours avec les données de la science, en déclarant que chaque jour doit être compris comme un intervalle de plusieurs centaines de milliers d'années, comme la géologie et la paléontologie l'ont démontré d'une façon irréfutable, portant ainsi un autre coup très grave aux légendes religieuses de la formation du monde.

(2) ARDIGÒ, *La Formazione naturale*, vol. II de ses *Opere filologiche*, et vol. VI *La Ragione*, Padoue, 1894.

— comme le prétendent Spencer et Dubois Reymond, — mais tout ce que l'humanité ne connaît pas encore. Aussi est-il un X variable qui décroît dans la mesure où progressent les découvertes de la science.

C'est pour cette même raison que la science et la religion sont en raison inverse l'une de l'autre ; l'une diminue et s'affaiblit dans la mesure où l'autre s'accroît et se renforce dans sa lutte contre l'inconnu (1).

Et s'il y a là une conséquence du darwinisme, son influence sur le développement du socialisme est tout à fait évident.

La disparition de la foi dans l'au-delà, où les pauvres deviendront les élus du Seigneur et où les misères de cette « vallée de larmes » trouveront une compensation éternelle dans le paradis, donne plus de vigueur au désir d'un peu de « paradis terrestre » ici-bas même pour les malheureux et les moins fortunés, qui sont les plus nombreux.

Hartmann et Guyau (2) ont montré que l'évolution des croyances religieuses peut se résumer ainsi : toutes les religions ont, dans leur contenu, la promesse du bonheur ; mais les religions primitives admettent que le bonheur se réalisera pendant la vie même de l'individu, et les religions postérieures, par un excès de réaction, le transportent hors du monde humain, après la mort ; dans la phase der-

(1) GUYAU, *L'Irréligion de l'avenir*, Paris, 1887.

(2) Ce qui domine cependant dans les croyances religieuses, c'est le facteur *sentimental* héréditaire ou traditionnel ; c'est ce qui les rend toujours respectables quand elles sont professées de bonne foi, et souvent même sympathiques — et cela précisément à cause de la sensibilité ingénue ou raffinée des personnes chez lesquelles la foi religieuse est la plus vivace et la plus sincère.

nière, cette réalisation de bonheur on la replace de nouveau dans la vie humaine, non plus dans le court moment de l'existence individuelle, mais bien dans l'évolution continue de l'humanité tout entière.

Par ce côté encore, le socialisme se relie à l'évolution religieuse et tend à se substituer à elle, parce qu'il veut précisément que l'humanité ait en elle-même son propre « paradis terrestre », sans devoir l'attendre dans un *au-delà*, qui, pour le moins, est très problématique.

Aussi a-t-on très justement remarqué que le mouvement socialiste a de nombreux caractères communs avec, par exemple, le christianisme primitif, notamment par cette foi ardente dans l'idéal qui a définitivement déserté le champ aride du scepticisme bourgeois, et certains savants, non socialistes, comme MM. Wallace, Laveleye et de Roberty, etc., admettent que le socialisme peut parfaitement remplacer par sa foi humanitaire la foi dans l'au-delà des anciennes religions.

Les rapports les plus directs et les plus efficaces sont cependant ceux qui existent entre le socialisme et la croyance en Dieu.

Il est vrai que le socialisme marxiste, depuis le congrès tenu à Erfurt (1894), a déclaré avec raison que les croyances religieuses sont affaire privée (1) et que, par conséquent, le parti socialiste combat l'intolérance religieuse sous toutes ses formes, qu'elle soit dirigée contre les catholiques ou contre les juifs, comme je l'ai indiqué dans un article contre *l'antisémitisme* (2). Mais cette supériorité de vue

(1) NITTI, *Le Socialisme catholique*, Paris, 1894, p. 27 et 393.

(2) *Nuova Rassegna*, août 1894.

n'est, au fond, qu'une suite de la confiance dans une victoire finale.

C'est parce que le socialisme sait et prévoit que les croyances religieuses, qu'on les considère avec M. Sergi (1), comme des phénomènes pathologiques de la psychologie humaine, ou comme des phénomènes inutiles d'incrustation morale, doivent s'atrophier devant l'extension de la culture naturaliste, même élémentaire ; c'est pour cela que le socialisme ne sent pas la nécessité de combattre d'une façon spéciale ces mêmes croyances religieuses qui sont destinées à disparaître. Il a pris cette attitude bien qu'il sache que l'absence ou la diminution de la croyance en Dieu est un des facteurs les plus puissants pour son extension, parce que les prêtres de toutes les religions ont été, dans toutes les phases de l'histoire, les alliés les plus puissants des classes dominantes pour maintenir les foules pliées sous le joug grâce à la fascination religieuse, comme le dompteur tient les bêtes féroces sous son coup de cravache.

Et cela est si vrai que les conservateurs les plus clairvoyants, même s'ils sont athées, regrettent que le sentiment religieux — ce narcotique très précieux — aille en diminuant dans les masses, parce qu'ils voient en lui-même, si leur pharisaïsme ne leur permet pas de le dire ouvertement, un instrument de domination politique (2).

(1) SERGI, *L'origine dei fenomeni psichici e loro significazione biologica*, Milan, 1885, p. 334 et suiv.

(2) DURKHEIM, *De la division du travail social*, Paris, 1893. Quant à la prétendue influence de la religion sur la moralité personnelle, j'ai démontré combien cette opinion était peu fondée dans mes études de psychologie criminelle et plus spécialement dans *Omicidio nell' antropologia criminale*.

Malheureusement, ou heureusement, le sentiment religieux ne peut pas être rétabli par décret royal. S'il disparaît, on ne peut mettre en cause ni Titius ni Caius et il n'est pas besoin d'une propagande spéciale, parce que cela est dans l'air que nous respirons — tout empreint d'inductions scientifiques expérimentales, — et il ne trouve plus les conditions qui lui permettraient de se développer, comme il les trouvait dans l'ignorance mystique des siècles passés.

J'ai ainsi démontré l'influence directe de la science positive moderne — qui a substitué le concept de causalité naturelle au concept du miracle et de la divinité — sur le développement très rapide et sur le fondement expérimental du socialisme contemporain.

Le socialisme démocratique ne voit pas d'un mauvais œil le « socialisme catholique », parce qu'il n'a rien à redouter de lui.

Le socialisme catholique, en effet, contribue à la propagande des idées socialistes, notamment dans les campagnes, où la foi et les pratiques religieuses sont très vives encore, et ce n'est pas lui qui cueillera la palme de la victoire *ad majorem Dei gloriam*. Comme je l'ai montré, il y a antagonisme croissant entre la science et la religion, et le vernis socialiste ne pourra préserver le catholicisme ; le socialisme « terrestre » possède, d'ailleurs, une force d'attraction beaucoup plus grande.

Lorsque les paysans seront familiarisés avec les vues du socialisme catholique, il sera très facile au socialisme démocratique de les rassembler sous son propre drapeau... ils feront d'ailleurs eux-mêmes leur propre conversion.

Le socialisme se trouve dans une position analogue devant le républicanisme. De même que l'athéisme est une affaire privée, qui regarde la conscience individuelle, de même la république est une affaire privée qui n'intéresse que les fractions de la bourgeoisie. Certes, lorsque le socialisme sera près de triompher, l'athéisme aura fait d'immenses progrès, et la république aura été établie dans beaucoup de pays aujourd'hui soumis à un régime monarchique. Mais ce n'est pas le socialisme qui développe l'athéisme, pas plus que ce n'est le socialisme qui établira la république. L'athéisme est un produit des théories de Darwin et de Spencer dans la civilisation bourgeoise actuelle, et la république a été, et elle sera, dans les différents pays, l'œuvre d'une partie de la bourgeoisie capitaliste, comme l'écrivaient récemment des journaux conservateurs de Milan (*Corriere della sera* et *Idea liberale*), quand « la monarchie ne servira plus les intérêts du pays », c'est-à-dire de la classe au pouvoir.

L'évolution de la monarchie absolue à la monarchie constitutionnelle et à la république est une loi historique évidente ; dans la civilisation actuelle il n'y a de différence que dans le caractère électif ou héréditaire du chef de l'État. Dans les différents pays d'Europe, la bourgeoisie elle-même réclamera ce passage de la monarchie à la république, afin de retarder le plus possible le triomphe du socialisme. En Italie comme en France, en Angleterre comme en Espagne, on ne voit que trop de républicains ou de « radicaux », dont l'attitude devant les questions sociales est plus bourgeoise et plus conservatrice que celle des conservateurs intelligents. A Montecitorio, par exemple,

M. R. Imbriani a, en matière religieuse et sociale, des opinions plus conservatrices que M. di Rudini. M. Imbriani, dont la personnalité est d'ailleurs très sympathique, ne s'est jamais attaqué à un prêtre ou à un moine — lui qui attaque l'univers entier et très souvent avec raison, quoique sans beaucoup de succès, par suite d'une erreur de méthode, — et il a été seul à s'opposer même à la prise en considération d'un projet de loi de M. L. Ferrari, député, qui augmentait l'impôt de succession sur les héritages en ligne indirecte !...

Le socialisme n'a donc pas plus d'intérêt à prêcher la république qu'il n'en a à prêcher l'athéisme. A chacun son rôle, c'est la loi de la division du travail. La lutte contre l'athéisme, c'est l'affaire de la science ; l'établissement de la république a été le fait, et elle le sera dans les différents pays d'Europe, de la bourgeoisie elle-même, conservatrice ou radicale. Tout cela c'est l'histoire en marche vers le socialisme, sans que les individus puissent empêcher ou retarder la succession des phases de l'évolution morale, politique et sociale.

VI

L'Individu et l'Espèce

On peut encore montrer que le socialisme scientifique procède directement du darwinisme en examinant les différentes façons de concevoir l'individu par rapport à l'espèce.

Le XVIII^e siècle finit avec la glorification exclusive de l'individu, de l'*homme* — comme entité en soi — ; elle n'était dans les œuvres de Rousseau, qu'un bienfaisant excès de réaction contre la tyrannie politique et sacerdotale du moyen âge.

Cet individualisme a eu pour conséquence directe cet artificialisme politique, dont je m'occuperai bientôt en étudiant les rapports de la théorie de l'évolution et du socialisme, et qui est commun aux gouvernants du régime bourgeois et aux anarchistes individualistes, — parce que les uns et les autres s'imaginent que l'organisation sociale peut être changée en un jour, par l'effet magique d'un article de loi ou par une bombe plus ou moins meurtrière.

La biologie moderne a radicalement changé ce concept de l'*individu* et elle a démontré, dans le domaine de la biologie comme dans celui de la sociologie, que l'individu n'est lui-même qu'un agrégat d'éléments vivants plus simples, et en même temps que l'individu en soi, le *Selbstwesen* des Allemands, n'existe pas en soi, mais seulement en tant que membre d'une société (*Gliedwesen*).

Tout ce qui vit forme une association, une collectivité.

La monère elle-même, la cellule vivante, l'expression irréductible de l'individualité biologique, est, elle aussi, un agrégat de parties diverses (nucleus, nucléole, protoplasme) et chacune d'elles, à son tour, est un agrégat de molécules, qui sont des agrégats d'atomes.

L'atome n'existe pas seul, comme individu ; l'atome est invisible et impalpable et il ne vit pas.

Et la complexité de l'agrégat, la fédération des parties augmente toujours à mesure qu'on passe, dans la série zoologique, des protistes à l'homme.

L'artificialisme jacobin, unificateur et uniformateur, correspond à la métaphysique de l'individualisme, comme le concept du fédéralisme national et international correspond au caractère positif du socialisme scientifique.

L'organisme d'un mammifère n'est qu'une fédération de tissus, d'organes, d'appareils ; l'organisme d'une société ne peut consister que dans une fédération de communes, de provinces, de régions ; l'organisme de l'humanité ne peut consister qu'en une fédération de nations.

S'il est absurde de concevoir un mammifère dont la tête, par exemple, devrait se mouvoir de la même manière dont se meuvent les extrémités et les extrémités toutes ensemble, il n'y a pas moins d'absurdité dans une organisation politique et administrative dans laquelle la province de l'extrême nord ou la province montagneuse par exemple doit avoir les mêmes engrenages bureaucratiques, le même corps de lois, les mêmes mouvements que la province de l'extrême sud ou la province composée de plaines, par le seul amour de l'uniformité symétrique, cette expression pathologique de l'unité.

Si nous laissons de côté ces considérations d'ordre politique qui permettent de conclure, comme je l'ai fait ailleurs (1), que la seule organisation possible pour l'Italie, comme pour tout autre pays, me paraît être celle d'un fédéralisme administratif dans une unité politique, nous pouvons considérer comme évident, qu'à la fin du XIX^e siècle

(1) *Sociologie criminelle*, trad. française, Paris, 1892.

de l'individu, comme être en soi, se trouve détrôné dans la biologie comme dans la sociologie.

L'individu existe, mais seulement en tant qu'il fait partie d'un agrégat social.

Robinson Crusôé — ce type parfait de l'individualisme — ne peut être qu'une légende ou un cas pathologique.

L'espèce — c'est-à-dire l'agrégat social — est la grande, la vivante et éternelle réalité de la vie, comme l'a démontré le darwinisme et comme l'ont confirmé toutes les sciences positives, de l'astronomie à la sociologie.

À la fin du XVIII^e siècle, Rousseau pensait que l'individu seul existe, et que la société est un produit artificiel du « contrat social » et, comme il attribuait (de même qu'Aristote l'avait fait pour l'esclavage) un caractère humain permanent aux manifestations transitoires du moment historique de putréfaction du régime dans lequel il vivait, il ajoutait que la Société est la cause de tous les maux, alors que les individus naissent tous bons et égaux. À la fin du XIX^e siècle, au contraire, toutes les sciences positives s'accordent pour reconnaître que la société, l'agrégat est un fait naturel et inséparable de la vie, chez les espèces végétales, comme chez les espèces animales, depuis les premières « colonies animales » de zoophytes jusqu'aux sociétés de mammifères (herbivores), et à la société humaine (1).

(1) Je ne peux m'occuper ici de la récente tentative éclectique de M. Fouillée, et que d'autres ont poursuivie. M. Fouillée veut opposer ou du moins ajouter au concept *naturaliste* de la société le concept consensuel ou *contractuel*. Évidemment, puisque aucune théorie n'est absolument fautive, il y a même dans le contractualisme une part de vérité et la liberté d'émigrer peut en être un exemple... aussi longtemps qu'elle est compatible avec les intérêts économiques de la classe au

Tout ce que l'individu possède de meilleur, il le doit précisément à la vie sociale, bien que chaque phase de l'évolution soit marquée, à son déclin, par des conditions pathologiques de putréfaction sociale, essentiellement transitoires d'ailleurs, qui préludent fatalement à un nouveau cycle de rénovation sociale.

L'individu, comme tel, s'il pouvait vivre, obéirait à un seul des deux besoins fondamentaux de l'existence : l'alimentation — c'est-à-dire la conservation égoïste de son propre organisme, grâce à cette fonction primordiale et fondamentale, qu'Aristote désignait sous le nom de *ctesi* — la conquête de la nourriture.

Mais tous les individus doivent vivre en société, parce que un second besoin fondamental de la vie s'impose à lui, celui de la reproduction d'êtres semblables à lui, pour la conservation de l'espèce. C'est cette vie de relation et de reproduction (sexuelle et sociale) qui donne naissance au sens moral ou social, qui permet à l'individu non seulement *d'être*, mais de *coexister avec ses semblables*.

On peut dire que ces deux instincts fondamentaux de la vie — le pain et l'amour — accomplissent une fonction d'équilibre social dans la vie des animaux, et notamment chez l'homme.

C'est l'amour qui cause, pour le plus grand nombre des hommes, la principale dépense physiologique et psychique

pouvoir. Mais évidemment, ce consentement, qui n'existe pas à la naissance de chaque individu dans telle ou telle société, et qui constitue le fait le plus décisif et le plus tyrannique de sa vie, est également fort minime dans le développement de ses aptitudes et de ses tendances, dominées qu'elles sont par la loi de fer de l'organisation économique et politique dont il est un atome.

des forces accumulées en plus ou moins grande quantité par le pain quotidien, et que le travail quotidien n'a pas absorbées ou que l'inactivité parasitaire a laissées intactes.

Bien plus, l'amour est le seul plaisir qui ait vraiment un caractère universel et égalitaire. Le peuple l'a appelé « le paradis des pauvres » ; et les religions l'ont toujours invité à en jouir sans limites — *crescite et multiplicamini*, — parce que l'épuisement érotique qui en résulte, surtout chez les mâles, diminue ou fait oublier les tortures de la faim et du travail servile, et énerve d'une façon durable l'énergie de l'individu ; et dans cette mesure il remplit une fonction utile à la classe dominante.

Mais à cet effet de l'instinct sexuel un autre est lié d'une façon indissoluble, l'augmentation de la population ; de sorte que l'immobilisation voulue d'un ordre social donné vient se heurter à la pression de cette population, caractérisée à notre époque par le *prolétariat*, — et l'évolution sociale poursuit sa marche inexorable et fatale.

De notre discussion, il résulte que tandis qu'à la fin du XVIII^e siècle on pensait que la Société était faite pour l'individu — et on pouvait conclure de là que des millions d'individus pouvaient et devaient travailler et souffrir à l'avantage exclusif de quelques individus, — à la fin de notre siècle les sciences positives ont démontré, tout au contraire, que c'est l'individu qui vit pour l'espèce et que celle-ci est seule l'éternelle réalité de la vie.

C'est là le point de départ de la tendance sociologique

ou socialiste de la pensée scientifique moderne devant l'individualisme exagéré, laissé en héritage par le siècle passé.

La biologie démontre aussi qu'il ne faut pas tomber dans l'excès opposé — comme l'ont fait certaines écoles du socialisme utopique et du communisme, — ne plus voir que la Société et négliger complètement l'individu. Une autre loi biologique nous montre, en effet, que l'existence de l'agrégat est la résultante de la vie de tous les individus, de même que l'existence d'un individu est la résultante de la vie des cellules qui le composent.

Nous avons démontré que le socialisme qui caractérise la fin du XIX^e siècle et qui illuminera l'aube du siècle prochain, est en parfaite harmonie avec tout le courant de la pensée moderne. Cet accord se manifeste même sur la question fondamentale de la prédominance donnée aux exigences vitales de la solidarité collective ou sociale, sur les exagérations dogmatiques de l'individualisme, et si ce dernier marque, à la fin du siècle dernier, un réveil puissant et fécond, par suite des manifestations pathologiques d'une concurrence effrénée, il aboutit fatalement aux explosions « libertaires » de l'anarchisme qui prêche « l'action individuelle », et qui oublie complètement la solidarité humaine et sociale.

Nous arrivons ainsi au dernier point de contact et à l'union intime qu'il y a entre le darwinisme et le socialisme.

VIII

La « Lutte pour la Vie » et la « Lutte des Classes »

Le darwinisme a démontré que tout le mécanisme de l'évolution animale se réduit à la lutte pour l'existence entre individus d'une même espèce d'une part, et entre l'espèce dans l'ensemble du monde des êtres vivants.

De même tout le mécanisme de l'évolution sociale a été ramené par le socialisme marxiste à la loi de la *lutte des classes*. Cette théorie ne nous donne pas seulement le moteur secret et la seule explication positive de l'histoire de l'humanité, elle nous donne aussi la norme idéale et rigide qui discipline le socialisme politique et qui le soustrait ainsi à toutes les incertitudes élastiques, vaporeuses, inconcluantes du socialisme sentimental.

L'histoire de la vie animale n'a trouvé son explication positive que dans la grande loi darwinienne de la *lutte pour l'existence* ; elle seule nous permet de déterminer les causes naturelles de la naissance, de l'évolution et de la disparition des espèces végétales et animales, depuis les temps paléontologiques jusqu'à nos jours. De même l'histoire de la vie humaine ne trouve son explication que dans la grande loi marxiste de la *lutte des classes* ; grâce à elle les annales de l'humanité primitive, barbare et civilisée cessent d'être un kaléidoscope capricieux et superficiel d'épisodes individuels pour constituer un drame grandiose

et fatal, déterminé — consciemment ou inconsciemment, dans ses détails les plus intimes comme dans ses catastrophes — par les *conditions économiques*, qui forment la base physique et indispensable de la vie, et par la *lutte des classes* qui conquiert et conserve les forces économiques, d'où dépendent nécessairement toutes les autres — politiques, juridiques et morales.

J'aurai l'occasion de parler plus longuement, en étudiant les rapports de la sociologie et du socialisme, de cette grande conception, qui est la gloire impérissable de Marx et qui lui assure dans la sociologie la place que Darwin occupe dans la biologie et Spencer dans la philosophie naturelle (1).

Pour le moment il me suffit de noter un nouveau point de contact entre le socialisme et le darwinisme. L'expression de *lutte des classes*, si antipathique au premier abord (et j'avoue que j'ai éprouvé cette impression alors que je n'avais encore saisi l'esprit scientifique de la théorie marxiste), nous donne, si on l'entend exactement, la loi première de l'histoire humaine et, partant, elle seule peut nous donner la norme certaine de l'avènement de la nouvelle phase d'évolution que prévoit le socialisme et qu'il s'efforce de précipiter.

Lutte des classes, c'est-à-dire que la société humaine comme tous les autres organismes vivants n'est pas un tout homogène, la somme d'un nombre plus ou moins grand d'individus ; elle est, au contraire, un organisme vivant qui est la résultante de parties différentes et toujours plus

(1) LAFARGUE, *Le Matérialisme économique* in *Ere nouvelle*, 1893.

différenciées à mesure que s'élève le degré d'évolution sociale.

De même qu'un protozoaire est composé presque exclusivement de gélatine albuminoïde, tandis qu'un mammifère est composé de tissus très divers ; de même une tribu sans chef de sauvages primitifs ne se compose que de quelques familles, dont l'agrégat résulte simplement du voisinage matériel, tandis qu'une société civilisée de l'époque historique ou contemporaine se compose de classes sociales qui diffèrent l'une de l'autre soit par la constitution physiopsychique de leurs composants, soit par l'ensemble de leurs habitudes, de leurs tendances, de leur vie personnelle, familiale ou sociale.

Ces différentes classes peuvent être classées d'une façon rigoureuse. Dans l'Inde antique elles vont du *brahmane* au *sudra* ; dans l'Europe du moyen âge, de l'empereur et du pape au feudataire et au vassal, à l'artisan, et un individu ne peut passer d'une classe dans une autre, seul le hasard de la naissance détermine sa condition sociale. Il peut arriver que l'étiquette légale disparaisse, comme cela est arrivé en Europe et en Amérique après la Révolution française, et exceptionnellement il peut y avoir passage d'un individu d'une classe dans une autre comme les molécules dans les cas d'exosmose et d'endosmose ou, selon l'expression de M. Dumont, par une sorte de « capillarité sociale ». Mais, dans tous les cas, ces différentes classes existent comme réalité certaine et elles résistent à tout essai de nivellement juridique, aussi longtemps que demeure la raison fondamentale de leur différence.

C'est Karl Marx qui a, mieux que tout autre, prouvé la

vérité de cette théorie par la masse d'observations sociologiques qu'il a empruntées aux conditions économiques les plus diverses.

Les noms, les circonstances les phénomènes de répercussion peuvent varier avec chacune des phases de l'évolution sociale, mais toujours le fonds tragique de l'histoire apparaît dans l'antagonisme entre ceux qui détiennent le monopole des moyens de production — et c'est le petit nombre, — et ceux qui en sont dépossédés — et c'est le plus grand nombre.

Guerriers et *pasteurs*, dans les sociétés primitives, dès que l'appropriation familiale, puis individuelle de la terre se substitue au collectivisme primitif ; *patriciens* et *plébéiens* — *feudataires* et *vassaux* — *nobles* et *gens du peuple* — *bourgeois* et *prolétaires* ; ce sont là autant de manifestations d'un même fait : le monopole de la richesse d'un côté et le travail productif de l'autre.

Or, la grande importance de la loi marxiste — la lutte des classes — réside principalement en ce qu'elle indique, avec une grande précision, *en quoi* consiste véritablement le point vital de la question sociale et *par quelle méthode* on peut arriver à la résoudre.

Aussi longtemps qu'on n'avait pas montré avec une évidence positive la base économique de la vie politique, juridique et morale, les aspirations du plus grand nombre vers une amélioration sociale s'en tenaient, vaguement, à la demande et à la conquête partielle de quelque instrument *accessoire*, comme la liberté du culte, le suffrage politique, l'instruction publique, etc. Et certes, je ne veux pas nier la grande utilité de ces conquêtes.

Mais le *sancta sanctorum* demeurerait toujours impénétrable aux yeux de la foule et comme le pouvoir économique continuait à être le privilège de quelques-uns, toutes les conquêtes, toutes les concessions n'avaient pas de base réelle, séparées qu'elles étaient du fondement solide et fécond qui peut seul donner la vie et une force durable.

Maintenant que le socialisme a montré, même avant Marx, mais jamais avec autant de précision scientifique, que l'appropriation individuelle, la propriété privée de la terre et des moyens de production est le point vital de la question — le problème est posé dans des termes précis dans la conscience de l'humanité contemporaine.

Quelle méthode faudra-t-il employer pour abolir ce monopole du pouvoir économique et la masse de douleurs et de maux, de haine et d'iniquité qui en est la conséquence ?

La méthode de la *lutte des classes* partant de cette donnée positive que chaque classe tend à conserver et à accroître les avantages et les privilèges acquis enseigne à la classe privée du pouvoir économique que pour arriver à le conquérir, la lutte (nous nous occuperons plus loin des modalités de cette lutte) doit être une lutte de classe à classe, et non de personne à personne.

La haine, la mort de tel ou tel individu, appartenant à la classe dominante, ne fait pas avancer d'un pas la solution du problème ; elles le retardent plutôt parce qu'elles provoquent une réaction du sentiment général contre la violence personnelle et viole le principe du *respect de la personne humaine* que le socialisme proclame hautement pour tous et contre tous. La solution du problème ne de-

vient pas plus facile parce que la condition anormale actuelle, qui devient de plus en plus aiguë, — misère de la masse et jouissance de quelques-uns, — n'est pas l'effet de la mauvaise volonté de tel ou tel individu.

Par ce côté encore le socialisme est, en effet, en complet accord avec la science positive, qui nie le libre arbitre de l'homme et voit dans l'activité humaine, individuelle et collective, un effet nécessaire, déterminé par des conditions de race et de milieu, tout à la fois (1).

Le crime, le suicide, la folie, la misère ne sont pas le fruit du libre arbitre, de la faute individuelle, comme le croit le spiritualisme métaphysique, et ce n'est pas non plus un effet du libre arbitre, une faute individuelle du capitaliste si l'ouvrier est mal rétribué, s'il est sans ouvrage, s'il est misérable.

Tous les phénomènes sociaux sont la résultante nécessaire des conditions historiques et du milieu. Dans le monde moderne la facilité et la plus grande fréquence de relations entre toutes les parties de la terre ont encore resserré la dépendance de chaque fait — économique, politique, juridique, moral, artistique ou scientifique, — des conditions les plus lointaines et les plus indirectes de la vie mondiale.

(1) Me séparant des deux thèses exclusives que la civilisation est une conséquence de la race ou un produit du milieu, j'ai toujours soutenu — par ma théorie des facteurs naturels de la criminalité — qu'elle est la résultante de l'action combinée de la race et du milieu.

Parmi les ouvrages récents qui soutiennent la thèse de l'influence exclusive ou prédominante de la race il faut citer LE BON, *Les lois psychologiques de l'évolution des peuples*, Paris, 1894. Cet ouvrage est d'ailleurs assez superficiel. Je renvoie pour un examen plus approfondi de ces deux thèses au ch. IV de mon livre *Omicidio nell' antropologia criminale*, Turin, 1894.

L'organisation actuelle de la propriété privée sans aucune limite d'hérédité familiale et d'accumulation personnelle; l'application continuelle et toujours plus complète des découvertes scientifiques au travail humain de transformation de la matière; le télégraphe et la vapeur, le torrent toujours débordant des migrations humaines — font que l'existence d'une famille de paysans, d'ouvriers, de petits commerçants est liée par des fils invisibles mais tenaces à la vie mondiale; et la récolte du café, du coton ou du blé dans les pays les plus lointains se répercute sur toutes les parties du monde civilisé, de même que la dépression ou l'accroissement des taches solaires constitue un coefficient des crises agricoles périodiques et influe directement sur la destinée de millions d'hommes.

Cette grandiose conception scientifique de « l'unité des forces physiques », selon l'expression du P. Secchi, ou de la solidarité universelle rejette bien loin d'elle la conception enfantine qui fait du libre arbitre et de l'individu la cause des phénomènes humains.

Si un socialiste se proposait, serait-ce même dans un but philanthropique, de monter une usine pour donner du travail aux sans-travail, et s'il produisait des articles délaissés par la mode ou par la consommation générale, il serait bientôt conduit à la faillite, malgré ses intentions philanthropiques par un effet inévitable des lois économiques.

Ou bien si un socialiste voulait donner aux ouvriers de son établissement un salaire deux ou trois fois plus haut que le salaire courant, il aurait évidemment le même sort, parce qu'il subirait les mêmes lois économiques, et il de-

vrait vendre sa marchandise à perte ou la garder invendue dans ses magasins, parce que son prix, à qualités égales, serait supérieur à celui du marché.

Il serait déclaré en faillite et le monde ne lui apporterait pas d'autre consolation que de l'appeler un *brave homme*: et dans la phase de la « moralité mercantile » nous savons ce que signifie cette expression (1).

En dehors donc des relations personnelles, plus ou moins cordiales, entre capitalistes et ouvriers, leur condition économique respective est déterminée fatalement par l'organisation actuelle, d'après la loi du sur-travail qui a permis à Marx d'expliquer d'une façon irréfutable comment le capitaliste peut accumuler des richesses sans travailler, — parce que l'ouvrier produit dans sa journée de travail un équivalent de richesse supérieur au salaire reçu, et que le surplus du produit forme le bénéfice gratuit du capitaliste, même si on veut déduire le salaire de son travail de direction technique et administrative.

La terre, abandonnée au soleil et à la pluie, ne produit d'elle-même ni blé, ni vin. Les minéraux ne sortent pas d'eux-mêmes des entrailles de la terre. Un sac d'écus enfoncé dans un coffre-fort ne produit pas des écus comme une vache, des veaux.

La production de la richesse résulte seulement d'une

(1) Je me sers de l'expression « moralité mercantile » que M. LETOURNEAU a employée dans son livre sur *l'Évolution de la morale*, Paris, 1887. Dans son étude positive des faits concernant la morale, M. Letourneau a distingué quatre phases: la morale *bestiale* — la morale *sauvage* — la morale *barbare* — la morale *mercantile* (ou *bourgeoise*); à ces phases succèdera une phase de morale supérieure que Malou avait appelée la morale *sociale*.

transformation de la matière opérée par le travail humain. Et ce n'est que parce que le paysan cultive la terre, que le mineur extrait les minéraux, que l'ouvrier met en mouvement les machines, que le chimiste fait des expériences dans son laboratoire, que l'ingénieur invente des machines, etc., que le capitaliste ou le propriétaire, sans que les biens hérités de son père lui aient coûté aucun travail et sans aucun effort, s'il pratique l'*absentéisme*, peut, chaque année, jouir de richesses que d'autres ont produites pour lui, en échange d'une habitation misérable et d'une nourriture insuffisante, empoisonnés le plus souvent par les miasmes des rivières ou des marais, par les gaz des mines et les poussières des usines, en un mot pour un salaire qui est insuffisant toujours pour leur assurer une existence digne d'une créature humaine.

Même en régime de métayage parfait — que l'on a appelé une forme de socialisme pratique — il reste toujours à se demander par quel miracle le propriétaire, qui ne travaille pas, voit arriver dans sa maison le blé et l'huile et le vin en quantité suffisante pour le faire vivre à l'aise, tandis que le métayer est contraint de travailler tous les jours afin d'arracher à la terre de quoi le faire vivre misérablement lui et sa famille.

Et le métayage lui donne au moins l'assurance tranquillisante qu'il arrivera au bout de l'année sans éprouver toutes les affres du chômage forcé, auquel sont condamnés les ouvriers adventices des campagnes et des villes. Mais, au fond, le problème demeure tout entier et il y a toujours un homme qui vit dans le confort, sans tra-

vailler, parce que dix autres vivent mal en travaillant (1).

Tel est l'engrenage de la propriété privée et tels sont ses effets sans aucune intervention de la volonté des individus.

Aussi toute tentative faite contre tel ou tel individu est-elle condamnée à rester stérile ; c'est l'orientation de la Société qu'il faut changer, c'est la propriété individuelle qu'il faut abolir, non pas par un *partage*, ce qui aboutirait à la forme la plus aiguë et la plus mesquine de la propriété privée, parce qu'un an après la persistance de l'orientation individualiste nous ramènerait au *statu quo ante*, au bénéfice exclusif des plus fourbes et des moins scrupuleux.

Il faut arriver à l'abolition de la propriété privée et à

(1) Certaines personnes, encore imbuës d'artificialisme politique, pensent que pour résoudre la question sociale il faudrait généraliser le système du métayage. On imagine donc, sans le dire, un décret royal ou présidentiel : art. 1, tous les hommes deviennent des métayers !...

Et on ne pense pas que si le métayage, qui était de règle, est devenu une exception de plus en plus rare, cela doit être l'effet nécessaire de causes naturelles.

La cause de la transformation est dans ce fait que le métayage représente la petite industrie agricole et qu'elle ne peut pas lutter contre la grande industrie agricole bien outillée de machines, de même que le métier à bras n'a pas pu résister à la grande industrie manufacturière. Il est vrai qu'il y a aujourd'hui encore des métiers à bras dans quelques villages, mais ce sont des organes rudimentaires, qui ne font que représenter une phase antérieure et qui n'ont plus aucune fonction décisive dans le monde économique. Ils sont comme les organes rudimentaires des animaux supérieurs, d'après la théorie de Darwin, des témoins d'époques passées pour toujours.

La même loi darwinienne et économique s'applique au métayage, destiné lui aussi évidemment à la même fin que le métier à bras.

Cf. L'excellente brochure de propagande BIEL, *Ai contadini toscani*, Colle d'Elsa, 1894.

l'établissement de la propriété collective et sociale de la terre et des moyens de production. Cette substitution ne peut pas être l'objet d'un décret, comme on nous en prête l'intention, mais elle est en train de s'accomplir sous nos yeux, chaque jour, d'heure à heure, d'une façon directe ou indirecte.

Directement, parce que la civilisation nous montre la substitution continue des propriétés et des fonctions sociales aux propriétés et aux fonctions individuelles. Les routes, les postes, les chemins de fer, les musées, l'éclairage des villes, l'eau potable, l'instruction, etc., qui étaient, il n'y a que quelques années encore, des propriétés et des fonctions privées, sont devenues des propriétés et des fonctions sociales : et il serait absurde de s'imaginer que ce processus direct de socialisation doit s'arrêter aujourd'hui au lieu de s'accroître progressivement, puisque tout dans la vie moderne va en s'accélération.

Indirectement, c'est alors l'aboutissant de l'individualisme économique au bourgeois. La bourgeoisie qui emprunte son nom aux habitants des bourgs que protégeaient le château féodal et l'église — symboles de la classe alors dominante — est le fruit d'un travail fécond et conscient et des conditions historiques qui ont changé l'orientation économique du monde (la découverte de l'Amérique, par exemple); elle a fait sa révolution à la fin du XVIII^e siècle et elle a conquis le pouvoir. Dans l'histoire du monde civilisé, elle a écrit une page d'or par ses époques nationales, par ses applications merveilleuses de la science à l'industrie..... mais elle parcourt aujourd'hui

la branche descendante de la parabole, et des symptômes nous annoncent avec évidence sa dissolution; sans sa disparition, d'ailleurs, l'instauration d'une nouvelle phase sociale ne serait pas possible.

L'individualisme économique porté à ses dernières conséquences détermine nécessairement l'augmentation progressive de la propriété dans les mains d'un nombre toujours plus restreint de personnes. Le milliardaire est un mot nouveau, qui caractérise le XIX^e siècle et il est l'expression claire de ce phénomène, — dans lequel Henry George voyait la loi historique de l'individualisme — qui fait que les riches deviennent de plus en plus riches et les pauvres de plus en plus pauvres (1).

Or il est évident que plus est restreint le nombre de ceux qui détiennent la terre et les moyens de production plus est facile leur expropriation — avec ou sans indemnité — au profit d'un propriétaire unique, qui n'est et ne peut être que la société.

La terre est la base physique de l'organisme social. Il est donc absurde qu'elle appartienne à quelques-uns et non pas à toute la collectivité sociale; il ne serait pas plus absurde que l'air que nous respirons fût le monopole de quelques propriétaires.

C'est bien là le but suprême du socialisme, mais on ne peut évidemment pas y arriver en visant tel ou tel propriétaire, tel ou tel capitaliste. La méthode de lutte individualiste est destinée à demeurer stérile ou tout au moins elle exige une déperdition énorme de forces pour n'obtenir que des résultats partiels et provisoires.

(1) HENRY GEORGE, *Progrès et Pauvreté*. Trad. franç. Paris, 1887.

Aussi ces hommes politiques qui font leur métier de la protestation quotidienne ou anecdotique, qui ne voient qu'une lutte de personnes — et cela n'est plus d'aucun effet ni sur le public ni sur les assemblées, parce qu'on finit par y être habitué, — me font-ils l'effet d'hygiénistes fantastiques qui essaieraient de rendre un marais habitable en tuant les moustiques un à un, à coup de revolver, au lieu de se proposer comme méthode et comme but l'assainissement du marais pestilentiel.

Pas de luttes, pas de violences personnelles, mais lutte de classe. Il faut donner à l'armée immense des ouvriers de tous les métiers et de toutes les professions la conscience de ces vérités fondamentales. Il faut leur montrer que leurs intérêts de classe sont en opposition avec les intérêts de la classe qui détient le pouvoir économique et que c'est par l'organisation consciente qu'il conquerra ce pouvoir économique au moyen des autres pouvoirs publics que la civilisation contemporaine a assurés aux peuples libres. On peut cependant prévoir que, dans chaque pays, la classe dominante, avant de céder, diminuera ou détruira même ces libertés publiques qui étaient sans danger quand elles étaient entre les mains d'ouvriers non pas constitués en parti de classe, mais à la queue des autres partis purement politiques, aussi radicaux dans les questions secondaires qu'ils sont profondément conservateurs sur la question fondamentale de l'organisation économique de la propriété.

Lutte de classes, donc lutte de classe à classe ; et lutte, cela s'entend, par les méthodes dont je parlerai bientôt à propos des quatre modes de transformation sociale :

évolution — révolution — révolte — violence personnelle. Mais lutte de classe au sens darwinien, qui renouvelle dans l'histoire de l'homme le drame grandiose de la lutte pour la vie entre les espèces au lieu de nous avilir au pugilat sauvage et insignifiant d'individu à individu.

Nous pouvons nous arrêter ici. L'examen des rapports entre le darwinisme et le socialisme pourrait nous conduire beaucoup plus loin, mais toujours il éliminerait la prétendue contradiction qu'il y a entre les deux courants de la pensée scientifique moderne, et il confirmerait au contraire l'accord intime, naturel et indissoluble qu'il y a entre eux.

C'est ainsi que la vue pénétrante de Virchow trouvait une confirmation chez Léopold Jacoby.

« L'année même où paraissait le livre de Darwin (1859) et partant d'une direction tout à fait différente, une poussée identique était donnée à un développement très important de la science sociale par un ouvrage qui longtemps passa inaperçu, et qui porte pour titre : *Critique de l'Économie politique* par Karl Marx — c'était le précurseur du *Capital*.

« Ce qu'est le livre de Darwin sur l'*Origine des espèces* pour la genèse et l'évolution de la nature inconsciente jusqu'à l'homme, l'œuvre de Marx l'est pour la genèse et l'évolution de la communauté des êtres humains, des États et des formes sociales de l'humanité (1) ».

Et c'est pourquoi l'Allemagne qui a été le champ le

(1) L. JACOBY, *L'Idée dell' evoluzione*, in *Bibliotheca dell' economista*, série III, vol. IX, 2^e partie, p. 69.

plus fécond pour le développement des théories darwiniennes, l'est aussi pour la propagande consciente, disciplinée des idées socialistes.

Et c'est pour cela précisément qu'à Berlin, dans les vitrines des librairies de propagande socialiste, les œuvres de Charles Darwin occupent la place d'honneur à côté de celles de Karl Marx (1).

(1) A la mort de Darwin le *Sozialdemokrat* du 27 avril 1882 écrivait « le prolétariat qui lutte pour son émancipation honorerà toujours la mémoire de Charles Darwin ».

Cf. LAFARGUE, *La théorie darwinienne*.

Je sais bien que dans ces dernières années, peut-être par suite des relations entre le darwinisme et le socialisme, on a repris les objections faites à la théorie de Darwin par Nægeli et plus récemment par Weismann sur la transmissibilité héréditaire des caractères acquis. Cf. SPENCER, *L'insuffisance de la sélection naturelle*, in *Problèmes de morale et de sociologie*, Paris, 1894 p. 27). — VIRCHOW, *Transformisme et descendance* in *Berliner Klinische Wochenschrift*, 1893. Mais tout cela ne concerne que tel ou tel détail du darwinisme, tandis que la théorie fondamentale du transformisme organique demeure inébranlable.

DEUXIÈME PARTIE

Evolution et Socialisme.

La théorie de l'évolution universelle, qui — à part tel ou tel détail plus ou moins discutable — caractérise véritablement l'orientation vitale de la pensée scientifique moderne, a paru, elle aussi, être en contradiction absolue avec les théories et les idéals pratiques du socialisme.

Ici l'équivoque est évidente.

Si l'on entend par socialisme ce complexe vague d'aspirations sentimentales, tant de fois cristallisé dans les créations utopiques artificielles d'un nouveau monde humain qui devait par un effet magique se substituer en un jour au vieux monde dans lequel nous vivons : alors il est parfaitement vrai que la théorie scientifique de l'évolution condamne les préjugés et les illusions de l'artificialisme politique — réactionnaire ou révolutionnaire, romantique toujours.

Mais, malheureusement pour nos adversaires, le socialisme contemporain est tout autre chose que le socialisme qui a précédé l'œuvre de Marx ; en dehors du même sentiment de protestation contre les iniquités présentes et des aspirations vers un avenir meilleur, il n'y a rien de

commun entre ces deux socialismes, ni dans leur structure logique ni dans leurs inductions, si ce n'est la vision claire, mathématiquement exacte (et cela en vertu même des théories de l'évolution) de l'organisation sociale finale — basée sur la propriété collective de la terre et des moyens de production.

C'est ce qui ressortira avec évidence de l'examen des trois contradictions principales que l'on a cru pouvoir relever entre le socialisme et l'évolution scientifique.

Dès maintenant il n'est pas possible de ne pas voir la filiation directe du socialisme marxiste et de l'évolution scientifique si l'on sait que celui-là n'est précisément que l'application logique et conséquente de la théorie évolutionniste au domaine économique.

IX

La thèse orthodoxe et la thèse socialiste devant la théorie de l'évolution.

Le socialisme, en substance, que dit-il ? Que le monde économique actuel ne peut être immuable et éternel, qu'il représente seulement une phase transitoire de l'évolution sociale et qu'une phase ultérieure, un monde autrement organisé doivent lui succéder.

Que cette organisation nouvelle doit être collectiviste ou socialiste — et non plus individualiste — c'est ce qui découle, comme conclusion dernière et positive, de l'examen que nous avons fait du darwinisme et du socialisme.

Il me faut maintenant établir que cette affirmation fondamentale du socialisme — en laissant de côté tous les détails de cette organisation future, dont je parlerai plus loin — est en parfaite harmonie avec la théorie expérimentale de l'évolutionnisme.

Sur quel point l'économie politique orthodoxe et le socialisme sont-ils en désaccord complet ? L'économie politique a soutenu et soutient que les lois économiques de la production et de la distribution des richesses qu'elle a établies sont des *lois naturelles*..... non pas en ce sens que ce sont des lois naturellement déterminées par les conditions de l'organisme social (ce qui serait exact), mais que ce sont des *lois absolues*, c'est-à-dire qu'elles conviennent à l'humanité de tous les temps et de tous les lieux et partant qu'elles sont immuables dans leurs points principaux si elles sont susceptibles de modifications de détail (1).

Le socialisme scientifique soutient, au contraire, que les lois établies par l'économie politique classique, depuis Adam Smith, sont des lois propres au moment historique actuel de l'humanité civilisée et que par conséquent ce sont des lois essentiellement *relatives* au moment où elles ont été analysées et que de même qu'elles ne correspondent plus à la réalité des choses si on veut les étendre au passé historique et plus encore aux temps préhistoriques et anté-historiques, de même elles ne peuvent avoir la prétention de pétrifier l'avenir social.

De ces deux thèses fondamentales, la thèse orthodoxe

(1) U. RABBENO, *Le leggi economiche e il socialismo*, in *Rivista di filos. scientif.*, 1884, vol. III, fasc. 5.

et la thèse socialiste, quelle est celle qui s'accorde le mieux avec la théorie scientifique de l'évolution universelle ?

La réponse ne peut être douteuse (1).

La théorie de l'évolution, dont Herbert Spencer est le véritable créateur, en appliquant à la sociologie le courant relativiste qu'avait suivi l'école historique dans l'étude du droit et de l'économie politique (déjà hétérodoxe sur plus d'un point) a montré que tout change, que le présent — dans l'ordre astronomique, géologique, biologique, sociologique — n'est que la résultante de transformations naturelles, nécessaires, incessantes, plusieurs fois millénaires, que le présent diffère du passé et que l'avenir sera certainement différent du présent.

Le spencérisme n'a fait qu'apporter une quantité prodigieuse de preuves scientifiques, pour toutes les branches du savoir humain, à ces deux pensées abstraites de Leibniz et de Hegel : « le présent est fils du passé, mais il est père de l'avenir » et « rien n'est, tout devient ». Déjà la géologie, depuis Lyell, avait fait cette démonstration, en substituant au concept traditionnel des cataclysmes le concept scientifique de la transformation graduelle et quotidienne de la terre (2).

Il est vrai que, malgré son savoir encyclopédique, H. Spencer n'a pas étudié à fond l'économie politique ou

(1) C'est la thèse de M. COLAJANNI, *Il socialismo*, Catane, 1884, p. 277. Il se trompe lorsqu'il pense que je l'avais combattue dans mon livre *Socialismo e criminalità*.

(2) MORSELLI, *Antropologia generale — Lezioni sull'uomo secondo la teoria dell'evoluzione*, Turin, 1890-94, donne un excellent résumé de ces inductions générales de la pensée scientifique moderne dans leur application à toutes les branches de la connaissance, de la géologie à l'anthropologie.

que tout au moins il n'a pas fait ici ses preuves comme pour les sciences naturelles. Cela n'empêche pas, d'ailleurs, que le socialisme ne soit, après tout, dans son concept fondamental, que l'application logique de la théorie scientifique de l'évolution naturelle aux phénomènes économiques.

C'est Karl Marx qui, en 1859 dans sa *Critique de l'Economie politique*, et déjà en 1847 dans le célèbre *Manifeste* écrit en collaboration avec Engels, près de dix ans avant les *Premiers principes* de Spencer, enfin dans le *Capital* (1867) a complété, dans le domaine social, la révolution scientifique commencée par Darwin et par Spencer.

L'ancienne métaphysique conçoit la morale — le droit — l'économie — comme un ensemble de lois absolues et éternelles, comme l'entendait Platon. Elle ne prend en considération que le monde historique et n'a comme instrument de recherche que la fantaisie logique du philosophe. Les générations qui nous ont précédés ont été tout empreintes de cet absolu des lois naturelles se débattant dans le dualisme de la matière et de l'esprit. La science positive, au contraire, part de la synthèse grandiose du monisme, c'est-à-dire de l'unique réalité phénoménale — la matière et la force étant reconnues inséparables et indestructibles, se développant d'un mouvement continu revêtant successivement des formes relatives au temps et au lieu. Elle a changé radicalement l'orientation de la pensée moderne, et l'a dirigée vers l'évolution universelle (1).

(1) BONARDI, *Evoluzionismo e socialismo*. Florence, 1894.

La morale, le droit, la politique ne sont que des superstructures, des répercussions de la structure économique ; elles varient avec elle, d'un parallèle à l'autre, d'un siècle à un autre siècle.

C'est là, la grande intuition découverte que Karl Marx a exposée dans sa « Critique de l'Économie politique ». J'examinerai plus loin quelle est cette source unique des conditions économiques, mais dès maintenant il importe de relever leur variabilité continue, depuis l'époque préhistorique jusqu'à l'époque historique et aux différents moments de celle-ci.

Règles de morales, croyances religieuses, institutions juridiques, civiles et pénales, organisation politique : tout se transforme et tout est relatif au milieu historique et tellurique que l'on considère.

Tuer ses parents est le plus grand des crimes en Europe et en Amérique ; c'est au contraire un devoir que sanctifie la religion dans l'île de Sumatra ; de même, le cannibalisme est une chose permise dans le centre de l'Afrique et elle le fut également dans l'Europe et dans l'Amérique des temps préhistoriques.

La famille n'est d'abord (comme chez les animaux) qu'un communisme sexuel ; c'est la polyandrie et le matriarcat qui s'établissent là où les subsistances étant rares ne permettent qu'une faible augmentation de population ; nous trouvons la polygamie et le patriarcat au moment et là où cette raison économique fondamentale ne règne pas tyranniquement ; avec les temps historiques apparaît la forme monogamique, la meilleure et la plus avancée, bien qu'elle ait encore besoin d'être délivrée du conventionalisme abso-

lutiste du lien indissoluble et de la prostitution déguisée et légalisée (pour des raisons économiques) qui la souillent à notre époque.

Comment prétendre que la constitution de la propriété doit demeurer éternellement ce qu'elle est, immuable, au milieu de ce courant gigantesque d'institutions sociales et de règles morales sujettes à des évolutions et à des transformations continues et profondes ? Seule la propriété ne serait soumise à aucun changement et resterait pétrifiée dans sa forme de monopole privée de la terre et des moyens de production ! (1).

Telle est la prétention absurde de l'orthodoxie économique et juridique. Aux constatations irrésistibles de la théorie évolutionniste on n'a fait que cette seule concession : les règles accessoires peuvent varier, les abus peuvent être diminués. Le principe, lui, est intangible et quelques individus peuvent s'approprier la terre et les moyens de production nécessaires à la vie de l'organisme social tout entier qui reste ainsi éternellement sous la domination plus ou moins directe de ces détenteurs de la base physique de la vie (2).

(1) ARCANGELI, *Le evoluzioni della proprietà*, in *Critica Sociale*, I, juillet 1894.

(2) C'est exactement dans cette même position que se tiennent les partisans et les adversaires du libre arbitre.

La vieille métaphysique accordait à l'homme (unique, merveilleuse exception dans l'univers entier) un libre arbitre absolu.

La physio-psychologie moderne refuse à l'homme toute espèce de libre arbitre, au nom des lois de causalité naturelle.

Dans une position intermédiaire se trouvent ceux qui tout en reconnaissant que le libre arbitre de l'homme n'est pas absolu, soutiennent qu'il faut admettre au moins une bribe de libre arbitre parce qu'autrement il n'y a plus ni mérite ni démérite, ni vice ni vertu, etc.

Il suffit d'exposer dans toute leur précision les deux thèses fondamentales — la thèse du droit et de l'économie classique, et la thèse du socialisme économique et juridique — pour trancher, ainsi, sans plus de discussion, ce premier point de la controverse : dans tous les cas, la théorie de l'évolution est en accord parfait, incontestable avec les inductions du socialisme et elle est, au contraire, en contradiction avec les affirmations de l'immobilisme économique et juridique.

Je me suis occupé de cette question dans mon premier ouvrage : *Teoria dell'imputabilità e negazione del libero arbitrio* (Florence, 1878, épuisé), et au ch. III de ma *Sociologie criminelle*, trad. franc., Paris, 1892.

Je n'en parle ici que pour montrer que même dans la question économico-sociale la lutte se présente dans les mêmes conditions et que l'on peut, par conséquent, prédire une même solution finale.

Le conservateur vrai, s'inspirant de la tradition métaphysique, s'en tient aux vieilles idées morales ou économiques dans tout leur absolutisme ; il est du moins logique.

Le positiviste, au nom de la science, soutient des idées diamétralement opposées, dans le domaine de la psychologie comme dans celui des sciences économiques ou juridiques.

L'éclectique, en politique comme en psychologie, en économie politique comme en droit, est foncièrement un conservateur, mais il croit éluder les difficultés parce qu'il fait quelques concessions partielles et qu'il sauve les apparences. Mais si l'éclectisme est une attitude personnellement commode, il est, comme l'hybridisme, stérile, et ni la vie ni la science ne lui doivent rien.

Aussi les socialistes prétendent-ils logiquement que les partis politiques sont, en définitive, au nombre de deux : les individualistes (conservateurs, progressistes, radicaux) et les socialistes.

X

La loi de régression apparente et la propriété collective.

Admettons, disent nos adversaires, qu'en demandant une transformation sociale le socialisme est en accord apparent avec la théorie évolutionniste, il n'en résulte pas que ses conclusions positives — notamment la substitution de la propriété sociale à la propriété individuelle — soient justifiées par cette même théorie. Bien plus, ajoutent-ils, nous soutenons que ces conclusions sont en contradiction absolue avec cette théorie même et qu'elles sont par conséquent, tout au moins, utopiques et absurdes.

Le socialisme et l'évolutionnisme seraient d'abord en contradiction en ce que le retour à la propriété collective de la terre serait en même temps un retour à l'état sauvage primitif de l'humanité, et le socialisme serait bien une transformation, mais une transformation à rebours, c'est-à-dire contre le courant de l'évolution sociale qui nous a amenés du collectivisme primitif de la terre à la propriété individuelle actuelle, caractéristique d'une civilisation avancée. Le socialisme serait donc un retour à la barbarie.

Cette objection contient une part de vérité que l'on ne

peut nier ; elle note avec raison que la propriété collective sera un retour, apparent, à l'organisation sociale primitive. Mais la conclusion qu'on en tire est absolument fautive et anti-scientifique, parce qu'elle ne tient pas compte d'une loi, assez généralement négligée, mais qui n'est ni moins vraie, ni moins positive que l'évolution sociale.

C'est une loi sociologique qu'un médecin français de valeur a seulement indiquée en étudiant les rapports du transformisme et du socialisme (1) et dont j'ai montré la vérité et toute l'importance dans ma *Sociologie criminelle* (1892) — avant de devenir un socialiste militant — et sur laquelle j'ai insisté encore récemment dans ma polémique avec M. Morselli, à propos du divorce (2).

Cette loi de la régression apparente démontre que le retour des institutions sociales aux formes et aux caractères primitifs est un fait constant.

Avant de rapporter quelques illustrations évidentes de cette loi, je rappellerai que M. Cognetti de Martiis, déjà en 1881, avait vaguement entrevu cette loi sociologique. Son ouvrage *Forme primitive nell'evoluzione economica* (Turin, 1881), si remarquable par l'abondance, la précision et la sûreté des faits rapportés, laissait entrevoir, en effet, comme possible la réapparition dans l'évolution économique future des formes primitives qui en ont marqué le point de départ.

Je me souviens aussi d'avoir souvent entendu Carducci.

(1) L. DRAMARD, *Transformisme et socialisme*, in *Revue socialiste*, janvier et février 1885.

(2) *Divorzio e sociologia*, in *Scuola positiva nella giurisprudenza penale*, Rome, 1893, n° 16.

dans ses leçons à l'Université de Bologne, affirmer que le progrès ultime des formes et du contenu de la littérature n'est souvent que la reproduction des formes et du contenu de la littérature primitive, gréco-orientale ; de même la théorie scientifique moderne du monisme, l'âme même de l'évolution universelle et le représentant de la discipline positive, dernière et définitive, de la pensée humaine devant la réalité extérieure, après le brillant vagabondage de la métaphysique, n'est qu'un retour aux idées des philosophes grecs et de Lucrèce, le grand poète naturaliste.

Les exemples de ce retour aux formes primitives ne sont que trop évidents et trop nombreux, même dans l'ordre des institutions sociales.

J'ai déjà parlé de l'évolution religieuse. D'après Hartmann, dans les temps primitifs de l'humanité le bonheur paraissait réalisable dans l'existence individuelle ; il ne parut devoir l'être plus tard, que dans la vie d'outre-tombe ; et maintenant, on tend à le reporter dans l'humanité, mais dans la série des générations futures.

Il en est de même dans le domaine politique. H. Spencer remarque (*Sociologie*, III, chap. 5) que la volonté de tous — élément souverain dans l'humanité primitive — cède petit à petit le pas à la volonté d'un seul, puis à celles de quelques-uns (ce sont les diverses aristocraties : militaires, de naissance, professionnelles, censitaires) et elle tend enfin à devenir souveraine avec le progrès de la démocratie (suffrage universel — referendum — législation directe par le peuple, etc.).

Le droit de punir, simple fonction de défense dans l'humanité primitive, tend à redevenir tel. Il s'est débar-

rassé de toute prétention téléologique de justice distributive que l'illusion du libre arbitre avait superposée sur le fond naturel de la défense. Les recherches scientifiques sur le crime, comme phénomène naturel et social, ont démontré aujourd'hui combien était absurde et illégitime la prétention du législateur et du juge à peser et à mesurer la « faute » du délinquant pour que la peine y puisse faire un contre-poids exact, au lieu de se contenter d'exclure de la société civile, d'une façon temporaire ou perpétuelle, les individus qui ne peuvent pas s'adapter à ses nécessités, comme on le fait pour les fous et pour les malades atteints de maladies contagieuses.

De même pour le mariage. Le libre droit de dissolution, qui était reconnu dans la société primitive, a été remplacé petit à petit par les formules absolues de la théologie et du spiritualisme qui s'imaginent que le « libre arbitre » peut fixer la destinée d'une personne par un monosyllabe prononcé dans un moment d'équilibre psychique aussi instable que l'est la période des fiançailles et des noces. Plus tard le retour à la forme spontanée et primitive du consentement s'impose, et l'union matrimoniale, avec l'usage toujours plus fréquent et plus facile du divorce, retourne à ses origines et redonne à la famille, c'est-à-dire à la cellule sociale, une constitution plus saine.

Ce même phénomène se constate dans l'organisation de la propriété. Spencer lui-même a été forcé de reconnaître qu'il y avait une tendance fatale au retour à un collectivisme primitif lorsque l'appropriation de la terre, d'abord familiale, puis industrielle, comme il l'a lui-même démontré, a atteint son point culminant, de sorte que dans

certains pays (act Torrens) la terre est devenue une sorte de propriété *mobilière*, transmissible comme l'action d'une société anonyme.

Voici, à titre de document, ce qu'écrivit un *individualiste* comme Herbert Spencer :

« Au premier abord, il semble qu'on peut conclure que la propriété de la terre, à titre absolu, de la part des individus, doit être l'état *définitif* que l'industrialisme est destiné à réaliser. Toutefois, bien que l'individualisme ait eu jusqu'ici pour effet d'individualiser toutes les autres possessions, *on peut contester que son état définitif soit dès maintenant atteint.*

« Il fut un temps où on reconnaissait des droits de propriété sur des êtres humains et aujourd'hui on n'en admet plus.

« Il y a quelques siècles, on aurait pu croire que le privilège de la propriété de l'homme sur l'homme était en train de s'établir d'une façon définitive (1). Toutefois à une époque plus avancée de son cours, la civilisation, renversant cette procédure, a détruit la propriété de l'homme sur l'homme. D'une façon analogue, dans une époque encore plus avancée, il pourra arriver que la *propriété privée de la terre doive disparaître* (2). »

(1) L'on sait qu'Aristote, prenant pour une loi sociologique absolue une loi relative à son temps, a affirmé que l'esclavage était une institution naturelle et que les hommes se distinguaient, *par nature*, en hommes libres et en esclaves.

(2) SPENCER, *Principes de sociologie*, t. III, V^e partie, ch. xv, Paris, 1883, p. 737-738.

Cette idée, que Spencer avait exprimée dès 1850, dans ses *Social*

D'ailleurs, ce processus de socialisation de la propriété, bien que partiel et accessoire, est cependant si évident et continu, que ce serait nier l'existence que de soutenir que la tendance économique, et partant juridique, de l'organisation de la propriété n'est pas dans le sens d'une augmentation toujours plus grande des intérêts et des droits de la collectivité sur ceux de l'individu ; la prépondérance d'aujourd'hui deviendra, par une évolution fatale, une substitution complète pour ce qui concerne la propriété de la terre et des moyens de production.

La thèse fondamentale du socialisme est donc, pour le

statics, se retrouve encore dans son ouvrage récent, *Justice*, ch. XI, appendice B. Il est vrai qu'il a fait un pas en arrière. Il pense que le montant de l'indemnité à donner aux propriétaires actuels de la terre serait tellement grand que cela rendrait presque impossible cette « nationalisation de la terre » que, dès 1881, Henri George considérait comme le seul remède et que Gladstone eut le courage de proposer pour résoudre la question irlandaise. Spencer ajoute : « Je maintiens la conclusion à laquelle j'étais arrivé, c'est-à-dire que l'agrégat humain collectif est bien le propriétaire suprême de la terre, mais un examen plus approfondi m'a conduit à cette conclusion, qu'il faut maintenir aussi le droit individuel de propriété de la terre, mais l'assujettir à la haute souveraineté de l'État. »

L'« étude approfondie » que Spencer a faite dans *Justice* — (et, par parenthèse, cet ouvrage constitue avec sa *Bienfaisance positive et négative* un douloureux document sur l'involution sénile à laquelle n'a pu échapper même M. H. Spencer; de plus, son aridité subjective forme un contraste étrange avec la richesse merveilleuse des données positives de ses premières œuvres) — se fonde sur ces deux arguments : I. Les propriétaires fonciers actuels ne sont pas les descendants directs des premiers conquérants; ils ont acquis leurs propriétés, en général, par libre contrat; II. La société aurait droit à la propriété de la terre vierge, comme elle était avant le défrichement, les améliorations, les constructions faites par les propriétaires privés; l'indemnité qui devrait être payée pour ces améliorations s'élèverait à un chiffre énorme.

Il faut répondre que le premier argument porterait si le socialisme se proposait de punir les propriétaires actuels; mais la question se

répéter-encore, en parfait accord avec cette loi sociologique de régression apparente, dont M. Loria a admirablement analysé les raisons naturelles : l'humanité primitive emprunte aux premières impressions de la nature environnante les lignes fondamentales et les plus simples de sa pensée et de sa vie; puis le progrès de l'intelligence et la complexité croissant par une loi d'évolution nous donnent un développement analytique des principaux éléments contenus dans les premiers germes de chaque institution; ce développement analytique est souvent, une fois terminé, antagoniste de chacun des éléments; l'humanité elle-même, arrivée à un certain âge d'évolution, recompose,

pose autrement : la société reconnaît d'« utilité publique » l'expropriation des détenteurs de la terre, le droit individuel doit s'incliner devant le droit social, ainsi que cela se passe, d'ailleurs, actuellement, en réservant la question de l'indemnité. Pour répondre au second argument, il faut tout d'abord ne pas oublier que les améliorations ne sont pas l'œuvre exclusive de l'activité personnelle des propriétaires. Il y a d'abord l'accumulation énorme de fatigue et de sang que les nombreuses générations d'ouvriers ont laissée sur le sol, pour le mettre dans l'état actuel de culture... et au bénéfice d'autrui; il y a aussi ce fait que la société elle-même, la vie sociale a été un grand coefficient de ces améliorations, lorsque la viabilité publique, les chemins de fer, l'emploi des machines dans l'agriculture, etc., ont procuré aux propriétaires d'importantes hausses gratuites de valeur dans le prix de leurs terres.

Pourquoi, enfin, si nous considérons le montant et la modalité de l'indemnité, cette indemnité devrait-elle être totale et absolue? Mais, même aujourd'hui, si un propriétaire, par suite de diverses circonstances, des souvenirs attachés à cette terre par exemple, l'évalue à un prix d'affection, ne serait-il pas forcé de la céder sans pouvoir exiger le paiement de ce prix d'affection? Il en sera de même dans l'expropriation collective que facilite, d'ailleurs, la concentration progressive de la terre dans les mains de quelques grands propriétaires fonciers. Il suffira d'assurer à ces propriétaires, leur vie durant, une vie comode et tranquille, pour que l'indemnité réponde à toutes les exigences de la plus rigoureuse équité.



dans une synthèse finale, ces différents éléments, et retourne ainsi à son point de départ primitif (1).

Ce retour à la forme primitive n'est pas cependant une répétition pure et simple. Aussi l'appelle-t-on loi de régression *apparente*, et cela enlève toute valeur à l'objection du « retour à la *barbarie* primitive ». Ce n'est pas une répétition pure et simple, mais c'est le terme d'un cycle, d'un grand rythme, comme le disait récemment M. Asturaro, qui ne peut pas ne pas conserver les effets et les conquêtes de la longue évolution antérieure, dans ce qu'ils ont de vital et de fécond; et l'aboutissant est de beaucoup supérieur, dans sa réalité objective et dans la conscience humaine, à l'embryon primitif.

Le cours de l'évolution sociale n'est pas représenté par un cercle fermé qui, comme le serpent du symbole antique, arrête les limites d'un avenir meilleur; mais, selon l'image de Goethe, il est représenté par une spirale qui semble revenir sur elle-même, mais qui toujours avance et s'élève.

(1) LORIA, *la Teoria economica della costituzione politica*, Turin, 1886, p. 141. — La seconde édition de cet ouvrage a paru en français, considérablement augmentée : *les Bases économiques de la constitution sociale*, Paris, 1893.

Cette loi de régression apparente suffit pour repousser la plus grande partie des critiques, par trop superficielles, que M. Guyot adresse au socialisme, dans *la Tyrannie socialiste*, Paris, 1893, et dans *les Principes de 1789 et le Socialisme*, Paris, 1894.

XI

L'Évolution sociale et la Liberté individuelle

La conclusion du chapitre précédent va nous servir dans l'examen de la seconde contradiction que l'on prétend exister entre le socialisme et la théorie de l'évolution. On affirme et on répète sur tous les tons que le socialisme constitue une tyrannie d'une forme nouvelle qui détruira tous les bienfaits de la liberté si péniblement conquise dans notre siècle, au prix de tant de sacrifices et de tant de martyrs.

J'ai déjà montré, en parlant des inégalités anthropologiques, que le socialisme assurera, au contraire, à tous les individus les conditions d'une existence humaine et la possibilité de développer plus librement et plus complètement leur propre personnalité.

Il me suffit ici de rappeler une autre loi, que la théorie scientifique de l'évolution a établie, pour démontrer (parce que je ne puis, dans cette monographie, entrer dans les détails) que l'on a tort de supposer que l'avènement du socialisme amènerait la suppression de la partie vivante et féconde de la liberté personnelle et de la liberté politique.

C'est une loi de l'évolution naturelle, remarquable-

ment illustrée par M. Ardigò (1), que toute phase subséquente de l'évolution naturelle et sociale ne détruit pas les manifestations vitales et fécondes des phases précédentes, mais qu'au contraire elle les continue en ce qu'elles ont de vital et élimine seulement les manifestations pathologiques.

Dans l'évolution biologique, les manifestations de la vie végétale n'effacent pas les premières aubes de la vie que l'on voit déjà dans la cristallisation des minéraux, pas plus que les manifestations de la vie animale n'effacent celles de la vie végétale. La forme humaine de la vie laisse, elle aussi, subsister les formes et les anneaux qui la précèdent dans la grande série des êtres vivants mais, bien plus, les formes dernières vivent dans la mesure où elles sont le produit des formes primitives et coexistent avec elles.

L'évolution sociale suit la même loi : et c'est là précisément l'interprétation que l'évolutionnisme scientifique donne des moyens âges. Ils n'éliminent pas les conquêtes des civilisations précédentes, mais ils en conservent, au contraire, la partie vitale et les fécondent pour la renaissance d'une nouvelle civilisation.

Cette loi, qui domine tout le développement grandiose de la vie sociale, régit également la destinée et la parabole de toutes les institutions sociales.

Une phase d'évolution sociale en succédant à une autre phase élimine, il est vrai, les parties non vitales, les produits pathologiques des institutions précédentes, mais elle conserve et développe les parties saines et fécondes

(1) ARDIGÒ. *La formazione naturale*, vol. II de ses *opere filosofiche*, Padoue, 1887.

en élevant toujours davantage le diapason physique et moral de l'humanité.

Par ce processus naturel, le grand fleuve de l'humanité est sorti des forêts vierges de la vie sauvage, s'est développé majestueusement dans les périodes de la barbarie et de la civilisation actuelle, supérieure sous certains aspects aux phases précédentes de la vie sociale, mais sur beaucoup d'autres souillée par les produits mêmes de sa propre dégénérescence, comme je l'ai rappelé à propos des sélections sociales à rebours.

Et par exemple, il est certain que les ouvriers de la période contemporaine, de la civilisation bourgeoise ont, en général, une existence physique et morale supérieure à celle des siècles passés, mais on ne peut pas nier cependant que leur condition de *salariés* libres est inférieure, sur plus d'un point, à la condition des *esclaves* de l'antiquité, des *serfs* du Moyen Age.

L'*esclave* de l'antiquité était, il est vrai, la propriété absolue de son maître, de l'homme *libre* et il était condamné à une vie presque bestiale, mais il était de l'intérêt du maître de lui assurer au moins le pain quotidien, car l'esclave faisait partie de son patrimoine, comme les bœufs et les chevaux.

De même, le serf de la glèbe, au Moyen Age, jouissait de certains droits coutumiers qui l'attachaient à la terre et lui assuraient au moins — hors le cas de disette — le pain quotidien.

Le salarié libre du monde moderne, au contraire, est toujours condamné à un travail inhumain et par sa durée et par sa qualité, et c'est là la justification de cette reven-

dication des huit heures qui peut déjà compter plus d'une victoire et qui est destinée à un triomphe certain. Comme aucun rapport juridique permanent ne le lie ni avec le propriétaire capitaliste, ni avec la terre, le pain quotidien ne lui est plus assuré, parce que le propriétaire n'a plus aucun intérêt à nourrir et à entretenir les ouvriers de son usine ou de son champ. La mort ou la maladie de l'ouvrier ne peut, en effet, amener aucune diminution du patrimoine et il peut toujours puiser dans le flot inépuisable de prolétaires que le chômage lui offre sur le marché.

Voilà comment — non pas parce que les propriétaires actuels sont plus pervers que les anciens, mais parce que même les sentiments moraux sont un produit de la condition économique — le propriétaire foncier ou l'intendant de ses domaines se hâte de faire appeler un vétérinaire si, dans son écurie, un bœuf est devenu malade, afin d'éviter la perte d'un capital, tandis qu'il ne met aucun empressement à faire appeler un médecin si c'est le fils du bouvier qui est atteint par la maladie.

Certes il peut y avoir, et ce sont des exceptions plus ou moins fréquentes, tel propriétaire qui est un démenti à cette règle, lorsque surtout il vit en contact quotidien avec ses ouvriers. On ne peut pas nier non plus que les classes riches ne soient troublées parfois par l'esprit de bienfaisance — même en dehors du *charity sport* — et qu'elles ne mettent ainsi en repos la voix intime du malaise moral qui les trouble, mais la règle inexorable est pourtant celle-ci : avec la forme moderne de l'industrie, l'ouvrier a conquis la liberté politique, le droit de

vote, d'association, etc. (dont on le laisse user tant qu'il ne s'en sert pas pour former un parti de classe, qui prend conscience du point essentiel de la question sociale), mais il a perdu la sécurité du pain quotidien et du domicile.

Le socialisme veut donner cette sécurité à tous les individus — et il en démontre la possibilité mathématique par la substitution de la propriété sociale à la propriété individuelle des moyens de production — mais cela ne fait pas que le socialisme fera disparaître toutes les conquêtes utiles et vraiment fécondes de la phase de civilisation actuelle, ni celles des phases précédentes.

En voici un exemple caractéristique : l'invention des machines industrielles et agricoles, cette application merveilleuse de la science à la transformation des forces naturelles qui n'aurait dû avoir que des conséquences bienfaisantes, a entraîné et entraîne encore la misère et la ruine de milliers et de milliers d'ouvriers. La substitution des machines au travail humain a inévitablement condamné des masses ouvrières aux tortures du chômage forcé et à la loi d'airain du salaire minimum, suffisant à peine pour les empêcher de mourir de faim.

La réaction première, instinctive, de ces infortunés a été et est encore, malheureusement, de détruire les machines et de ne voir en elles qu'un instrument de damnation imméritée.

Mais la destruction des machines ne serait, en réalité, qu'un retour pur et simple à la barbarie et c'est ce que ne veut pas le socialisme, qui représente une phase plus élevée de la civilisation humaine.

Et voici comment le socialisme seul peut donner une

solution à cette douloureuse difficulté que ne peut pas donner l'individualisme économique, en employant toujours de nouvelles machines, parce qu'il y a là un avantage évident et irrésistible pour le capitaliste.

Il faut, — et il n'y a pas d'autre solution, — que les machines deviennent propriété collective ou sociale. Alors, évidemment, elles n'auront pas d'autre effet que de diminuer la somme totale de travail et d'effort musculaire nécessaire pour produire une quantité donnée de produits. Et ainsi chaque ouvrier verra diminuer sa part quotidienne de travail, et son existence s'élèvera toujours davantage à la dignité d'une créature humaine.

Cet effet se constate déjà en partie là où, par exemple, plusieurs petits propriétaires fondent des sociétés coopératives pour l'achat de machines à battre le blé par exemple. Si aux petits propriétaires venaient se joindre, dans une grande coopération fraternelle, les ouvriers ou les paysans (et cela ne sera possible que lorsque la terre sera devenue propriété sociale) et si les machines étaient propriété municipale par exemple, comme les pompes à incendie, et si la commune en cédait l'usage pour les travaux champêtres, les machines n'auraient plus aucune répercussion douloureuse et tous les hommes verraient en elles les libératrices.

C'est ainsi que le socialisme, parce qu'il représente une phase plus élevée de l'évolution humaine, n'éliminerait de la phase actuelle que les produits mauvais de notre individualisme économique effréné qui crée, d'un côté, les milliardaires ou ces entrepreneurs qui s'enrichissent en quelques années en s'emparant — selon des formes plus ou

moins prévues par le Code pénal — des deniers publics, et qui, d'un autre côté, accumule des masses énormes de misérables dans les bas-fonds des grandes villes ou dans les maisons de paille et de boue qui reproduisent dans la Basilicate, l'Agro romano ou dans la vallée du Pô, les huttes australiennes (1).

Aucun socialiste conscient n'a jamais songé à ne pas reconnaître tout ce que la bourgeoisie a fait pour la civilisation humaine ou à déchirer les pages d'or qu'elle a écrites dans l'histoire du monde civilisé par ses épopées nationales, ses merveilleuses applications de la science à l'industrie et par les relations commerciales et intellectuelles qu'elle a développées entre les peuples.

Ce sont là des conquêtes définitives du progrès humain et le socialisme ne les nie pas plus qu'il ne veut les détruire et il accorde un juste tribut de reconnaissance aux généreux pionniers qui les ont réalisées. L'attitude du socialisme à l'égard de la bourgeoisie pourrait être comparée à celle des athées qui ne veulent pas non plus détruire ou refuser leur admiration à un tableau de Raphaël ou à une statue de Michel-Ange, parce que ces œuvres d'art représentent et donnent le sceau de l'éternité à des légendes religieuses.

Mais le socialisme voit dans la civilisation bourgeoise actuelle, arrivée à son déclin, les symptômes douloureux d'une dissolution irrémédiable et il prétend qu'il faut délivrer l'organisme social de son *venin* infectieux, et cela

(1) Mon maître, Pietro Ellero, a donné dans *la Tirranide borghese*, une description éloquentes de cette pathologie sociale et politique en ce qui concerne l'Italie.

non pas en la délivrant de tel ou tel banqueroutier, de tel ou tel fonctionnaire corrompu, de tel ou tel entrepreneur malhonnête... mais en allant jusqu'à la racine du mal, à la source incontestable de l'infection virulente. En transformant radicalement le régime — par la substitution de la propriété sociale à la propriété individuelle — il faut renouveler les forces saines et vitales de la société humaine, pour qu'elle puisse s'élever à une phase plus haute de civilisation. Alors les privilégiés ne pourront certes plus passer leur vie dans l'oisiveté, le luxe et l'orgie, et ils devront se résoudre à mener une vie laborieuse et moins fastueuse, mais l'immense majorité des hommes s'élèvera à la dignité sereine, à la sécurité, à la fraternité heureuse au lieu de vivre dans les douleurs, les angoisses et les rancunes du présent.

C'est une réponse analogue que l'on peut faire à cette objection banale que le socialisme supprimera toute liberté — cette objection répétée à satiété par tous ceux qui cachent sous les couleurs du libéralisme politique les tendances plus ou moins conscientes du conservatisme économique.

Cette répugnance que beaucoup de gens, même de bonne foi, éprouvent pour le socialisme, au nom de la liberté, n'est-elle pas la manifestation d'une autre loi de l'évolution humaine qu'Herbert Spencer a formulée ainsi : « Tout progrès réalisé est un obstacle aux progrès prochains » ?

C'est, en effet, une tendance psychologique naturelle, qu'on pourrait appeler *fétichiste*, que de se refuser à considérer l'idéal atteint, le progrès réalisé comme un simple

instrument, un point de départ pour d'autres progrès et d'autres idéaux au lieu de s'arrêter à l'adoration fétichiste d'un point d'arrivée qui aurait épuisé tout autre idéal, toute autre aspiration.

De même que le sauvage adore l'arbre fruitier, dont il reçoit les bienfaits, pour lui et non pour les fruits qu'il peut donner et finit par en faire un fétiche, une idole intangible, et par cela seul stérile ; de même que l'avare qui a appris dans notre monde individualiste la valeur de l'argent, finit par adorer l'argent en soi et pour soi, comme un fétiche et une idole et le laisse enfoui dans un coffre-fort où il demeure stérile, au lieu de l'employer comme un moyen pour se procurer de nouvelles jouissances ; de même, le libéral sincère, fils de la Révolution française, a fait de la liberté une idole qui a son but en elle-même, fétiche stérile, au lieu de s'en servir comme d'un instrument pour de nouvelles conquêtes, pour réaliser de nouveaux idéaux.

On comprend que sous un régime de tyrannie politique, l'idéal premier et le plus urgent ait été la conquête de la liberté et de la souveraineté politique.

Et nous les derniers venus, nous savons être reconnaissants de cette conquête envers tous les martyrs et les héros qui l'ont voulue au prix de leur sang.

Mais la liberté n'est pas et ne peut pas être sa fin à elle-même !

Que vaut la liberté de réunion ou la liberté de penser si l'estomac n'a pas son pain quotidien et si des millions d'individus ont leur force morale paralysée par suite de l'anémie corporelle et cérébrale ?

Que vaut la participation platonique à la souveraineté

politique, le droit de vote, si le peuple demeure esclave de la misère, du chômage, de la faim aiguë ou chronique ?

La liberté pour la liberté — c'est le progrès atteint qui s'oppose au progrès à venir, c'est une sorte d'onanisme politique, c'est la stérilité devant les nouvelles nécessités de la vie.

Le socialisme répond que pas plus que la phase subséquente n'efface les conquêtes des phases précédentes de l'évolution sociale, il ne veut pas non plus supprimer la liberté glorieusement conquise par le monde bourgeois en 1789, — mais il veut que les ouvriers, après avoir acquis la conscience des intérêts et des besoins de leur classe, se servent de cette liberté pour réaliser une organisation sociale plus équitable et plus humaine.

Cependant il n'est que trop incontestable qu'étant donné la propriété individuelle et partant le monopole du pouvoir économique, la liberté de celui qui n'est pas détenteur de ce monopole n'est qu'un jouet impuissant et platonique. Et lorsque les ouvriers veulent se servir de cette liberté avec une conscience claire de leurs intérêts de classe, alors les détenteurs du pouvoir politique sont poussés à renier les grands principes libéraux, « les principes de 89 », en supprimant toute liberté publique et ils s'imaginent pouvoir arrêter ainsi la marche fatale de l'évolution humaine.

Il faut en dire autant d'une autre accusation dirigée contre les socialistes. Ils renient la patrie, dit-on, au nom de l'internationalisme.

Cela aussi est faux.

Les épopées nationales qui, dans notre siècle, ont reconquis à l'Italie et à l'Allemagne leur unité et leur indépendance ont été réellement un grand progrès et nous sommes reconnaissants envers ceux qui nous ont donné une patrie libre.

Mais la patrie ne peut pas devenir un obstacle aux progrès à venir, à la fraternité de tous les peuples, débarrassés des haines nationales qui sont, vraiment, un résidu de la barbarie ou un simple trompe-l'œil pour dissimuler les intérêts du capitalisme qui a su, pour lui, réaliser l'internationalisme le plus large.

Ce fut un véritable progrès moral et social que de dépasser la phase des guerres communales en Italie, et de nous sentir tous frères d'une même nation ; il en sera de même lorsque nous aurons dépassé la phase des rivalités « patriotiques » pour nous sentir tous frères d'une même humanité.

Il ne nous est cependant pas difficile de pénétrer, grâce à la clef historique des intérêts de classe, le secret des contradictions dans lesquelles se meuvent les classes au pouvoir. Alors qu'elles forment une ligue internationale — le banquier de Londres, grâce au télégraphe, est maître du marché de Pékin, de New-York, de Saint-Petersbourg — il est d'un grand avantage pour cette classe dominante de maintenir les divisions artificielles entre les ouvriers du monde entier, ou même seulement de la vieille Europe, parce que la division des ouvriers rend seule possible le maintien du pouvoir des capitalistes. Et pour atteindre ce but il suffit d'exploiter le fond primitif et sauvage de haine contre « l'étranger ».

Mais cela ne fait pas que le socialisme international ne soit, même à ce point de vue, un projet moral certain et une phase inévitable de l'évolution humaine.

De même, et par suite de la même loi sociologique, il n'est pas exact de prétendre qu'en constituant la propriété collective, le socialisme supprimera toute espèce de propriété individuelle.

Il nous faut répéter encore qu'une phase de l'évolution ne peut pas supprimer tout ce qui a été réalisé dans les phases précédentes ; elle ne supprime que les manifestations qui ont cessé d'être vitales et parce qu'elles sont en contradiction avec les nouvelles conditions d'existence des nouvelles phases.

En substituant à la propriété individuelle la propriété sociale de la terre et des moyens de production il est évident qu'on n'aura pas supprimé la propriété des aliments nécessaires à l'individu, ni celle des vêtements et des objets d'un usage personnel, qui continueront d'être un objet de consommation individuelle ou familiale.

Cette forme de propriété individuelle subsistera donc toujours, même en régime collectiviste, parce qu'elle est nécessaire et parfaitement compatible avec la propriété sociale de la terre, des mines, des usines, des maisons, des machines, des instruments de travail, des moyens de transport.

La propriété collective des bibliothèques — que nous voyons fonctionner sous nos yeux — enlève-t-elle aux individus l'usage personnel des livres rares ou coûteux qu'ils ne pourraient se procurer d'une autre façon, et

n'accroissent-elle pas considérablement l'utilité qu'on peut en retirer si on les compare aux services que pourrait rendre ce livre s'il était enfermé dans la bibliothèque privée d'un inutile bibliophile ? De la même manière la propriété collective de la terre et des moyens de production, en fournissant à chacun l'usage des machines, des outils, de la terre, ne fera qu'en centupler l'utilité.

Et qu'on ne dise pas que lorsque les hommes n'auront plus la *propriété* exclusive et transmissible des richesses ils ne seront plus poussés au travail parce qu'ils n'y seront plus poussés par l'intérêt personnel ou familial (1). Nous voyons, par exemple, que, même dans notre monde individualiste actuel, ces résidus de propriété collective de la terre — sur lesquels Laveleye a appelé si brillamment l'attention des sociologues — continuent à être cultivés et donnent une rente qui n'est pas inférieure à celle que donnent les terres tenues en propriété privée bien que ces communistes ou ces collectivistes agraires n'aient que le droit d'usage et de jouissance (2).

(1) RICHTER, *Où mène le socialisme*. Paris, 1892.

(2) M. Loria dans *les Bases économiques de la constitution sociale*, Paris, 1894, 1^{re} partie, démontre, d'ailleurs, que dans une société basée sur la propriété collective l'égoïsme bien entendu demeure encore le motif principal des actions humaines, mais qu'il réalise alors une harmonie sociale dont il est le pire ennemi en régime individualiste.

Voici d'ailleurs un exemple minuscule mais instructif. Les moyens de transport ont, dans les grandes villes, suivi le processus ordinaire de socialisation progressive : d'abord tout le monde allait à pied, par exception seulement quelques personnes riches pouvaient avoir des chevaux et des voitures ; plus tard on mit les voitures à la disposition du public avec un tarif (les fiacres dont on se sert à Paris depuis un peu plus d'un siècle et qui prirent leur nom de saint Fiacre parce que la première voiture stationnait sous son image) — puis,

Si quelques-uns de ces restes de propriété collective vont disparaissant ou si leur administration est mauvaise, ce ne peut être là un argument contre le socialisme, parce qu'il est aisé de comprendre que, dans l'organisation économique actuelle basée sur l'individualisme absolu, ces organismes ne trouvent pas un milieu qui leur fournisse les conditions d'une existence possible (1).

C'est comme si l'on voulait qu'un poisson vive hors de l'eau ou un mammifère dans une atmosphère privée d'oxygène.

Ce sont ces mêmes considérations qui condamnent à

ce tarif encore très élevé amena une socialisation ultérieure avec les omnibus et les tramways. Un progrès encore et la socialisation sera complète. Que le service des voitures, des omnibus, des tramways, des bicyclettes, etc., devienne municipal et chacun pourra s'en servir gratuitement comme il jouit gratuitement de la lumière électrique. Il en sera de même des chemins de fer devenus service public national.

Mais alors — c'est là l'objection individualiste — tout le monde voudra aller en voiture ou en tramway et le service devant satisfaire à tous ne contentera personne.

Cela n'est pas exact. Si la transformation devait se faire à l'improviste, cette conséquence pourrait se produire d'une façon transitoire. Mais déjà la gratuité complète ou partielle du transport existe dans une certaine mesure : sur les chemins de fer pour les associations, sur les tramways pour les *facteurs*, les *télégraphistes*, etc.

Il nous semble aussi que tout le monde voudra aller en tramway parce que maintenant l'impossibilité pour beaucoup de jouir de ce mode de locomotion entraîne avec elle le désir du fruit défendu. Mais quand on aura la liberté d'en jouir (et il pourrait y avoir un contrôle au sujet de la nécessité du transport) un autre ressort égoïste entrera en jeu, le besoin physiologique de marcher, surtout pour les personnes bien nourries et après un travail sédentaire.

Et voilà comment l'égoïsme individuel, dans ce petit exemple de propriété collective, agirait en harmonie avec les nécessités sociales.

(1) Je me suis occupé de ce problème au point de vue socialiste dans mon discours à la Chambre des députés du 13 mai 1894. *Proprietà collettiva e lotta di classe (e polemica con M. R. Imbriani)*, Milan, 1894.

une mort certaine toutes ces fameuses expérimentations de colonies socialistes, communistes ou anarchistes que l'on a essayé d'installer en différents endroits comme des « expériences du socialisme ». On semble ne pas avoir compris que de pareilles expériences ne peuvent qu'avorter fatalement, obligées qu'elles sont de se développer dans un milieu, économique et moral, individualiste qui ne peut leur fournir les conditions d'un développement physiologique, qu'elles trouveront, au contraire, quand toute l'organisation sociale sera orientée collectivement, c'est-à-dire quand la société sera *socialisée* (1).

A ce moment les tendances et les aptitudes psychologiques individuelles elles-mêmes s'adapteront au milieu. Il est naturel que dans un milieu individualiste, de libre concurrence, dans lequel chaque individu voit dans autrui sinon un adversaire du moins un concurrent, l'égoïsme antisocial doit être la tendance qui se développe fatalement le plus, par une nécessité de l'instinct de conservation personnelle, surtout dans ces phases dernières d'une civilisation qui semble lancée à toute vapeur si on la compare à l'individualisme pacifique et lent des siècles passés.

Dans un milieu où chacun, en échange du travail intellectuel ou manuel fourni à la société, sera assuré de son pain quotidien et sera ainsi soustrait à l'angoisse quotidienne, il est évident que l'égoïsme aura un bien moins grand nombre de stimulants, d'occasions de se manifester

(1) On comprend ainsi combien est peu solide ce raisonnement courant chez les adversaires du socialisme et qu'a repris M. Masé-Dari dans *Il Socialismo*, Turin, 1890, § 9 : l'échec des colonies communistes ou socialistes est une démonstration par le fait de « l'instabilité d'un arrangement socialiste ».

que la solidarité, la sympathie, l'altruisme. Alors cessera d'être vraie cette maxime sans pitié — *homo homini lupus* — qui, qu'on l'avoue ou non, empoisonne une si grande partie de notre vie actuelle.

Je ne puis m'arrêter plus longtemps sur ces détails et je termine ici l'examen de cette seconde prétendue opposition entre le socialisme et l'évolution en rappelant que la loi sociologique qui déclare que la phase subséquente n'efface pas les manifestations vitales et fécondes des phases précédentes d'évolution, nous donne, de l'organisation sociale en voie de formation, une idée plus positive que ne le pensent nos adversaires qui s'imaginent toujours qu'ils ont à réfuter le socialisme romantique et sentimental de la première moitié de ce siècle (1).

(1) C'est ce que fait, par exemple, M. Yves Guyot, *les Principes de 89*, Paris, 1894, lorsqu'il affirme, au nom d'une psychologie individualiste, que « le socialisme est dépressif et l'individualisme expansif ». Cette thèse est d'ailleurs, en partie, vraie... si on la renverse.

On trouverait un bon exemple dans la question des huit heures, sur laquelle je signale la remarquable monographie de M. Albertini, *la Questione delle otto ore di lavoro*, Turin 1894.

La psychologie vulgaire, qui suffit à M. Guyot, *la Tyrannie socialiste*, liv. III. ch. I^{er}, se contente d'observations superficielles. Elle déclare, par exemple, que si l'ouvrier travaille 12 heures, il produira, évidemment, un tiers en plus que s'il travaille 8 heures, et c'est la raison qui fait que le capitalisme industriel s'est opposé et s'oppose au programme minimum des trois huit — huit heures pour le travail, huit heures pour le sommeil, huit heures pour les repas et les distractions.

Une observation physio-psychologique plus scientifique démontre au contraire, comme je l'ai dit il y a longtemps, que « l'homme est une machine, mais qu'il ne fonctionne pas comme une machine » en ce sens que l'homme est une machine vivante et non pas une machine inorganique.

On comprend qu'une locomotive ou une machine à coudre fasse en 12 heures une quantité de travail plus grande d'un tiers de celle qu'elle fait en 8 heures ; mais l'homme est une machine vivante, soumise aux lois de la mécanique physique, mais aussi à celles de la mécanique biolo-

C'est ce qui montre le peu de solidité de l'objection que dirigeait récemment contre le socialisme, au nom d'un électivisme sociologique érudit, mais vague, un illustre professeur italien, M. Vanni.

« Le socialisme contemporain ne s'identifie pas avec l'individualisme, puisqu'il met à la base de l'organisation sociale un principe qui n'est pas celui de l'autonomie de l'individu, mais sa négation. Si, malgré cela, il affirme des idées individualistes, qui sont en contradiction avec ses principes, cela ne signifie pas qu'il a changé de nature ou qu'il a cessé d'être le socialisme : cela signifie simplement qu'il vit de contradictions (1). »

gique. Le travail intellectuel comme le travail musculaire n'ont pas une continuité uniforme. Dans les limites individuelles de la *fatigue* et de l'épuisement, il obéit à la loi que Quetelet exprimait par sa courbe du binôme, et que je crois être une des lois fondamentales de la nature vivante et non vivante. Au début la force ou la vitesse est très faible — on atteint ensuite un maximum de force ou de vitesse — et on aboutit enfin à une force ou à une vitesse très faible.

Avec le travail manuel comme avec le travail intellectuel il y a un maximum, après lequel les forces musculaires et cérébrales déclinent et alors le travail se traîne lentement et sans vigueur jusque à la fin du travail forcé quotidien. Ajoutez à cela la bienfaisante influence *suggestive* de la diminution et on comprendra facilement pourquoi sont irréfutables les enquêtes récentes des industriels anglais sur les excellents résultats, même au point de vue capitaliste, de la réforme des huit heures. Les ouvriers se sont moins fatigués et la production n'a pas diminué.

Quand ces réformes économiques, et toutes celles qui s'appuient sur une physio-psychologie positive, s'effectueraient en régime socialiste — c'est-à-dire sans les frottements et pertes de force amenées par l'individualisme capitaliste — il est évident qu'elles auront d'immenses avantages matériels et moraux, malgré les objections *à priori* de l'individualisme actuel qui ne sait pas voir ou qui oublie la répercussion profonde d'un changement de milieu social sur la psychologie individuelle.

(1) ICILIO VANNI, *la Funzione pratica della filosofia del diritto considerata in sè e in rapporto al socialismo contemporaneo*. Bologne, 1894,

Lorsque le socialisme, en assurant à chacun les moyens de vivre, prétend qu'il permettra l'affirmation et le développement de toutes les individualités, il ne tombe pas dans une contradiction de principes, mais, phase prochaine de la civilisation humaine, il ne peut supprimer ni effacer ce qu'il y a de vital, c'est-à-dire de compatible avec la nouvelle forme sociale, dans les phases précédentes. Et de même que l'internationalisme socialiste n'est pas en contradiction avec l'existence de la patrie, parce qu'il la reconnaît dans ce qu'elle contient de vrai et n'en élimine que la partie pathologique, le chauvinisme ; de même le socialisme ne vit pas de contradiction, mais il suit, au contraire, les lois fondamentales de l'évolution naturelle, s'il développe et conserve la partie vitale de l'individualisme et s'il n'en supprime que les manifestations pathologiques qui font que dans le monde moderne, comme le disait Prampolini, les 90 pour cent des cellules de l'organisation sociale sont condamnées à l'anémie parce que 10 pour cent sont malades d'hypérémie et d'hypertrophie.

XII

Evolution. — Révolution. — Révolte. — Violence individuelle. — Socialisme et Anarchie

La dernière et la plus grave des contradictions que l'on prétend relever entre le socialisme et la théorie scien-

tifique de l'évolution est dans le *comment* le socialisme pratique se réalisera.

Les uns pensent que le socialisme doit exposer, dès maintenant, dans tous ses détails, le cadre précis et symétrique de l'organisation sociale positive. — « Présentez-moi une description pratique de la nouvelle société, et je déciderai alors si je dois la préférer à la société actuelle. »

D'autres — et c'est une conséquence de cette première conception fautive — s'imaginent que le socialisme veut en un jour changer la face du monde et que, nous étant endormis en plein monde bourgeois, nous pourrions nous réveiller le lendemain en plein monde socialiste.

Comment ne pas voir, dit-on alors, que tout cela se heurte foncièrement à la loi de l'évolution, dont les deux idées fondamentales — qui caractérisent l'orientation nouvelle de la pensée positive et qui l'opposent à la vieille métaphysique — sont précisément la *naturalité* et la *gradualité* de tous les phénomènes, dans tous les domaines de la vie universelle, de l'astronomie à la sociologie.

Il est incontestable que ces deux objections étaient en grande partie fondées lorsqu'elles étaient dirigées contre ce qu'Engels a appelé le « socialisme utopique ».

Lorsque le socialisme, avant Karl Marx, n'était que l'expression sentimentale d'un humanitarisme aussi généreux que peu soucieux des principes les plus élémentaires du positivisme scientifique, il était tout naturel de voir ses partisans céder à l'impétuosité de leur cœur soit dans leurs protestations véhémentes contre les iniquités sociales, soit dans leurs contemplations somnambuliques d'un monde meilleur auquel l'imagination cherchait à donner des con-

tours précis, depuis la *République* de Platon jusqu'au *Looking Backward* de Bellamy.

On comprend facilement combien ces constructions pouvaient facilement prêter le flanc à la critique. Celle-ci était fautive en partie, d'ailleurs, parce qu'elle partait des habitudes mentales propres au milieu moderne, et qui changeront avec le changement de milieu, mais elle était fondée en partie aussi parce que la complexité énorme des phénomènes sociaux rend impossible toute prophétie sur les menus détails d'une organisation sociale qui différera de la nôtre plus profondément que la société actuelle ne diffère de celle du Moyen Age, parce que le monde bourgeois a maintenu, comme la société qui l'a précédé, pour base l'individualisme, tandis que le monde socialiste aura une polarisation fondamentale autre.

Ces constructions prophétiques d'un nouvel ordre social sont du reste le produit naturel de cet artificialisme politique et social dont sont imbus également les individualistes les plus orthodoxes qui s'imaginent, comme l'a remarqué Spencer, que la société humaine est comme une pâte à laquelle la loi peut donner une forme plutôt qu'une autre, sans tenir compte des qualités, des tendances et des aptitudes organiques et psychiques, ethniques et historiques des différents peuples.

Le socialisme sentimental a fourni quelques essais de construction utopique, mais le monde politique moderne en a présenté et en présente davantage encore avec le fatras absurde et chaotique de ses lois et de ses codes qui entourent chaque homme de sa naissance à sa mort, avant même qu'il ne naisse et après même qu'il est mort, dans un

réseau inextricable de codes, de lois, de décrets, de règlements et qui l'étouffent comme le ver à soie dans son cocon.

Et chaque jour l'expérience nous montre que nos législateurs, imbus de cet artificialisme politique et social, ne font que copier les lois des peuples les plus divers, selon que la mode vient de Paris ou de Berlin, — au lieu de tirer positivement des conditions particulières et vivantes de leur pays les intérêts positifs, pour y adapter leurs lois qui demeurent sans cela, comme les exemples abondent, lettre morte parce que la réalité des choses ne leur permet pas d'y enfoncer leurs racines et d'en féconder les points vitaux (1).

En matière de constructions sociales artificielles, les socialistes pourraient dire aux individualistes : que celui qui n'a jamais péché jette la première pierre.

La véritable réponse est tout autre. Le socialisme scientifique représente une phase beaucoup plus avancée des idées socialistes ; il est en accord complet avec la science positive moderne et il a complètement abandonné l'idée fantastique de prophétiser dès maintenant ce que sera la société humaine dans la nouvelle organisation collectiviste.

Ce que le socialisme scientifique peut affirmer, et ce qu'il affirme, avec une sûreté mathématique, c'est que le

(1) Un exemple typique nous est fourni par le nouveau code pénal italien, dans lequel on ne trouve, comme je l'avais écrit avant son application, aucune disposition qui montre qu'il a été fait pour s'adapter aux conditions de l'Italie. Ce pourrait être aussi bien un code fait pour la Grèce ou pour la Norvège, et on a emprunté aux pays du Nord le système cellulaire alors que déjà ceux-ci avaient pu reconnaître toute l'absurdité coûteuse d'un système fait pour abrutir les gens.

L'expérience malheureusement est venue confirmer mes prévisions comme a dû le constater la commission de statistique judiciaire. FERRI, *la Bancarotta del nuovo codice penale* in *Scuola positiva*, n. 9, 1894.

courant, la trajectoire de l'évolution humaine est dans le sens général indiqué et prévu par le socialisme, c'est-à-dire dans le sens d'une prépondérance continue, progressive des intérêts et de l'utilité de l'espèce sur les intérêts et l'utilité de l'individu — et par conséquent dans le sens d'une *socialisation* continue de la vie économique et, par elle, de la vie juridique, morale et politique.

Quant aux menus détails du nouvel édifice social nous ne pouvons les prévoir, précisément parce que le nouvel édifice social sera, et est, un produit *naturel et spontané* de l'évolution humaine, qui est déjà en voie de formation, dont les lignes générales se dessinent déjà, et non pas une construction artificielle imaginée par un utopiste ou un métaphysicien.

La situation est la même et pour les sciences sociales et pour les sciences naturelles.

En étudiant un embryon humain de quelques jours ou de quelques semaines, le biologiste ne pourra dire — c'est la loi célèbre de Haeckel : le développement de l'embryon *individuel* reproduit en raccourci les diverses formes de développement des *espèces* animales qui l'ont précédé dans la série zoologique — s'il sera mâle ou femelle, et moins encore si ce sera un individu fort ou faible, sanguin ou nerveux, intelligent ou non.

Il ne pourra donner que les lignes générales de l'évolution future de cet individu, et laissera au temps le soin de préciser, naturellement et spontanément, — d'après les conditions organiques héréditaires et les conditions du milieu dans lequel il vivra — toutes les particularités de sa personnalité.

C'est ce que peut et c'est ce que doit répondre tout socialiste. C'est la position prise par Bebel au *Reichstag* allemand (1), dans sa réponse à ceux qui veulent savoir dès maintenant ce que sera, dans ses détails, l'État futur, et qui, profitant habilement de l'ingénuité des romanciers socialistes, critiquent leurs fantaisies artificielles, vraies dans leurs lignes générales mais arbitraires dans leurs détails.

Il en eût été de même si, avant la Révolution française, — qui détermina l'éclosion du monde bourgeois, préparé et mûri dans l'évolution antérieure — la noblesse et le clergé, classes alors au pouvoir, avaient demandé aux représentants du Tiers-État — bourgeois de naissance, aristocrates ou prêtres ayant embrassé la cause de la bourgeoisie contre les privilèges de leur caste, comme le marquis de Mirabeau et l'abbé Sieyès — : « Mais quel sera votre monde nouveau ? Présentez-nous d'abord son plan précis, ensuite nous déciderons ! »

Le Tiers-État, la bourgeoisie, n'aurait pu répondre, parce qu'il n'aurait pas pu prévoir ce que devait être la société humaine au XIX^e siècle : et cela n'a pas empêché la révolution bourgeoise de se faire, parce qu'elle représentait la phase ultérieure, naturelle et inévitable, d'une évolution éternelle. C'est maintenant la position du socialisme devant le monde bourgeois. Et si ce monde bourgeois, né depuis près d'un siècle seulement, doit avoir un cycle historique beaucoup plus court que le monde féodal (aristocratico-clérical), c'est simplement parce que les merveilleux progrès scientifiques du XIX^e siècle ont cen-

(1) BEBEL, *Zukunftstaat und Sozialdemokratie*, 1893.

tuplé la rapidité de la vie dans le temps et dans l'espace, et que l'humanité civilisée parcourt maintenant, en dix années, le même chemin qu'elle mettait, au Moyen Age, un siècle ou deux à parcourir.

La marche continuellement accélérée de l'évolution humaine est encore une des lois établies et confirmées par la science sociale positive.

Ce sont les constructions artificielles du socialisme sentimental, qui ont donné naissance à cette idée — exacte en ce qui les concerne — que *socialisme* est synonyme de *tyrannie*.

Il est évident que si la nouvelle organisation sociale n'est pas la forme spontanée de l'évolution humaine, mais bien la construction artificielle sortie toute formée du cerveau d'un architecte social, celui-ci ne pourra s'empêcher de discipliner le nouvel engrenage social par une infinité de règlements, et par l'autorité supérieure qu'il attribuera à un esprit directeur, individuel ou collectif. On comprend alors comment une telle organisation fait naître chez les adversaires — qui ne voient dans le monde individualiste que les avantages de la liberté et qui oublient les maux qui en découlent librement — l'impression d'un couvent, d'un enrégimentement, etc. (1).

Un autre produit artificiel contemporain est venu confirmer cette impression — le *socialisme d'Etat*. Au fond il ne diffère pas du socialisme sentimental ou utopiste et

(1) C'est ce socialisme artificiel qu'attaque Herbert Spencer dans sa brochure *De l'esclavage à la liberté*, reproduite dans son récent ouvrage *Problèmes de morale et de sociologie*. Paris, 1894.

comme le disait Liebknecht au congrès socialiste de Berlin (1892), ce serait « un capitalisme d'État, qui joindrait à l'exploitation économique l'esclavage politique ». Le socialisme d'État est un symptôme de la puissance irrésistible du socialisme scientifique et démocratique — comme le montrent les fameux *rescripts* de l'empereur Guillaume, convoquant à une conférence internationale pour résoudre (c'est l'idée enfantine du décret) les problèmes du travail, et la fameuse encyclique *de Conditione opificum* du très habile pape Léon XIII qui a su ménager la chèvre et le chou. Mais ces *rescripts* impériaux et ces encycliques papales — parce qu'on ne peut ni sauter ni supprimer les phases de l'évolution sociale — ne pouvaient qu'avorter dans notre monde bourgeois, individualiste et libériste. Certes, il ne lui aurait pas déplu, à ce monde bourgeois, d'étrangler le vigoureux socialisme contemporain dans l'étreinte amoureuse de l'artificialisme officiel et du socialisme d'État, car on s'était aperçu, en Allemagne et ailleurs, que ni les lois, ni les répressions exceptionnelles, ne peuvent suffire (1).

Tout cet arsenal de règlements et d'inspections n'a rien à voir avec le socialisme scientifique qui prévoit, d'une

(1) C'est contre le socialisme d'État que portent la plupart des objections individualistes et anarchistes de Spencer, *l'Individu contre l'État*, Paris, 1885.

On se souvient encore, à ce sujet, de la polémique célèbre entre Spencer et Laveleye, *l'État et l'individu ou Darwinisme social et Christianisme* in *Contemporary Review*, 1885.

Lafargue dans un article sur *Herbert Spencer et le socialisme*, publié dans le *Times* et reproduit dans *l'Ère nouvelle*, 1894, n'a pas relevé cette différence dans l'objet des critiques individualistes de Spencer.

Cf. CICCOTTI, *Socialismo di Stato e Socialismo democratico*, 1892.

manière claire, que la direction de la nouvelle organisation sociale, nécessaire pour l'administration de la propriété collective, ne sera pas plus confuse que ne l'est actuellement l'administration de l'État, des provinces et des communes et correspondra, au contraire, beaucoup mieux à l'utilité sociale et à l'utilité individuelle, parce qu'elle sera un produit naturel et non pas un produit parasite de la nouvelle organisation sociale. De même, le système nerveux d'un mammifère est l'appareil régulateur de son organisme ; il est, certes, plus complexe que celui de l'organisme d'un poisson ou d'un mollusque, mais il n'a pas pour cela étouffé tyranniquement l'autonomie des autres organes et appareils, ou des cellules dans leur confédération vivante.

Il est donc entendu que pour réfuter le socialisme il ne faut pas répéter les objections courantes contre le socialisme artificiel et sentimental qui peut bien encore, j'en conviens, continuer d'exister dans la masse nébuleuse des idées populaires. Mais, chaque jour, il perd du terrain auprès des partisans conscients — prolétaires, bourgeois ou aristocrates — du socialisme scientifique qui, armé, grâce à l'impulsion géniale de Marx, de toutes les inductions les plus positives de la science moderne, triomphe des vieilles objections que nos adversaires répètent encore par habitude mentale, mais qui ont été dépassées par la conscience contemporaine en même temps que ce socialisme utopique qui les avait provoquées.

Il faut faire la même réponse à la seconde partie de l'objection relative au mode selon lequel se réalisera l'avènement du socialisme.

C'est une conséquence inévitable et logique du socialisme utopique et artificiel que de penser que la construction architectonique proposée par tel ou tel réformateur doit ou peut être appliquée du jour au lendemain par un décret.

Dans ce sens, il est très exact que l'illusion utopique du socialisme empirique est en opposition avec la loi positive de l'évolution, et, *comme telle*, je l'ai combattue dans mon livre sur le *Socialismo e Criminalità*, parce qu'alors (1883) les idées du socialisme scientifique ou socialisme marxiste n'étaient pas encore répandues en Italie.

Un parti politique ou une théorie scientifique sont des produits naturels qui doivent passer par les phases vitales de l'enfance et de la jeunesse, avant d'atteindre un développement complet. Il était donc inévitable qu'avant d'être scientifique ou positif, le socialisme, en Italie comme dans les autres pays, passât par les phases infantiles de l'exclusivisme corporatif (des seuls travailleurs *manuels*), du romantisme nébuleux qui, donnant au mot *révolution* une signification restreinte et incomplète, s'est toujours bercé de cette illusion qu'un organisme social peut être radicalement changé du jour au lendemain avec quatre coups de fusil, comme put l'être un régime monarchique en régime républicain.

Mais il est infiniment plus facile de changer l'enveloppe politique d'une organisation sociale, — parce qu'elle influe moins sur le fond économique de la vie sociale, — qu'une orientation différente de cette vie sociale dans sa constitution économique.

Les procès de transformation sociale, comme du reste,

sous des dénominations différentes, ceux de toute transformation dans les êtres vivants sont : l'évolution, — la révolution, — la révolte, — la violence individuelle.

Une espèce minérale ou végétale ou animale peut subir, dans le cycle de son existence, ces quatre processus.

Aussi longtemps que la structure et le volume du centre de cristallisation, le germe, l'embryon augmentent graduellement, nous avons un processus graduel et continu d'*évolution*, auquel doit succéder, à un certain moment, un processus de *révolution*, plus ou moins prolongé, représenté, par exemple, par la séparation du cristal entier de la masse minérale qui l'environne, ou par certaines phases révolutionnaires de la vie végétale ou animale, comme par exemple le moment de la reproduction sexuelle ; il peut y avoir également une période de *révolte*, c'est-à-dire de violence personnelle associée, comme cela se constate assez souvent chez les espèces animales qui vivent en société ; il peut y avoir aussi *violence personnelle* isolée, comme dans les luttes pour la conquête de la nourriture ou de la femelle chez les animaux de la même espèce.

Ces mêmes processus se retrouvent dans le monde humain. Par *évolution* il faut entendre la transformation quotidienne, presque inaperçue mais continuelle et inévitable ; par *révolution*, la période critique et décisive, plus ou moins prolongée, d'une évolution arrivée à son terme ; par *révolte*, la violence partiellement collective qui éclate, à l'occasion de telle ou telle circonstance particulière, sur un point et à un moment donnés ; par *violence individuelle*, l'action d'un individu contre un ou plusieurs autres individus, qui peut être l'effet de l'explosion d'une passion

fanatique ou d'instincts criminels, ou la manifestation d'un défaut d'équilibre mental, — et qui se rattache aux idées les plus en vogue à un moment politique ou religieux donné.

Il faut remarquer d'abord que tandis que la révolution et l'évolution relèvent de la physiologie sociale, la révolte et la violence individuelle relèvent de la pathologie sociale.

Ce ne sont là, cependant, que des processus naturels et spontanés, parce que, comme l'a montré Virchow, la pathologie n'est que la suite de la physiologie. D'ailleurs, les symptômes pathologiques ont ou devraient avoir une grande valeur diagnostique pour les classes au pouvoir ; mais celles-ci, malheureusement, à chaque époque historique, dans les moments de crise politique comme dans ceux de crise sociale, ne savent inventer d'autre remède que la répression brutale, la guillotine ou la prison, et s'imaginent pouvoir ainsi guérir la maladie organique et constitutionnelle qui trouble le corps social (1).

Mais il est incontestable, en tous cas, que les processus de transformation sociale normaux et parlant les plus féconds et les plus sûrs, bien que les plus lents et les moins efficaces en apparence, ce sont l'évolution et la révolution,

(1) Au moment où je corrigeais les épreuves de l'édition italienne de cet ouvrage, M. Crispi venait de proposer « des lois exceptionnelles de sûreté publique », qui, prenant prétexte des attentats anarchistes, veut par ce procédé frapper et supprimer le socialisme.

Les lois répressives peuvent supprimer des hommes, mais non pas l'idée. A-t-on oublié l'échec des lois exceptionnelles votées en Allemagne contre le parti socialiste ?

On peut augmenter le nombre des délits, supprimer les libertés publiques..., mais là n'est pas le remède. Le socialisme n'en continuera pas moins sa marche.

en prenant celle-ci dans son sens exact et positif, comme phase dernière d'une évolution et non dans le sens courant et inexact de révolte tumultueuse et violente (1).

Il est évident, en effet, que l'Europe et l'Amérique sont, dans cette fin de XIX^e siècle, dans une période de révolution préparée par l'évolution fécondée par l'organisation bourgeoise elle-même et suivie par le socialisme utopique comme par le socialisme scientifique. Et même, nous sommes dans cette période de la vie sociale que Bagehot appelle « l'âge de la discussion » (2), et on observe déjà ce que Zola a appelé, dans *Germinal*, le craquement du plancher politico-social, tous ces symptômes que Taine a décrits dans l'*Ancien Régime*, en racontant l'histoire des vingt années qui ont précédé 1789. Les moyens répressifs ne pouvant servir à rien contre la révolution intérieure que révèlent ces symptômes, il n'y aurait d'efficaces et de fécondes que des lois de réforme et de prévention sociales, qui, tout en assurant le présent, rendent moins douloureux, comme le disait Marx, « l'enfantement de la nouvelle société ».

Dans ce sens l'évolution et la révolution constituent les processus les plus féconds et les plus sûrs des métamorphoses sociales. La société humaine formant un organisme naturel et vivant, comme tous les autres, ne peut pas subir des transformations soudaines, comme se l'imaginent ceux qui pensent qu'il faut recourir uniquement,

(1) LOMBROSO et LASCHI, *le Crime politique*, etc., et la monographie d'ELISÉE RECLUS, *Evolution et Révolution*.

(2) BAGEHOT, *Lois scientifiques du développement des nations*, trad. franç., Paris, 1884, liv. IV.

ou de préférence, à la révolte ou à la violence personnelle pour réaliser une nouvelle organisation sociale. C'est pour moi comme si l'on s'imaginait qu'un enfant ou un jeune homme peut, en un jour, accomplir une évolution biologique telle — même dans la période révolutionnaire de la puberté — qu'il devienne immédiatement adulte (1).

Il est facile de comprendre comment le sans-travail, dans les affres de la faim, le cerveau épuisé par manque de nourriture, peut s'imaginer qu'en donnant un coup de poing à un agent de police, en jetant une bombe, en faisant une barricade ou en prenant part à une émeute, il hâte la réalisation d'un idéal social où l'iniquité aura disparu.

Et même, en dehors de ce cas, on comprend que la force impulsive du sentiment, prédominante chez certains, puisse les pousser, par une généreuse impatience, à quelque tentative réelle — et non pas imaginaire comme celles que les polices de tous les temps et de tous les pays soumettent à la répression des tribunaux — pour répandre la terreur chez ceux qui sentent le pouvoir politique ou économique s'échapper de leurs mains.

(1) C'est ce défaut de notions, même élémentaires, sur la géologie, la biologie individuelle ou collective, qui fait que beaucoup d'hommes du peuple, à l'esprit vif mais non disciplinés d'une manière positive, se plaisent plutôt dans le vague de l'idéal anarchique, même lorsqu'ils répudient l'emploi des moyens violents.

Je me rappellerai toujours, comme d'un exemple typique, un typographe de Florence, doux et intelligent, qui, après avoir entendu une de mes conférences sur le socialisme marxiste, m'avoua qu'il ne tenait plus autant à ses idées anarchistes, alors qu'il avait accepté jusque-là ce programme : « passer de la monarchie à l'anarchie ».

Telle est malheureusement la consistance intellectuelle de beaucoup de gens qui ne se disent anarchistes que parce que les premières idées de critique sociale leur ont été apportées par tel propagandiste qui s' imagine prêcher l'anarchie parce qu'il veut supprimer... « la médaille

Mais le socialisme scientifique, notamment en Allemagne, sous l'influence directe du marxisme, a complètement abandonné ces vieilles méthodes du romantisme révolutionnaire. Souvent employées elles ont toujours avorté et, pour cela même, les classes dominantes ne les redoutent plus, parce que ce ne sont que de légères secousses localisées contre une forteresse qui a encore une force de résistance plus que suffisante pour demeurer victorieuse, et par cette victoire arrêter momentanément l'évolution grâce à la sélection qui élimine les adversaires les plus audacieux et les plus forts.

Le socialisme marxiste est révolutionnaire au sens scientifique du mot et il se développe désormais en pleine révolution sociale — personne ne voudra nier, je pense, que la fin du XIX^e siècle marque la phase critique de l'évolution bourgeoise lancée à toute vapeur, même en Italie, sur la route du capitalisme individualiste.

Le socialisme marxiste a la franchise de dire, par la bouche de ses représentants les plus autorisés, à la grande phalange douloureuse du prolétariat moderne, qu'il n'a pas la baguette magique qui transforme le monde du jour

du député » et qu'il se plaît dans les doubles sens du mot « révolution ».

Aussi, d'après moi, une étude plus complète des sciences naturelles, dans les écoles élémentaires et secondaires, — au lieu de ce classicisme inoculé par le latin et le grec qui ne trempe pas les jeunes gens pour la vie et qui les stérilise dans la contemplation archéologique des toges et des faisceaux des licteurs — peuvent être l'antidote le plus efficace, bien mieux que la répression, du romantisme politique individualiste du « poignard de Brutus » ou de la « sagesse de Titus ».

Mais malheureusement il n'y a pas de critères fermes dans l'instruction publique du monde bourgeois et cela ne fait que confirmer mon affirmation : lorsque l'anarchie descend d'en haut, le sentiment anarchiste monte d'en bas.

au lendemain, comme on change de décors au théâtre ; il dit au contraire, en répétant le cri fatidique de Marx, « *Prolétaires de tous les pays, unissez-vous* », que la révolution sociale ne peut atteindre son but si elle n'est mise d'abord dans la conscience des ouvriers eux-mêmes par la vision nette de leurs intérêts de classe et par la force que leur donnera leur union, et qu'ils ne s'éveilleront pas un jour en plein régime socialiste parce que, divisés et inactifs 364 jours par an, ils se révolteront le 365^e ou se livreront à quelque acte de violence personnelle.

C'est ce que j'appelle la psychologie du « gros lot ». Beaucoup d'ouvriers s'imaginent, en effet, que — sans rien faire pour se constituer en parti de classe conscient — ils gagneront un jour le gros lot, la révolution sociale, comme la manne, dit-on, venait du ciel aux Hébreux.

Le socialisme scientifique a remarqué que la puissance de transformation va en diminuant d'un processus à l'autre, de l'évolution à la révolution, de celle-ci à la révolte, et de la révolte à la violence individuelle. Et parce qu'il s'agit d'une transformation de la société tout entière dans sa base économique, et par conséquent dans son organisation juridique, politique et morale, le processus de transformation est d'autant plus efficace et mieux adapté qu'il est plus *social* et moins *individuel*.

Les partis individualistes sont personnalistes même dans la lutte quotidienne ; le socialisme, au contraire, est collectiviste même dans celle-ci, parce qu'il sait que l'organisation actuelle ne dépend pas de tel ou tel individu, mais de la société entière. Et c'est pourquoi aussi, d'un autre côté, la charité, si généreuse qu'elle soit, étant

nécessairement personnelle et partielle, ne peut être un remède à la question sociale, et partant collective, de la distribution de la richesse.

Dans les questions politiques, qui laissent intacte la base économique-sociale, on comprend que, par exemple, l'exil de Napoléon III ou de l'empereur Dom Pedro puisse instaurer une république. Mais cette transformation n'atteint pas le fond de la vie sociale, et l'empire d'Allemagne ou la monarchie italienne sont socialement bourgeois tout comme la république française ou la république de l'Amérique du Nord, parce que malgré les différences *politiques*, ils appartiennent tous à la même phase *économico-sociale*.

C'est pourquoi les processus d'évolution et de révolution, les seuls complètement sociaux ou collectifs, sont les plus efficaces, tandis que la révolte partielle et plus encore la violence individuelle n'ont qu'une très faible puissance de transformation sociale ; elles sont, d'ailleurs, anti-sociales et anti-humaines, parce qu'elles réveillent les instincts sauvages primitifs et qu'elles nient, dans la *personne* même de celui qu'elles frappent, le principe dont elles se croient animées : le principe du respect de la vie humaine et de la solidarité.

A quoi sert de s'hypnotiser avec des phrases sur « la propagande par le fait » et sur « l'action immédiate » ?

On le sait, les anarchistes, individualistes, « amorphistes », « libertaires », admettent comme moyen de transformation sociale la *violence individuelle* qui va de l'homicide au vol ou à l'*estampage*, même entre compagnons ; et ce n'est plus alors qu'un coloris politique donné

à des instincts criminels qu'il ne faut pas confondre avec le fanatisme politique, qui est un phénomène très différent, commun aux partis extrêmes et romantiques de tous les temps. L'examen positif de chaque cas en particulier, avec l'aide de l'anthropologie et de la psychologie, peut décider seul si l'auteur de telle ou telle violence est un criminel-né, un criminel-fou ou un criminel poussé par le fanatisme politique.

J'ai, en effet, toujours soutenu, et je soutiens encore, que le « criminel politique », dont certains veulent faire une catégorie spéciale, ne constitue pas une variété anthropologique particulière, mais qu'il peut se rattacher à une quelconque des catégories anthropologiques des criminels de droit commun, et spécialement à l'une de ces trois : le criminel-né, par tendance congénitale, le criminel-fou, le criminel par *passion* fanatique.

L'histoire du passé et celle de ces derniers temps nous en offrent des exemples évidents.

Au Moyen Age les croyances religieuses préoccupaient la conscience universelle et coloraient les excès criminels ou fous de beaucoup de déséquilibrés, ou bien déterminaient réellement des cas de « sainteté » plus ou moins hystérique. A la fin de notre siècle, ce sont les questions politico-sociales qui préoccupent, et avec quelle véhémence ! la conscience universelle — qui s'exalte par cette contagion universelle que crée le journalisme avec sa grande réclame — et ce sont elles qui colorent les excès criminels ou fous de beaucoup de déséquilibrés ou qui déterminent des cas de fanatisme chez des hommes foncièrement honnêtes, mais atteints d'hypéresthésie.

Ce sont les questions politico-sociales dans leur forme la plus extrême qui ont, à chaque moment historique, la puissance suggestive la plus intense. En Italie c'était, il y a soixante ans, le *mazzinianisme* ou le *carbonarisme* ; il y a vingt ans, c'était le *socialisme* ; c'est maintenant l'*anarchisme*.

On comprend très facilement qu'il y ait eu à chaque époque, et suivant la tendance dominante, des violences personnelles... Felice Orsini, par exemple, est un des martyrs de la révolution italienne.

Dans chaque cas de violence individuelle, si on ne veut pas s'en tenir aux jugements nécessairement erronés, nés sous le coup de l'émotion, la décision ne peut être que le résultat d'un examen physio-psychique sur son auteur, comme pour tout autre délit.

Felice Orsini fut un criminel politique par *passion*. Parmi les anarchistes bombistes ou assassins de nos jours, on peut trouver le criminel-né — qui colore simplement son manque congénital de sens moral ou social, d'un vernis politique — ; le criminel-fou ou mattoïde qui rattache son défaut d'équilibre mental aux idées politiques du moment ; on peut trouver aussi le criminel par *passion* politique, vraiment convaincu et presque normal, chez lequel l'acte criminel est déterminé uniquement par l'idée fausse (que le socialisme combat) de la possibilité d'une transformation *sociale* par une violence *individuelle* (1).

(1) HAMON, *les Hommes et les théories de l'anarchie*. Paris, 1893. — LOMBROSO, *Ultime scoperte ed applicazioni dell' antropologia criminale*. Turin, 1893.

Quoi qu'il en soit, qu'il s'agisse d'un criminel-né ou fou ou d'un criminel politique par passion, il n'en est pas moins vrai que la violence personnelle, adoptée par les anarchistes individualistes, n'est que le produit logique de l'individualisme poussé aux extrêmes et, partant, le produit naturel de l'organisation économique actuelle — secondé par le « délire de la faim » aiguë ou chronique ; mais il est aussi le moyen le plus efficace et le plus anti-humain de transformation sociale (1).

(1) Au moment où je corrigeais les épreuves de l'édition italienne de ce livre, l'émotion n'était pas encore dissipée qu'avait fait naître l'attentat inoffensif dirigé contre M. Crispi, à Rome, le 16 juin et surtout l'émotion beaucoup plus vive produite par la mort du Président de la République française, Sadi Carnot, le 24 juin.

Je reproduis ici, comme document, la déclaration publiée par une section du *Parti socialiste des ouvriers italiens* dans le *Secolo* du 27-28 juin et distribuée à Milan en manifeste par milliers d'exemplaires et dont n'ont parlé ni les journaux conservateurs ni les journaux progressistes, afin de perpétuer la confusion entre le socialisme et l'anarchie.

Voici la déclaration :

Le Parti socialiste aux ouvriers italiens. — A bas les assassins ! —
« L'humanité comprend maintenant que la vie est sacrée et ne tolère
« pas les brutales violations de ce grand principe, qui est moralement
« l'âme du socialisme. »
C. PRAMPOLINI.

« Celui qui lutte pour le droit à la vie en échange de son travail réproouve tout attentat à la vie humaine, — qu'il soit le fait de l'exploitation bourgeoise dans les usines, des bombes ou des poignards de révolutionnaires inconscients.

« Le Parti socialiste qui a ce principe pour devise, qui attend tout de l'organisation consciente des forces ouvrières, exècre le crime consommé sur la personne du Président de la République française, comme un acte brutal, comme la négation de tout principe de logique révolutionnaire.

« Il faut faire pénétrer dans le prolétariat la conscience de ses propres droits, lui fournir la *structure* de l'organisation et le pousser à *fonctionner* comme organisme nouveau : il faut conquérir les pouvoirs publics par le moyen que nous donne la civilisation moderne.

« Se révolter, frapper au hasard avec une bombe sur les spectateurs

Mais tous les anarchistes ne sont pas individualistes, amorphistes ou autonomistes, il y a aussi des anarchistes communistes.

Ceux-ci répudient les *violences personnelles*, comme moyen ordinaire de transformation sociale (Merlino, par exemple, l'a récemment affirmé dans sa brochure : *Necessità e base di un accordo*, Prato, 1892), mais même ces anarchistes communistes se séparent du socialisme marxiste et par l'*idéal* dernier et surtout par la *méthode* de transformation sociale. Ils combattent le socialisme marxiste parce qu'il est *légalitaire* et *parlementaire*, et ils soutiennent que le mode le plus efficace et le plus sûr de transformation sociale c'est la *révolte*.

dans un théâtre, tuer un individu, est le fait de barbares ou d'inconscients. Le *parti socialiste* voit dans ces actes la manifestation violente de sentiments *bourgeois*.

« Nous sommes les adversaires de toutes les violences de l'exploitation bourgeoise, de la guillotine, de la fusillade, des attentats anarchistes. — *Vive le socialisme !* »

Le socialisme réprime toutes ces formes stériles et répugnantes de violence individuelle.

Carnot mort — après la première émotion qui, par représailles, se tourna contre des Italiens innocents par suite du réveil des instincts ataviques provoqué par ces attentats —, la République française a réélu un autre président et rien ne sera changé, comme rien ne le fut, en Russie, après la mort d'Alexandre II.

Mais la question peut être envisagée à un autre point de vue que les conservateurs, les progressistes et les radicaux oublient trop complètement.

Le jour même de ces attentats deux explosions de gaz avaient lieu, l'une dans les mines de Karwinn (Autriche) et l'autre dans les mines de Cardiff (Angleterre) : la première *causait la mort de 257 mineurs...*, la seconde *la mort de 210 !!*

Bien que la mort d'un honnête homme comme Carnot puisse être regrettée, elle n'est pas comparable à la somme de douleurs humaines, de misère et de maux dont furent frappées ces 467 *familles* ouvrières, tout aussi innocentes. Et cependant l'intérêt de classe — même inconsciemment — remplit de regrets, de protesta-

Ces affirmations, qui répondent au vague des sentiments et des idées d'une trop grande partie de la classe ouvrière et à l'impatience provoquée par leur condition misérable, pourront rencontrer une approbation inconsciente momentanée, mais leur action ne peut être qu'éphémère. L'explosion d'une bombe peut bien faire naître une émotion momentanée, mais elle ne fait pas avancer d'un millimètre l'évolution des consciences vers le socialisme, tandis qu'elle détermine une réaction sentimentale, réaction en partie sincère, mais habilement fomentée et exploitée comme prétexte à répression.

Dire aux ouvriers que, sans avoir préparé les moyens matériels, mais surtout sans solidarité et sans conscience

tions, de démonstrations, les journaux bourgeois (conservateurs, progressistes et radicaux) du monde entier — et les télégrammes pleins de dignité du roi d'Italie se mêlent aux envolées oratoires de mon ami Cavalotti — mais ce même intérêt de classe — inconsciemment si l'on veut — fait l'oubli le plus complet sur les martyrs du travail des mines de Karwinn, de Cardiff, etc.

On dira, il est vrai, que le meurtre de Carnot fut l'œuvre *volontaire* d'un fanatique, tandis que personne n'est l'auteur de la mort de ces 467 mineurs ! — Et certes il y a une différence.

Mais il faut remarquer que si la mort de ces 467 mineurs n'est *directement* l'œuvre volontaire de personne, elle est *indirectement* un effet du capitalisme individuel, qui, pour augmenter ses revenus, réduit autant que possible les dépenses, ne diminue pas les heures de travail, ne prend pas toutes les mesures *préventives* indiquées par la science et imposées même quelquefois par la loi, qui ne se trouve ainsi pas respectée, car la justice de chaque pays est aussi flexible pour les intérêts de la classe dominante qu'elle est dure à la classe ouvrière.

Si les mines formaient une propriété collective, il est certain que la propriété serait moins avare de prendre toutes les précautions techniques préventives (par exemple, l'éclairage électrique), qui diminueraient ces épouvantables catastrophes qui augmentent sans fin la foule anonyme des martyrs du travail et qui ne troublent même pas la digestion des *actionnaires* des sociétés minières.

Voilà ce que nous donne le régime individualiste ; tout cela sera transformé par le régime socialiste.

morale, ils doivent s'insurger contre les classes au pouvoir, c'est plutôt faire le jeu de ces classes mêmes, parce que celles-ci sont sûres de la victoire matérielle quand l'évolution n'est pas mûre et que la révolution n'est pas prête (1).

Aussi, a-t-on pu constater, dans la dernière révolte sicilienne, en dépit de tous les mensonges intéressés, que là où le socialisme était plus avancé et plus conscient, il n'y a eu ni violences personnelles, ni révoltes, comme par exemple chez les paysans de Piana dei Greci, dont Nicola Barbato a fait des socialistes conscients ; tandis que ces mouvements convulsifs se sont produits hors du champ de la propagande socialiste comme une révolte contre les exactions et les *camorre* municipales, ou là où la propagande socialiste moins consciente a été étouffée par les fureurs causées par la faim et la misère (2).

L'histoire démontre que les pays où les révoltes ont été les plus fréquentes sont ceux où le progrès social est le moins avancé. Les énergies populaires s'épuisent et se brisent dans ces excès fébriles et convulsifs, et alternent avec des périodes d'accablement et de méfiance — auxquelles correspond la théorie bouddhiste de l'*abstention électorale*... si commode pour les partis conservateurs. Nous ne voyons jamais là cette continuité d'action consciente, plus lente et moins efficace en apparence, mais en réalité la seule qui puisse réaliser ce qui nous apparaît comme les miracles de l'histoire.

(1) RIENZI, *l'Anarchisme* ; DEVILLE, *l'Anarchisme*.

(2) A. ROSSI, *l'Agitazione in Sicilia*, Milan, 1894. — COLAJANNI, *In Sicilia*, Rome, 1894.

Aussi le socialisme marxiste, dans tous les pays, désormais, a-t-il proclamé que le principal moyen de transformation sociale doit être *la conquête des pouvoirs publics* (dans les administrations locales comme dans les Parlements) comme un des effets de l'organisation consciente des ouvriers en parti de classe. Plus progressera, dans les pays civilisés, l'organisation politique des ouvriers, plus on verra se réaliser, par évolution fatale, l'organisation socialiste de la société, d'abord par les concessions partielles, mais toujours plus importantes, arrachées à la classe capitaliste par la classe ouvrière (la loi des *huit heures*, par exemple), puis par la transformation intégrale de la propriété individuelle en propriété sociale.

Quant à la question de savoir si cette transformation intégrale, qui se prépare actuellement par évolution graduelle et approche ainsi du moment critique et décisif de la révolution sociale, pourra se faire avec ou sans le concours des autres moyens de transformation — révolte et violence individuelle — c'est ce que personne ne peut prophétiser.

Notre vœu sincère est que la révolution sociale, lorsque son évolution sera mûre, s'opère pacifiquement, comme se sont faites tant d'autres révolutions, sans effusion de sang : comme la révolution anglaise, qui a précédé d'un siècle, avec le *Bill of rights*, la Révolution française ; comme la révolution italienne accomplie en Toscane, en 1859 ; comme la révolution brésilienne, avec l'exil de l'empereur Dom Pedro, en 1892.

Il est certain que la culture plus répandue dans le peuple, son organisation consciente en parti de classe sous la bannière du socialisme, ne font qu'augmenter la

probabilité de notre souhait, et dissipent les prévisions anciennes de *réaction* après l'avènement du socialisme, qui avaient bien raison d'être lorsque le socialisme était encore utopique dans ses moyens de réalisation au lieu d'être, comme il l'est maintenant, la phase naturelle et spontanée, et partant inévitable et irrévocable, de l'évolution humaine.

D'où partira cette révolution sociale ? Je suis fermement convaincu que si les peuples latins, parce que méridionaux, sont plus prêts à la révolte, qui peut suffire quand il s'agit de transformations purement politiques, les peuples du Nord, Allemands et Anglo-Saxons, sont mieux préparés à la discipline tranquille, mais inexorable de la véritable révolution, entendue comme phase critique d'une évolution, organique et partielle, antérieure, qui est le seul processus efficace pour une transformation vraiment sociale.

C'est en Allemagne et en Angleterre, où le développement plus grand de l'industrialisme bourgeois accélère fatalement ses conséquences fâcheuses et, par conséquent, la nécessité du socialisme, c'est là que commencera peut-être la grande métamorphose sociale, commencée partout d'ailleurs, et de là elle se propagera à travers la vieille Europe, comme à la fin du siècle dernier partit de France le signal de la révolution politique et bourgeoise.

Quoi qu'il en soit, nous venons de démontrer une fois de plus la différence profonde qu'il y a entre le socialisme et l'anarchisme — que nos adversaires et la presse servile s'efforcent de confondre (1) — et, en tous cas, j'ai démontré

(1) Je dois reconnaître qu'un des historiens récents du socialisme, M. l'abbé Winterer — plus loyal que plus d'un jésuite en redingote —

que le socialisme marxiste est d'accord avec la science positive et la continue. C'est pour cela même qu'il a fait de la théorie de l'évolution la base de ses inductions et qu'il marque ainsi la phase vraiment vivante et définitive — par conséquent la seule dans la conscience de la démocratie collectiviste — de ce socialisme resté jusqu'ici flottant dans les nébulosités du sentiment et qu'est venu guider la boussole infaillible de la pensée scientifique renouvelée par les œuvres de Darwin et de Spencer.

distingue toujours, pour chaque pays, le mouvement *socialiste* et le mouvement *anarchiste*.

WINTERER, *le Socialisme contemporain*, Paris, 1894, 2^e édit. *passim*.

TROISIÈME PARTIE

SOCIOLOGIE ET SOCIALISME

XIII

Stérilité de la sociologie.

Un des faits les plus étranges de l'histoire de la pensée scientifique du XIX^e siècle, c'est que, si la profonde révolution scientifique, déterminée par le darwinisme et l'évolutionnisme spencérien, a renouvelé d'une nouvelle jeunesse toutes les parties des sciences physiques, biologiques et même psychologiques, une fois arrivée dans le domaine des sciences sociales elle n'a que superficiellement ridé l'eau du lac tranquille et orthodoxe de cette science sociale par excellence qu'est l'économie politique.

On a eu, il est vrai, par l'initiative d'Auguste Comte — dont le nom a été un peu obscurci par ceux de Darwin et de Spencer, mais qui fut certainement un des esprits les plus grandioses et les plus féconds de notre époque — la création d'une nouvelle science, la *sociologie*, qui aurait dû être, avec l'histoire naturelle des sociétés humaines, le couronnement glorieux du nouvel édifice scientifique élevé par la méthode expérimentale.

Je ne nie pas que la sociologie, dans la partie de pure anatomie descriptive de l'organisme social, n'ait apporté de grandes et fécondes nouveautés dans la science contemporaine, se ramifiant même dans quelques sociologies spéciales, dont la *sociologie criminelle*, par l'œuvre de l'école italienne, est devenue un des résultats les plus importants.

Mais lorsqu'on aborde la question politico-sociale, la nouvelle science de la sociologie est surprise comme par une sorte de sommeil hypnotique et reste suspendue dans les limbes stériles, incolores, qui permettent aux sociologues d'être en économie publique, comme en politique, conservateurs ou radicaux, selon leur caprice, suivant leurs tendances subjectives.

Et tandis que la biologie darwinienne, par la détermination scientifique des rapports de l'individu et de l'espèce, et la sociologie évolutionniste elle-même en décrivant dans la société humaine les organes et les fonctions d'un véritable organisme faisaient de l'individu une cellule dans l'organisme animal, Herbert Spencer affirmait hautement son individualisme anglais jusqu'à l'anarchisme théorique le plus absolu.

Une stagnation était inévitable dans la production scientifique de la sociologie, après les premières observations originales d'anatomie sociale descriptive et d'histoire naturelle des sociétés humaines. La sociologie représentait ainsi un arrêt de développement dans la pensée scientifique expérimentale, parce que ceux qui la cultivaient, sciemment ou à leur insu, reculaient devant les conclusions logiques et radicales que la révolution scientifique

moderne devait apporter dans le domaine social, — le plus important si le positivisme veut faire de la science pour la vie, au lieu de se contenter de cette formule stérile, la science pour la science.

Le secret de ce phénomène étrange est non seulement dans ce fait que, comme le disait Malagodi (1), il est encore dans la période de l'*analyse* scientifique et pas encore dans celle de la *synthèse*, mais surtout dans ce que les conséquences logiques du darwinisme et de l'évolutionnisme scientifique appliqués à l'étude de la société humaine conduisent inexorablement au socialisme, comme je l'ai démontré dans les pages précédentes.

• XIV

**Marx complète Darwin et Spencer.
Conservateurs et socialistes.**

C'est à Karl Marx que revient l'honneur d'avoir donné une expression scientifique à ces applications logiques de l'expérimentation scientifique au domaine de l'économie sociale. Sans doute l'exposition de ces vérités est entourée chez lui d'une multitude de détails techniques et

(1) MALAGODI, *Il Socialismo e la scienza*, in *Critica sociale*, 1^{er} août 1892.

de formules en apparence dogmatiques, mais ne peut-on pas en dire autant des *Premiers Principes* de Spencer et ses passages lumineux sur l'évolution ne sont-ils pas entourés dans un nuage d'abstractions sur le temps, l'espace, l'inconnaissable, etc.? Jusqu'à ces dernières années, on a fait autour de l'œuvre magistrale de Marx, la conspiration du silence, mais maintenant son nom vient avec ceux de Charles Darwin et de Herbert Spencer compléter cette révolution scientifique qui agite, dans les frémissements d'un nouveau printemps intellectuel, la pensée civilisatrice de la seconde moitié du XIX^e siècle.

Les idées géniales par lesquelles Karl Marx complétait dans le domaine de l'économie sociale la révolution opérée par la science sont au nombre de trois.

C'est la découverte de la loi du sur-travail. Elle nous donne une explication positive de l'accumulation de la propriété privée dissociée du travail; cette loi ayant un caractère plus particulièrement technique, nous n'insisterons pas sur elle ici, en ayant donné une idée générale dans les pages précédentes.

Les deux autres théories marxistes se rapportent davantage à nos observations sur le socialisme scientifique, parce qu'elles nous donnent vraiment la clef sûre et infaillible de la vie sociale.

Je fais allusion à l'idée exprimée par Marx, dès 1859, dans sa *Critique de l'économie politique*, que le phénomène économique est la base et la condition de toutes les autres manifestations humaines ou sociales, et que par conséquent, la morale, le droit, la politique ne sont que des phénomènes dérivés du facteur économique, selon les con-

ditions de chaque peuple dans chaque phase de l'histoire et sous tous les climats.

Cette idée qui correspond à cette grande loi biologique qui veut que la fonction soit déterminée par l'organe et qui fait que chaque individu est le résultat des conditions innées et acquises de son organisme physiologique, vivant dans un milieu donné, de sorte qu'on peut donner une portée biologique au dicton fameux : « Dis-moi ce que tu manges et je te dirai ce que tu es », — cette idée géniale qui déploie devant nos yeux le drame grandiose de l'histoire non plus comme la succession arbitraire des grands hommes sur la scène du théâtre social, mais bien comme la résultante des conditions économiques de chaque peuple, cette idée géniale, après une application partielle de Thorold Rogers (1), a été si brillamment illustrée par Achille Loria (2), que je crois inutile d'y rien ajouter.

Une idée cependant me paraît encore nécessaire pour compléter cette théorie marxiste, comme je l'avais indiqué dans la première édition de mon livre : *Socialismo e criminalità*

(1) TH. ROGERS, *l'Interprétation économique de l'histoire*, trad. franç. Paris, 1893.

(2) LORIA, *les Bases économiques de la constitution sociale*, 2^e édition, Paris, 1894. — A l'idée générale de Karl Marx, M. Loria ajoute une théorie sur « l'occupation de la terre libre », qui est la cause fondamentale et l'explication technique des différentes organisations économique-sociales, théorie qu'il a amplement démontrée dans son *Analisi della proprietà capitalistica*, Turin, 1892. — Il est étrange de constater que, dans ce dernier ouvrage, M. Loria donne dans le tome premier les lois de l'économie sociale d'après sa théorie et dans le tome deuxième, il énumère les faits qui les soutiennent — suivant ainsi une méthode diamétralement opposée à celle de la science expérimentale qui d'abord fait le relevé des faits et en tire ensuite les lois.

Il faut, en effet, débarrasser cette théorie inexpugnable de cette espèce de dogmatisme exclusif qu'elle a revêtu chez Marx et plus encore chez M. Loria.

Il est très vrai que tout phénomène, comme toute institution — morale, juridique ou politique — n'est que la répercussion du phénomène et des conditions économiques à chaque moment du milieu physique et historique. Mais, par suite de cette loi de causalité naturelle qui fait que tout effet est toujours le résultat de causes nombreuses entremêlées et non pas d'une seule cause, et que tout effet devient à son tour cause d'autres phénomènes, il faut compléter cette forme trop systématique d'une idée vraie.

De même que toutes les manifestations psychiques de l'individu sont la résultante des conditions organiques (tempérament) et du milieu dans lequel il vit, de même toutes les manifestations sociales — morales, juridiques, politiques — d'un peuple sont la résultante de ses conditions organiques (race) et du milieu, en tant qu'elles déterminent une organisation économique donnée, qui est la base physique de la vie.

A leur tour, les conditions psychiques individuelles influent, quoique avec moins de puissance, devenant cause à leur tour, sur ses conditions organiques et sur l'issue de la lutte pour la vie. De même, les institutions morales, juridiques, politiques, d'effets deviennent causes (il n'y a pas, en effet, pour la science positive de différence *substantielle* entre la cause et l'effet, sinon que l'effet est le conséquent constant d'un phénomène donné, et que la cause en est l'antécédent constant) et réagissent à leur tour, bien qu'avec moins d'efficacité, sur les conditions économiques.

Un individu qui a fait des études d'hygiène peut influencer, par exemple, sur les imperfections de son appareil digestif, mais toujours dans les limites très restreintes de sa potentialité organique. Une découverte scientifique, une loi électorale peuvent influencer sur l'industrie ou sur les conditions du travail, mais toujours dans les cadres de l'organisation économique fondamentale. C'est ainsi que les institutions morales, juridiques, politiques, ont une plus grande influence sur les rapports entre les différentes catégories de la classe qui détient le pouvoir économique (capitalistes, industriels, propriétaires fonciers), que sur les rapports entre les capitalistes-propriétaires d'un côté et les ouvriers de l'autre.

Il me suffit, ici, d'avoir rappelé cette loi marxiste et de renvoyer au livre suggestif de M. Loria le lecteur qui désire voir comment cette loi explique d'une façon positive tous les phénomènes les plus infimes comme les plus grandioses de la vie sociale. Cette loi est vraiment la théorie sociologique la plus positive, la plus féconde, la plus géniale qui ait jamais été découverte. Elle donne, comme je l'ai indiqué déjà, de l'histoire sociale dans ses drames les plus grandioses, comme de l'histoire personnelle dans ses épisodes les plus infimes, une explication positive, physiologique, expérimentale — en accord complet avec toute l'orientation, qu'on a qualifiée de matérialiste, de la pensée scientifique moderne (1).

(1) On voit quel jugement il faut porter sur la thèse soutenue par M. Ziegler, dans son livre : *La question sociale est une question morale*, trad. franç., Paris, 1894. De même que la psychologie est un effet de la physiologie, de même le phénomène moral est un effet du fait économique. Ce sont là des divagations qui n'ont pour but, d'une façon

On a donné de l'histoire humaine, si nous faisons abstraction des deux explications anti-scientifiques du libre arbitre et de la providence divine, deux explications unilatérales et partant incomplètes bien que positives et scientifiques. Je veux parler du *déterminisme tellurique* de Montesquieu, de Buckle, de Metschnikoff, et du *déterminisme anthropologique* des ethnologues qui voient dans les caractères organiques et psychiques des races la raison historique des événements.

Karl Marx résume et complète ces deux théories par son *déterminisme économique*.

Les conditions économiques — qui sont la résultante des énergies et des aptitudes *ethniques* agissant dans un milieu *tellurique* donné — sont la base déterminante de toutes les manifestations morales, juridiques, politiques de la vie humaine, individuelle et sociale.

C'est là la géniale théorie marxiste, positive et scientifique, s'il en fut, qui ne redoute aucune objection, appuyée comme elle l'est sur les recherches les plus certaines de la géologie comme de la biologie, de la psychologie comme de la sociologie.

C'est grâce à elle que les philosophes du droit et les sociologues peuvent déterminer la véritable nature et les fonctions de l'*État* qui, n'étant pas autre chose que « la société juridiquement et politiquement organisée » n'est que le bras séculier dont dispose la classe détentrice du

plus ou moins consciente, que de détourner l'attention du point vital de la question, qui est celui posé par Karl Marx.

Voir dans notre sens DE GREGE, *l'Empirisme, l'utopie et le socialisme scientifique*, in *Revue socialiste*, août 1886, p. 688.

pouvoir économique — et partant du pouvoir politique, judiciaire et administratif — pour conserver et abandonner le plus tard possible ses propres privilèges (1).

L'autre théorie sociologique par laquelle Karl Marx a vraiment dissipé les nuages qui obscurcissaient jusqu'ici le ciel des aspirations socialistes, et qui a fourni au socialisme scientifique la boussole politique pour s'orienter, avec une entière assurance, dans les débats de la vie de chaque jour, c'est la grande loi historique de la *lutte des classes* (2).

Etant donné que les conditions économiques des groupes sociaux comme celles des individus sont la cause déterminante fondamentale de toutes les manifestations morales, juridiques et politiques, il est évident que chaque groupe social, chaque individu sera amené à agir selon son utilité économique, parce que celle-ci est la base physique de la vie et la condition de tous les autres développements. Dans l'ordre politique, chaque classe sociale sera portée à faire des lois, à établir des institutions, à consacrer des coutumes et des croyances qui répondent à son utilité directe ou indirecte.

Ces lois, ces institutions, ces croyances, transmises par

(1) Cfr. Vaccaro, *le basi del diritto e dello Stato*, Turin, 1893. La théorie marxiste ne se trouve, d'ailleurs, qu'incomplètement développée dans ce livre. Pour les applications spéciales au droit civil, voir le livre très important de Menger, *Il Diritto civile ed il proletariato*, trad. ital., Bocca, Turin, 1894.

(2) Comme preuve de cette conspiration du silence sur les théories de Karl Marx, il me suffit de rappeler que les historiens du socialisme ne parlent en général que de la théorie technique du *sur-travail*, et laissent de côté les deux autres lois : la détermination des phénomènes et des institutions sociaux par les conditions économiques, et la lutte des classes.

hérédité ou par tradition finissent par cacher leur origine économique, et les philosophes, et les juristes, et souvent même les profanes les défendent comme des vérités ayant leur valeur en elles-mêmes sans en voir la source réelle, mais celle-ci n'est pas moins la seule explication positive de ces lois, de ces institutions, de ces croyances. Et c'est en cela que consiste la puissance de la vue géniale de Marx (1).

Comme dans le monde moderne il n'y a plus que deux classes, avec des variétés accessoires, d'un côté les ouvriers à quelque catégorie qu'ils appartiennent, et de

(1) La Chambre des députés italienne nous en a donné récemment un exemple éclatant (juin 1894). Des différentes mesures financières proposées par le gouvernement pour remédier au déficit financier, la Chambre a approuvé : l'augmentation de l'impôt sur le sel, l'augmentation de 20 francs par tonne de l'impôt sur le blé; mais on a repoussé l'augmentation de 2 décimes sur l'impôt foncier.

Ici l'influence *directe* des intérêts de classe est évidente. On aggrave les contributions des pauvres en frappant le sel et le blé; on donne aux grands propriétaires fonciers une prime *gratuite* par l'augmentation du droit sur le blé, et on refuse une légère augmentation de l'impôt foncier.

C'est le triomphe des agrariens, qui se recrutent dans la droite comme dans la gauche, sur le capital mobilier qui est frappé par l'augmentation de 20 % de la retenue.

Cette augmentation fut votée par les agrariens, et combattue par le parti progressiste et repoussée même par l'extrême-gauche. Ceux-ci votèrent *contre* pour une raison *politique*, pour ne pas voter une proposition gouvernementale, mais en réalité, consciemment ou inconsciemment, pour une raison économique. C'était une lutte entre propriétaires et capitalistes sur une question de distribution des richesses.

Les députés socialistes auraient dû, semble-t-il, voter l'augmentation de l'impôt sur le revenu, mais sachant que cette question n'intéresse pas la classe ouvrière sur laquelle les impôts finissent pas retomber — par suite de l'incidence des impôts — ils ne prirent pas part au vote.

C'est là un exemple éclatant des effets directs ou indirects, conscients ou inconscients de ce ressort infaillible qu'est la lutte des classes.

l'autre les propriétaires qui ne travaillent pas, la théorie socialiste de Marx nous conduit à cette conclusion évidente : puisque les partis politiques ne sont que l'écho et le porte-voix des intérêts de classe, quelles que puissent être les variétés, les partis politiques ne peuvent être en substance qu'au nombre de deux : le parti socialiste ouvrier et le parti individualiste de la classe qui détient la terre et les autres moyens de production.

La différence du monopole économique peut déterminer, il est vrai, une certaine diversité de *couleur* politique, et, j'ai toujours soutenu que les grands propriétaires fonciers représentent les tendances conservatrices de l'immobilisme politique, tandis que les détenteurs des capitaux mobiliers ou industriels représentent souvent le parti progressiste, porté par sa nature même aux petites innovations de forme, tandis qu'enfin ceux qui ne possèdent qu'un capital intellectuel, professions libérales et autres, peuvent aller jusqu'au radicalisme politique (1).

Sur la question vitale — c'est-à-dire sur la question économique de la propriété — conservateurs, progressistes et radicaux, sont tous des individualistes. Sur ce point ils sont tous chair et moelle de la même classe sociale et, malgré certaines sympathies sentimentales, les adversaires de la classe ouvrière et de ceux qui, bien que nés sur *l'autre rive*, en ont embrassé le programme politique,

(1) ZANI, *la Question sociale*, Mantoue, 1893. Cet auteur classe les partis en *conservateurs, évolutionnistes, révolutionnaires*; mais cette distinction me semble purement formelle. Elle prend pour critère la tactique et non pas le contenu des partis politiques.

qui correspond nécessairement à la nécessité économique, primordiale, — c'est-à-dire la socialisation de la terre et des moyens de production, avec toutes les innombrables et radicales transformations morales, juridiques et politiques qu'elle déterminera nécessairement dans le monde social.

C'est pourquoi la vie politique contemporaine ne peut que dégénérer dans le byzantinisme le plus stérile et dans l'affairisme le plus corrompu lorsqu'elle se confine dans les batailles superficielles des partis individualistes, qui ne diffèrent que par la couleur et l'étiquette formelle, mais dont les idées sont si analogues que l'on voit souvent des radicaux et des progressistes moins modernes que beaucoup de conservateurs.

La vie politique ne renaitra qu'avec le développement du parti socialiste, parce que, lorsqu'auront disparu de la scène politique les figures historiques des patriotes et les raisons personnelles de dissidence entre les représentants des différentes nuances politiques, la formation d'un unique parti individualiste deviendra nécessaire comme je l'ai déclaré dans la séance de la Chambre italienne du 20 décembre 1893.

Le duel historique sera engagé alors, et la lutte de classe déploiera alors sur le terrain politique toute son influence bienfaisante, non pas dans le sens mesquin des pugilats et des outrages, des rancunes et des violences personnelles, mais dans le sens grandiose de drame social. De toute mon âme, je désire que ce conflit se résolve, pour le progrès de la civilisation, sans convulsions sanglantes, mais la fatalité historique l'a posé, et il n'est donné ni à nous ni à d'autres de l'éviter ou de le retarder.

Comme cela résulte de tout ce que nous venons de dire, ces idées du socialisme politique, parce que scientifique, disposent à la *tolérance personnelle* en même temps qu'à l'*intransigeance théorique*. C'est là aussi une conclusion de la psychologie positive dans le domaine philosophique. Quelles que soient nos sympathies personnelles pour tel ou tel représentant de la fraction radicale du parti individualiste (comme aussi de tout représentant honnête et sincère de n'importe quelle opinion scientifique, religieuse ou politique) nous devons reconnaître qu'il n'y a pas, à côté du socialisme, de *partiti affini*. Il faut être d'un côté ou de l'autre — individualiste ou socialiste. Il n'y a pas de situation intermédiaire. Et je me persuade toujours plus que la seule tactique utile pour la formation d'un parti socialiste viable, c'est précisément cette intransigeance théorique et le refus de toute « alliance » avec les *partiti affini* qui ne constituent pour le socialisme qu'un « faux placenta » pour un fœtus non viable.

Le conservateur et le socialiste sont des produits naturels du caractère individuel et du milieu social. On naît conservateur ou innovateur comme on naît peintre ou chirurgien. Aussi les socialistes n'ont-ils aucun mépris ni aucune rancune contre les représentants sincères de n'importe quelle fraction du parti conservateur, tout en combattant à outrance leurs idées. Si tel ou tel socialiste se montre intolérant, s'il insulte, c'est qu'il est la victime d'une émotion passagère ou d'un tempérament peu équilibré ; il est par conséquent très excusable.

Ce qui provoque un sourire de pitié, c'est de voir certains conservateurs « jeunes d'années, mais vieux de

pensée » — car le conservatisme, chez les jeunes, ne peut être que l'effet d'un calcul égoïste ou l'indice d'une anémie psychique — avoir un air de suffisance ou de pitié pour les socialistes qu'ils considèrent, tout au plus, comme des « dévoyés » sans s'apercevoir que ce qui est normal c'est que les vieux soient conservateurs, mais que des conservateurs jeunes ne peuvent être que des *égoïstes* qui craignent de perdre l'aisance oisive dans laquelle ils sont nés ou les avantages du ratelier orthodoxe. Ce sont, sinon des microcéphales, du moins des microcardiaques. Le socialiste qui a tout à perdre et rien à gagner en affirmant hautement sa manière de voir, peut opposer toute la supériorité d'un altruisme désintéressé, surtout lorsque, né dans la classe aristocratique ou dans la classe bourgeoise, il a renoncé aux plaisirs brillants de la vie oisive pour défendre la cause des faibles et des opprimés (1).

Mais, dit-on, ces socialistes bourgeois agissent ainsi par amour de la popularité ! Etrange égoïsme, en tout cas, qui préfère à l'individualisme bourgeois des traitements et des gains rapides, « l'idéalisme socialiste » de la sympathie populaire, même quand il pourrait gagner cette sympathie par d'autres moyens qui le compromettraient moins envers la classe au pouvoir.

Souhaitons, en terminant, que lorsque la bourgeoisie devra abandonner le pouvoir économique et le pouvoir politique pour qu'ils soient exercés à l'avantage de tous dans la nouvelle société et que, comme le disait récemment

(1) V. les conférences de DE AMICIS, *Osservazioni sulla questione sociale*, Lecce, 1894. — LABRIOLA, *Il Socialismo*, Rome, 1890. — G. OGGERO, *Il Socialismo*, 2^e édit., Milan, 1894.

Berenini, vainqueurs et vaincus deviennent réellement frères sans distinction de classe, dans la sécurité commune d'une vie digne d'un être humain, souhaitons qu'en abandonnant le pouvoir, la bourgeoisie le fasse avec cette dignité et cette respectabilité qu'a montré l'aristocratie lorsqu'elle a été dépouillée comme classe par la bourgeoisie triomphante au moment de la Révolution française.

C'est la vérité qu'apporte le socialisme et son accord complet avec les inductions les plus sûres de la science positive qui nous expliquent non seulement ses progrès immenses, qui pourraient n'être que l'effet purement négatif d'un malaise matériel et moral devenu aigu dans une période de crise sociale, mais surtout cette unité de discipline et de solidarité consciente qui offre, par la manifestation mondiale du premier mai, un phénomène moral d'une grandeur telle que l'histoire humaine ne nous en offre aucun autre exemple, si nous exceptons le mouvement du christianisme primitif qui eut d'ailleurs un champ d'action beaucoup plus restreint que le socialisme contemporain.

Désormais — en dehors des efforts hystériques ou inconscients d'un retour du scepticisme bourgeois au mysticisme, comme à une sauvegarde contre la crise morale et matérielle du temps présent qui nous rappelle la femme libidineuse qui devient bigotte en vieillissant (1) — désormais

(1) On peut cependant constater certaines manifestations très sympathiques de ce mysticisme, que j'appellerai le *mysticisme social*. On peut citer les œuvres de Tolstoï, qui enveloppe son socialisme dans la doctrine de la « non résistance au mal par la violence » tirée du *Sermon sur la montagne*.

Tolstoï est aussi un *anti-militariste* éloquent et je suis heureux de

les partisans et les adversaires du socialisme sont forcés de reconnaître que, comme le christianisme à la dissolution du monde romain, le socialisme constitue l'unique force qui redonne l'espérance d'un avenir meilleur à la vieille société humaine et cela au nom d'une foi non plus inspirée par les élans inconscients du sentiment, mais déterminée par la sécurité consciente de la science positive.

voir citer dans son livre *le Salut est en vous*, Paris, 1894, un passage d'une de mes conférences contre la guerre.

Mais il reste en dehors de la science positive contemporaine et son œuvre perd ainsi de sa portée.

FIN

APPENDICE I

Monsieur le Directeur,

J'ai lu dans votre journal une lettre de M. H. Spencer qui, sur des renseignements indirects qu'on lui a envoyés sur mon livre : *Socialisme et Science positive*, « s'étonne de l'audace avec laquelle on s'est servi *de son nom* pour défendre le socialisme »,

Permettez-moi de vous dire qu'aucun socialiste n'a jamais rêvé de faire passer M. Spencer, qui est certainement le plus grand des philosophes actuels, comme un partisan du socialisme. Et il est bien étrange que quelqu'un ait pu lui faire croire qu'il y a, en Italie, assez d'ignorance, chez les écrivains aussi bien que chez les lecteurs, pour abuser d'une façon aussi grotesque du nom de H. Spencer, dont tout le monde connaît l'individualisme à outrance.

Mais autre chose est l'opinion personnelle de H. Spencer et la conséquence logique des théories positives sur l'évolution universelle, qu'il a développées plus et mieux que tout autre, mais dont il n'a pas le monopole officiel contre la libre expansion que le travail d'autres penseurs peut y apporter.

Moi-même, dans la préface de mon livre, j'ai fait remarquer que Spencer et Darwin s'étaient arrêtés à mi-chemin des conséquences logiques de leurs doctrines. Mais j'ai aussi démontré que ces doctrines mêmes constituaient le

fondement scientifique du socialisme de Marx, le seul qui, en s'élevant sur le socialisme sentimental antérieur, ait discipliné et systématisé positivement les relevés des faits sociaux, les conclusions politiques et la méthode évolutive de la tactique, tout en restant révolutionnaire dans le but.

Quant au darwinisme, ne pouvant pas répéter ici les arguments qui sont déjà dans mon livre et qui seront développés dans la deuxième édition, il me suffit de rappeler — puisqu'on croit pouvoir recourir aux arguments si peu concluants de l'autorité personnelle — que, parmi beaucoup d'autres, le célèbre Virchow a prévu, avec une grande clairvoyance, que le Darwinisme conduit directement au socialisme et que le célèbre Wallace, darwinien s'il en est, fait partie de la Ligue anglaise pour la *nationalisation de la terre*, qui constitue une des conclusions fondamentales du socialisme.

Et, d'autre part, qu'est-ce que la fameuse « lutte des classes » que Marx révélait comme la clef positive de l'histoire humaine, sinon la loi darwinienne de la « lutte pour la vie » transportée des individus aux collectivités ?

Aussi bien tout individu, toute classe ou groupe social lutte pour son existence. Et de même que la bourgeoisie a lutté contre le clergé et l'aristocratie, et a triomphé avec la Révolution française, de même aujourd'hui le prolétariat international lutte, et non par la violence, comme on nous en accuse toujours, mais par la propagande et l'association, pour son existence économique et morale, actuellement si mal assurée et si douloureusement opprimée.

Quant à la théorie de l'évolution, comment pourra-t-on ne pas voir qu'elle donne le démenti le plus éclatant aux théories classiques de l'économie politique, qui voit dans

les bases de l'organisation économique actuelle des lois éternelles et immuables ?

Le socialisme, au contraire, soutient que les institutions économiques, les institutions juridiques et politiques, ne sont que le produit historique d'une époque et que, partant, elles sont changeantes, puisqu'elles sont dans une évolution continuelle, par laquelle le présent diffère du passé, de même que l'avenir sera différent du présent.

H. Spencer croit que l'évolution universelle régit tous les ordres de phénomènes, à l'exception de l'organisation de la propriété, qu'il déclare destinée à exister éternellement dans sa forme individualiste. Les socialistes, au contraire, croient que l'organisation de la propriété devra subir, elle aussi, une transformation radicale et, prenant en considération ses transformations historiques, constatent que l'évolution économique se réalise et se réalisera de plus en plus — après les excès de la concentration individualiste — dans une socialisation croissante et complète des moyens de production, qui constituent la base physique de la vie sociale et collective et qui ne doivent et ne peuvent pas, par conséquent, rester dans les mains de quelques individus.

Entre ces deux doctrines, il n'est pas difficile de décider laquelle est le plus en accord avec la théorie scientifique de l'évolution physique et sociale.

En tous cas, avec tout le respect dû à notre père intellectuel, Herbert Spencer, mais aussi avec toute la fierté, à laquelle me donnent droit mes études et ma conscience scientifique, il me suffit d'avoir repoussé l'anathème que H. Spencer, sans avoir lu mon livre et sur des renseignements indirects et peu loyaux, a cru pouvoir lancer d'un ton si dogmatique contre une thèse scientifique, que je n'ai

pas seulement affirmée, moi, avec un *ipse dixi* qui a fait son temps, mais que j'ai étudiée et soutenue avec des arguments qui ont jusqu'ici attendu en vain une contradiction scientifique.

ENRICO FERRI.

Rome, juin 1895.

N. B. — Lettre adressée à un journal italien qui avait reproduit la lettre adressée à M. Fiorentino par M. H. Spencer.

APPENDICE II

SUPERSTITION SOCIALISTE

ET MYOPIE INDIVIDUALISTE

Parmi les nombreuses publications qui, pour ou contre le socialisme, ont paru en Italie depuis mon *Socialismo e scienza positiva* (1) — qui démontrait l'accord du socialisme avec les lignes fondamentales de la pensée scientifique contemporaine — le livre du baron Garofalo était attendu avec un vif intérêt (2). On l'attendait, à cause du nom bien connu de l'auteur et du désaccord ouvert et radical qui, avec son livre, venait de se dévoiler parmi les fondateurs de l'école criminelle positiviste, jadis si unis et

(1) Rome, juillet 1894. — Traduit en allemand par Kurella, Leipzig, Wigand, éditeur, 1895 ; en espagnol, Madrid, 1895 ; et par Pagro, Buenos-Ayres, 1895.

(2) *La Superstition socialiste*. Traduction française par M. Dietrich. Bibliothèque de philosophie contemporaine. Paris, Alcan, 1895.

si serrés dans la propagande et la défense de la nouvelle science — anthropologie et sociologie criminelle — créée par M. Lombroso.

Il est vrai que l'union scientifique entre les fondateurs de la nouvelle école criminaliste italienne formait un accord, mais ils ne furent jamais à l'unisson.

M. Lombroso porta dans l'étude du crime, comme phénomène naturel et social, l'impulsion originale et le relief éclatant et fécond des recherches anthropologiques et biologiques. J'ai apporté la systématisation théorique du problème de la responsabilité humaine, et mes recherches psychologiques et sociologiques m'ont permis de classer les causes naturelles du crime et les catégories anthropologiques des criminels. J'ai montré le rôle prépondérant de la prévention *sociale* — bien différente de la prévention policière — de la criminalité et démontré l'infinité de la répression, toujours violente et posthume (1).

M. Garofalo — tout en étant d'accord avec nous sur la diagnose de la pathologie criminelle — apporta cependant un courant d'idées propres, presque spiritualistes et moins hétérodoxes : telles que, par exemple, l'idée que l'anomalie du criminel est seulement une « anomalie morale » ; que la religion a une influence préventive sur la criminalité ; que la répression sévère en est, en tous cas, le remède efficace ; que la misère, non seulement n'est pas le facteur unique et exclusif du crime (ce que j'ai toujours soutenu et ce que je soutiens encore), mais qu'elle n'a aucune influence déterminante sur le délit ; que l'instruction populaire, au lieu d'être un moyen préventif, est, au contraire, un aiguillon, etc.

(1) E. Ferri, *la Sociologie criminelle*, traduction de l'auteur sur la troisième édition italienne. Paris, Rousseau, éditeur, 1893.

Ces idées, en désaccord évident avec les inductions de la biologie, de la psychologie et de la sociologie criminelles — ce que j'ai démontré ailleurs — n'empêchèrent pas cependant l'accord des positivistes de la nouvelle école. En effet, ces conceptions personnelles et surannées de M. Garofalo passèrent presque inaperçues. Son action fut surtout marquée par l'importance et le développement plus grand qu'il donna aux inductions purement juridiques de la nouvelle école, qu'il systématisa dans un plan de réformes pénales et procédurières, possible même aujourd'hui, pour éliminer les absurdités les plus aiguës, que la doctrine positiviste et son expérience de magistrat, quoique un peu unilatéralement, lui avaient fait remarquer dans la justice pénale. Il a été le juriste de la nouvelle école, M. Lombroso en fut l'anthropologue, et moi le sociologue.

Mais, tandis que chez M. Lombroso et chez moi s'accroissait de plus en plus la tendance progressiste et hétérodoxe, et cela jusqu'au socialisme, on pouvait déjà prévoir que chez M. Garofalo s'aviveraient les tendances orthodoxes et réactionnaires, abandonnant ainsi ce terrain commun, sur lequel nous avons combattu ensemble et pourrions combattre encore. Car je ne crois pas que ces discordes sur le terrain de l'avenir social doivent nécessairement empêcher notre accord sur le terrain plus borné de la diagnose présente d'un phénomène de pathologie sociale.

Deux cliniciens de tempérament intellectuel différent peuvent bien se trouver d'accord dans la diagnose d'une maladie, tout en étant en désaccord sur d'autres questions médicales ou même sur la prognose et le traitement de cette maladie, suivant l'orientation de leurs vues personnelles. Et ils peuvent, malgré cela, être d'accord pour défendre la diagnose faite en commun.

Il en est de même pour les partisans de l'école d'anthropologie criminelle. D'accord dans la constatation des absurdités d'une justice pénale inspirée par les théories classiques et métaphysiques; d'accord aussi dans l'observation expérimentale du crime et de sa diagnose, ils peuvent bien être en désaccord sur la prévision de l'avenir social. Cela cependant ne démontre rien contre la vérité de leurs observations anthropologiques et de leurs critiques d'ordre judiciaire, si ce n'est pour quelques adversaires plus ou moins superficiels ou bien pour quelques partisans dont l'esprit paresseux se complait dans la répétition inféconde de ce qu'il y avait de commun chez les initiateurs.

C'est là, en effet, un des secrets de la fécondité sans égale de la méthode expérimentale; car toute conquête sur l'inconnu reste irrévocable, malgré les doutes et les désaccords sur les conquêtes ultérieures. Dans les théories métaphysiques, au contraire, si une poutre de leur échafaudage syllogistique est vermoulue ou ébranlée, tout l'édifice tombe, en attendant qu'un autre échafaudage, auquel le sort réserve la même destinée, soit élevé par la fantaisie logique d'autres penseurs, sans le ciment et la trempe des observations positives.

Dans la lutte de la pensée humaine contre l'inconnu, les différentes religions s'excluent, les écoles métaphysiques se contredisent; les sciences positives se développent et se complètent.

Après l'exposé de cet épisode personnel, il faut examiner maintenant le contenu de cette « *Superstition socialiste* », pour voir, dans le schisme des criminalistes positifs, lequel d'entre eux suit le mieux la discipline de la science

expérimentale et trace plus rigoureusement la trajectoire de l'évolution humaine.

Il faut voir qui est plus positiviste, de celui qui, en portant la méthode expérimentale, au delà des recherches bornées de l'anthropologie criminelle, dans le champ de toute la science sociale, accepte toutes les conséquences logiques des observations scientifiques et donne son adhésion ouverte au socialisme marxiste — et de celui qui, positiviste et novateur dans une branche spéciale de la science, reste conservateur dans les autres branches, auxquelles il se refuse d'appliquer la méthode positive, et qu'il n'étudie plus avec un esprit critique, mais où il se contente de la répétition facile et superficielle des données du sens commun et routinier.

La lecture de ce livre met tout de suite en évidence, de la première à la dernière page, un contraste marqué entre M. Garofalo, criminologiste hétérodoxe, toujours prêt à la critique aiguë de la criminologie classique, toujours rebelle aux lieux communs usés de la tradition juridique, et M. Garofalo, antisocialiste, sociologue orthodoxe, routinier, qui trouve que tout est bien dans le monde présent, y compris le luxe improductif et insolent des *sportmen*, qui maudit la Révolution française, pour faire une description idyllique de l'ancien régime, en oubliant cependant le *parc aux cerfs*, et qui, sans apporter aucune observation originale, se borne à répéter les déclamations les plus superficielles de M. Guyot ou de quelque autre journaliste, et cela dans un langage violent, parfois puéril. Lui qui se distinguait auparavant par le ton de ses publications, toujours sereines et posées, nous laisse maintenant penser que, moins convaincu d'avoir raison qu'il ne voudrait le faire croire, il criaille et fait la grosse voix.

Par exemple, page 17, dans un style qui n'est ni aristocratique ni bourgeois, il écrit que « M. Bebel eut le *cynisme* de faire en plein Reichstag l'apologie de la Commune » ; et il oublie que la commune de Paris ne doit pas être historiquement jugée uniquement d'après les impressions répugnantes laissées par les narrations artificieuses et exagérées de la presse bourgeoise de ce temps-là. Malon et Marx ont montré, avec des documents indéniables et des considérations historiques inébranlables, quel est le jugement impartial qu'on doit porter sur la commune, malgré des excès qui — ainsi que me le disait à moi-même, au Père-Lachaise, un jour de 1879, M. Alfred Maury — furent dépassés de beaucoup par la férocité d'une répression sauvage.

De même, pages 20 et 22, il parle, je ne sais pourquoi, du « mépris » des socialistes marxistes pour le socialisme sentimental, que personne n'a jamais songé à *mépriser*, bien qu'on reconnaisse qu'il est peu en accord avec la discipline positive de la science sociale.

Et, page 154, il croit faire de la discussion... scientifique en écrivant : « En vérité, quand on voit que les hommes qui professent de semblables doctrines trouvent moyen de se faire écouter, on est obligé de reconnaître qu'il n'y a pas de limite à l'imbécillité humaine. »

Ah ! mon cher baron Garofalo, comme ce langage me rappelle celui de certains criminalistes classiques — t'en souviens-tu ? — qui croyaient combattre l'école positiviste avec un langage trop semblable à celui-ci, qui cache sous la phrase banale le manque absolu d'idées à opposer à la détestée, mais victorieuse hérésie !

Tout au contraire — quoique, page 129, M. Garofalo dise que « l'élégance de la forme doit produire un effet pitoya-

ble sur un vrai socialiste » — les socialistes d'aujourd'hui pensent que, pour être d'accord avec leurs principes politiques, de même qu'on ne croit plus nécessaire de porter des habits négligés ou un chapeau bossué, de même, à quelque école qu'on appartienne, la sérénité et la dignité du langage, surtout dans les livres d'une « Bibliothèque de philosophie », sont toujours l'indice d'une confiance certaine dans la vérité et la force de ses idées... et *vice versa*.

Mais, en dehors de ce langage inaccoutumé chez M. Garofalo, il n'est pas possible de ne pas voir le contraste étrange entre son talent critique et les nombreuses affirmations de ce livre, qui sont, tout au moins, d'une naïveté qu'on n'aurait jamais soupçonnée chez lui.

A la page 72, en note, pour combattre la théorie de H. George sur la confiscation de la rente, il écrit : « Mais M. George oublie que, dans le droit civil, existe la prescription par laquelle, après un temps déterminé, celui-là même qui ne possède aucun titre devient légitime propriétaire. »

Dans l'édition italienne, page 65, il défend aussi « celui qui possède de mauvaise foi »... ce qui est un comble ! Mais, même dans « l'édition expurgée », la défense juridique... et morale de la propriété privée n'en est pas moins merveilleuse !

Il est vrai qu'à la page 74, en individualiste du bon vieux temps, et avec un absolutisme désormais préhistorique, il déplore même les lois civiles qui ont limité le *jus utendi et abutendi* et qui ont fait « des blessures trop profondes à la propriété individuelle », parce que, dit-il, « les classes inférieures souffrent cruellement, non pas de l'existence des grandes fortunes, mais bien plutôt du malaise écono-

mique des classes supérieures » (page 77). Quelle audace de pensée critique et quelle profondeur de science économique !...

Et, à propos de ma constatation que la science contemporaine est toute dominée par l'idée et le fait de l'*agrégat social* — et, partant, du socialisme — contre la glorification que le dix-huitième siècle a faite de l'individu, et, partant, de l'individualisme, M. Garofalo m'oppose que « le roman de Robinson Crusoé a été emprunté à une histoire très véritable », en ajoutant que « l'on pourrait citer beaucoup de cas d'anachorètes et d'ermites qui n'eurent pas besoin de la compagnie de leurs semblables » (page 82).

Il croit avoir ainsi démontré que je me suis mépris, lorsque j'ai affirmé que l'espèce est la seule réalité éternelle de la vie et que l'individu — agrégat biologique lui-même — ne vit pas seul et par lui seul, mais seulement en tant qu'il fait partie d'une collectivité, à laquelle il doit toutes les conditions créatrices de son existence matérielle, morale et intellectuelle.

Vraiment, si M. Garofalo avait employé de ces arguments-là pour combattre les absurdités de la métaphysique pénale et pour soutenir les hérésies de l'école positiviste, celle-ci ne le citerait certainement pas parmi ses initiateurs les plus éloquents et les plus suggestifs. De sorte que, l'homme étant le même, il faut conclure que c'est seulement à la faiblesse de la cause aujourd'hui défendue par lui qu'il doit la platitude de tels arguments.

Et sa vigueur critique n'augmente pas, lorsque, prenant à son compte le refrain, que la société collectiviste sera comme un couvent, il dit : « Serons-nous tous ouvriers ? Mais quoi ! Nous serons tous mendiants ! Notre activité quotidienne n'aurait pas d'autre but que de nous procurer

un « bon » pour une espèce de cuisine économique ! Qu'on se figure les intrigues et les fraudes en vue d'obtenir ces bons, qui dès le premier jour rempliraient le rôle de l'argent à peu de travail ou sans aucun travail ! Qu'on se figure les *privileges*, les exemptions, les dépenses, les certificats de feintes maladies, les bons de famille, les bons doubles et tous les bons imaginables (page 87) ! »

Il est vrai que le livre de M. Garofalo a été écrit, de son aveu, pour les bons bourgeois et non pas pour les hommes de science ; mais puisqu'il a été traduit et publié dans une célèbre « Bibliothèque de philosophie contemporaine », est-il possible de croire qu'un homme de talent, tel que M. Garofalo, pense vraiment que tout le socialisme soit dans les « bons » pour une « espèce de cuisine économique » ?

Cette façon de polémiser ressemble trop aux sermons des prêtres de campagne, pour que je croie utile d'y répondre. Je dirai seulement que ces discours de mon ami le baron Garofalo me rappellent les objections que les criminalistes nous opposaient, il y a une dizaine d'années, en disant que l'anthropologie criminelle n'était qu'une mensuration de crânes et que la justice pénale de l'avenir aurait pour criterium de responsabilité la longueur du nez chez le criminel !...

Et cependant M. Garofalo, au lieu de ces banalités à dormir debout, aurait pu discuter sérieusement la thèse fondamentale du socialisme, qui, par la propriété sociale de la terre et des moyens de production, tend à assurer à tout individu les conditions d'une existence plus humaine et d'un développement complet et vraiment libre de sa personnalité physique et morale. Car alors seulement, le pain quotidien du corps et de l'esprit lui étant assuré, tout

l'homme pourra, comme disait Goethe, « devenir ce qu'il est » au lieu de s'éteindre, atrophié, dans la conquête spasmodique et épuisante du pain quotidien, trop souvent aux dépens de la dignité personnelle ou des aptitudes intellectuelles, dans un gaspillage évident de forces humaines, au grand désavantage de toute la société, et avec les apparences de la liberté individuelle, mais en réalité avec la soumission du grand nombre à la classe des possesseurs du monopole économique.

Mais M. Garofalo s'est tout à fait abstenu de ces discussions, où l'on peut, de part et d'autre, apporter des arguments scientifiques. Il s'est borné, au contraire, même lorsqu'il a essayé de discuter sérieusement, à la répétition des lieux communs les plus superficiels.

Ainsi, par exemple (page 92), contre les socialistes qui soutiennent que les variations du milieu social détermineront nécessairement un changement dans les aptitudes et les activités individuelles, il écrit : « Mais le monde ne peut changer, si les hommes ne commencent d'abord par se transformer sous l'influence de ces deux facteurs idéaux : l'honneur et le devoir. »

C'est-à-dire que l'homme ne doit se jeter à l'eau..., si auparavant il n'a appris à nager, tout en restant à terre.

Rien, au contraire, n'est plus conforme aux inductions positives de la biologie et de la sociologie, que l'idée socialiste, suivant laquelle les changements du milieu déterminent des changements corrélatifs, physiologiques et psychiques, chez les individus. L'âme du darwinisme, n'est-elle pas toute dans la variabilité, organique et fonctionnelle, des individus et des espèces sous l'influence modificatrice du milieu, confirmée et transmise par sélection naturelle ? Et le néo-darwinisme, lui-même, n'est-il pas

tout dans l'importance toujours croissante donnée aux changements du milieu, pour expliquer les variations des êtres vivants ?

Et, dans l'ordre sociologique, de même que, suivant les démonstrations répétées et non suspectes de Spencer, dans le passage du type guerrier au type industriel des sociétés humaines — que Saint-Simon avait déjà signalé — change aussi, en s'y adaptant, cette « nature humaine » que les antisocialistes nous opposent comme quelque chose d'immuable et de fixe, tel que les « espèces créées » de l'ancienne biologie ; de même, dans le passage graduel à une organisation collectiviste, la nature humaine s'adaptera nécessairement aux conditions sociales modifiées.

Certes, la nature humaine ne changera pas dans ses tendances fondamentales ; et, par exemple, l'homme comme l'animal fuira toujours la douleur et recherchera le plaisir, puisque celui-là est une diminution et celui-ci un accroissement de la vie ; mais cela n'empêche pas que l'application et la direction de ces tendances biologiques ne puissent et ne doivent changer avec les changements du milieu. De sorte que j'ai pu ailleurs démontrer que l'égoïsme individuel certes existera toujours, mais il agira d'une façon profondément différente, dans une société orientée vers une vraie solidarité humaine, de la manière dont il agit dans le monde individualiste et moralement anarchique d'aujourd'hui, monde où tout homme, par la soi-disant concurrence libre, est forcé de suivre son égoïsme antisocial, c'est-à-dire d'être en opposition, et non en accord, avec les nécessités et les tendances des autres membres de la société.

Mais la répétition des lieux communs les plus usés atteint son comble, certes, par une inattention de l'auteur, là où M. Garofalo écrit ces lignes merveilleuses :

« En apparence, beaucoup de jeunes gens de familles aristocratiques ne travaillent pas. Il est cependant plus exact de dire qu'ils ne font aucun travail productif pour eux-mêmes, mais ils travaillent également (!), et c'est au profit des autres !

« En effet, ces gentlemen « oisifs » sont généralement adonnés au sport — chasse, navigation, équitation, escrime — ou aux voyages, ou au dilettantisme dans les arts, et leur activité, improductive pour eux-mêmes, fournit des occupations profitables à un nombre immense de personnes (p. 183). »

Un jour, étudiant des détenus, l'un d'entre eux me dit : — On crie tant contre les criminels qu'ils ne travaillent pas ; mais si nous n'existions pas, « un nombre immense de personnes » — geôliers, gendarmes, juges, avocats, resteraient sans « occupation profitable (1) ! »

* *

Après avoir noté ces *spécimens* d'inattention scientifique, et avant d'aborder l'examen des rares arguments scientifiquement développés par M. Garofalo, il est utile, afin de pouvoir porter un jugement général sur son livre, de mon-

(1) Et dans la traduction française, M. Garofalo soutient encore son affirmation miraculeuse, même contre les objections de M. Nitti, un éclectique et un opportuniste, mais un économiste de talent, qui, à ce propos, déclarait « que Bastiat lui-même n'a jamais rien dit de semblable ».

Voici la réponse de M. Garofalo : « Supposons que les grands parcs seigneuriaux soient exploités par des compagnies de chasse. Les piqueurs, palfreniers et valets seraient-ils aussi bien nourris et logés au service de la compagnie qu'ils ne le sont aujourd'hui chez des riches seigneurs ? » Mais.... d'abord, on pourrait supposer que « les

trer à quel point il a oublié les règles les plus élémentaires de la méthode positive.

Et il sera utile aussi d'y joindre quelques exemples d'erreurs de fait portant ou sur la science en général ou sur les doctrines combattues par lui.

A la page 41, parlant de l'œuvre scientifique de Marx avec un dédain qui ne peut être pris au sérieux, parce qu'il ressemble trop à celui des théologiens pour Darwin ou à celui des juristes pour Lombroso, il fait ce raisonnement curieux : « En partant de la supposition que toute propriété privée est injuste, ce n'est pas la logique qui manque à la doctrine de Marx. Mais si l'on reconnaît, au contraire, que chaque individu a le droit de posséder quelque chose en propre, il en résulte immédiatement la conséquence inévitable du fruit du capital, et, partant, de l'augmentation de celui-ci. »

Ah ! monsieur de la Palisse, vous qui avant de mourir étiez encore en vie, comme votre souvenir joyeux se présente ici à l'esprit par une invincible association d'idées !

Certes, si l'on admet *a priori* le droit de propriété individuelle sur la terre et les moyens de production..., il est inutile de se mettre à discuter.

Mais le malheur est que toute l'œuvre scientifique de Marx et des socialistes a précisément pour objet de donner

grands parcs » seraient cultivés en vue d'une production utile, au lieu d'être abandonnés à des compagnies de chasse.

Et, en second lieu, le parasitisme des domestiques, dont le nombre croît dans les époques de décadence, n'est-il pas un phénomène de pathologie sociale, alors que tant de personnes sont adonnées aux soins personnels « du grand seigneur au lieu de travailler à la production d'objets utiles ? » Si le raisonnement de M. Garofalo était vrai, il s'ensuivrait que la société aurait plus d'intérêt à avoir plus de « pares seigneuriaux » et de valets que de champs cultivés et d'ouvriers agricoles ou industriels.

les preuves positives de la genèse véritable de la propriété capitaliste — surtravail non payé au travailleur — et de mettre fin aux vieilles fables du « premier occupant », de l'« épargne accumulée » qui ne sont que des exceptions de plus en plus rares.

D'ailleurs, la négation de la propriété individuelle n'est pas « la supposition », mais la conséquence logique et inexorable des prémisses *de fait* et des constatations *historiques* faites, non seulement par Marx, mais par une pléiade nombreuse de sociologues qui, en laissant de côté les réticences et les réserves mentales du conventionnalisme orthodoxe, deviennent par cela seul des socialistes.

Quant à l'œuvre posthume de Marx, dont parle M. Garofalo dans sa préface à la traduction française (p. 12), à propos de cette affirmation de M. Loria, que le troisième volume du *Capital* de Marx est le suicide de la théorie de la plus-value, et que, partant, Marx et le socialisme sont bien morts et ensevelis sous leurs décombres mêmes — il est facile de répondre. D'abord l'opinion de M. Loria n'est pas indiscutable même sur la question technique des quelques faits économiques dont la théorie de la *plus-value* ne donnerait pas l'explication, car il y a d'autres économistes qui ne pensent pas comme M. Loria, à propos du troisième volume du *Capital*. Et, en second lieu, sans rappeler que M. Loria lui-même, après tout le vacarme mené par la presse bourgeoise italienne à propos de son jugement sur l'œuvre posthume de Marx, a déclaré publiquement que, malgré tout, il pense que le socialisme représente la vérité scientifique dans l'économie politique, nous pouvons rappeler aussi à nos adversaires que l'œuvre de Marx, base du socialisme scientifique, n'est pas toute, tant s'en faut, dans la théorie technique de la *plus-value*,

mais qu'elle est aussi dans les théories sociologiques inébranlables de la « lutte des classes » et du « matérialisme historique. »

Non moins étrange, pour un positiviste, est le raisonnement artificiel qui permet à M. Garofalo de soutenir, dans le chapitre II, que les socialistes n'ont pas de logique, parce que si le passage au collectivisme est déterminé par l'accumulation progressive des richesses dans un petit nombre de mains, « ils devraient donc favoriser cette accumulation ». Comme si l'évolution sociale n'était pas, elle aussi, une évolution naturelle et, partant, supérieure au libre arbitre des individus et des partis !

Mais c'est précisément en cela que consiste la force du socialisme scientifique de Marx et Engels. Il a transporté dans le champ de l'économie politique l'idée et le sens positif de l'évolution historique et naturelle, et se borne à constater un ordre de succession dans les formes sociales, de même que la biologie darwinienne ne fait que constater un ordre de succession dans les formes organiques.

Un métaphysicien ou un théologien seuls pourraient inviter un biologiste darwinien à s'opposer ou à favoriser la succession des formes zoologiques, et ils seraient en cela conséquents avec leur système artificialiste, qui attribue au libre arbitre de l'homme ou à la providence divine le pouvoir de changer le cours naturel des choses. Mais qu'un naturaliste, un positiviste croie surprendre « en délit de flagrante contradiction » le socialisme contemporain, par cela seul qu'il pense que les phases de l'évolution sociale sont l'effet nécessaire de causes naturelles et que le rôle de la science consiste seulement à rechercher et à constater ces causes et leur dynamique naturelle, voilà vraiment une prétention qui va contre les règles les plus élé-

mentaires de ce positivisme scientifique, au nom duquel on prétend le combattre.

Et cet oubli de tout criterium naturalistique n'est ni occasionnel ni transitoire chez M. Garofalo. Car il récidive plusieurs fois encore, comme, par exemple (page 59), lorsqu'il répète, en s'appuyant sur un article du sénateur Negri, que la tendance de la société vers le collectivisme n'est pas vraie, parce que « l'Amérique et l'Australie sont des nations nées d'hier, libres de tout poids désagréable des traditions, qui pourraient en conséquence s'adapter facilement au moule qui leur paraîtrait le plus convenable », et cependant ce sont les pays où la propriété individuelle s'affirme dans sa plus grande acuité.

Comme si l'alphabet de l'évolutionnisme ne contenait pas cette règle que « les phases de l'évolution sociale ne sauraient être supprimées ni sautées » et qu'elles peuvent seulement être plus ou moins rapides, de même que les phases de l'évolution biologique, par suite de l'influence de causes naturelles concurrentes. Autant vaudrait dire que la loi ontogénétique de Haeckel n'est pas vraie, parce qu'un homme qui voudrait en faire application à lui-même ne pourrait pas passer de l'enfance à la virilité sans passer par la jeunesse.

Et cependant M. Garofalo a si complètement oublié même cette règle élémentaire du naturalisme positiviste, (p. 144-149), que, citant un article de M. de Varigny, il revient sur cet argument et pense trouver une preuve contre le socialisme contemporain dans un essai de « collectivisme par rapport à la production agraire » du chinois Wang-Uyan-Ché, qui a complètement échoué au onzième siècle. C'était, dit-il, « un homme d'une prodigieuse intelligence et d'une éloquence remarquable » (ah ! pourquoi M. Edison

n'avait-il pas déjà inventé le phonographe !...) mais il fut vite désillusionné, parce que « les paysans s'empresaient d'échanger la semence que leur fournissait gratuitement l'assistance publique, pour se procurer les objets dont ils manquaient ».

C'est toujours la même objection. Les « libéraux » ne s'imaginent-ils pas toujours combattre le droit au travail en invoquant l'expérience artificielle des « ateliers nationaux » de 1848 ?

Mais le socialisme contemporain, justement parce qu'il est en complet accord avec la pensée scientifique et positive, n'a plus les illusions de ceux qui s'imaginent que demain — avec un dictateur « de prodigieuse intelligence et d'éloquence remarquable », chargé d'organiser le collectivisme par voie de décrets et de règlements — on pourrait sauter les phases intermédiaires. D'ailleurs, l'individualisme absolu et effréné ne s'est-il pas transformé déjà en un individualisme limité et en un collectivisme partiel, par les limitations légales du *jus abutendi* et par la transformation continue en fonction sociale ou en propriété publique des services (éclairage, eau potable transports, etc.) ou des propriétés (routes, ponts, canaux etc.), qui constituaient autrefois des services et des propriétés privées. Ces phases intermédiaires ne peuvent être supprimées par décret, mais elles se développent et s'épuisent naturellement et quotidiennement, sous la pression des conditions économiques et sociales; mais, par un processus naturel et partant inexorable, elles se rapprochent toujours davantage de cette phase ultérieure du collectivisme absolu des moyens de production, que les socialistes n'ont pas inventée, mais qu'il ne font que constater et prévoir positivement le cours, qu'ils peuvent accélérer en donnant

aux prolétaires, constitués en parti de classe, une conscience plus claire de leur rôle historique.

Mais ce ne sont pas seulement des défauts de méthode, ce sont aussi de véritables erreurs de fait qu'on trouve éparses dans toute la trame de ce livre, qui est aussi tourmenté par une contradiction intime et continue à propos de la thèse d'intransigeance absolue contre le socialisme, que l'auteur se propose de soutenir, mais qu'il ne peut maintenir grâce à la suggestion irrésistible des choses, ainsi que nous le verrons dans la conclusion de cette analyse.

Dans le chapitre IV, M. Garofalo prétend que la civilisation serait menacée de ruine par l'élévation des classes populaires. M. Garofalo, qui est d'ancienne famille aristocratique, affirme que « le Tiers-État, qui devait substituer les jeunes énergies à une aristocratie déchue et dégénérée, montra *au centuple* les défauts et la corruption de celle-ci » (p. 206). Ce n'est certainement pas là un jugement historique exact; car il est certain que le Tiers-État qui conquit avec la Révolution française la domination politique, déjà préparée par une préalable domination économique, a donné, dans le courant du dix-neuvième siècle, une impulsion nouvelle et puissante à la civilisation. Et si aujourd'hui, après un siècle de domination sans conteste, la bourgeoisie montre « au centuple » les défauts et la corruption de l'aristocratie du dix-huitième siècle, cela ne signifie pas autre chose, sinon que le Tiers-État se trouve à son tour au terme de la parabole, de sorte que l'avènement d'une phase sociale ultérieure devient une nécessité historique imminente.

Mais, ajoute M. Garofalo, c'est là le danger pour la civilisation que menace le socialisme ; car « si l'on considère ce qui constitue *le principal frein de la conduite* — le sentiment de l'honneur — on ne pourra nier que, plus on descend, plus ce sentiment est faible ou rare » (p. 206).

Or, ce sont là deux erreurs évidentes de psychologie individuelle et sociale.

Il est inexact d'abord que « le principal frein de la conduite » soit *le sentiment de l'honneur* ; la psychologie normale et la psychologie criminelle ont déjà positivement établi que le frein principal de la conduite humaine est constitué par le *sens moral* ou social, dont le sentiment de l'honneur n'est qu'un des côtés les plus voyants, mais non pas la partie substantielle, c'est-à-dire le respect des conditions d'existence des autres membres de la société, dans la dynamique de répulsion au crime ou à une conduite généralement antisociale ou immorale.

La deuxième erreur, dans les lignes précédemment citées, est dans cette affirmation que le sens moral ou même le sentiment de l'honneur est plus faible ou plus rare dans les classes populaires que dans les classes aisées. Il est, certes, différent suivant les différents degrés d'évolutions, tantôt plus primitif et plus simple, tantôt plus raffiné et plus complexe ; mais il faut se demander encore si la conduite humaine n'est pas mieux guidée par un sens moral élémentaire, qui appelle pain le pain et voleur le voleur, que par un sens moral si raffinée qu'il permet de « côtoyer le code pénal », pourvu que les apparences soient sauvées.

Et M. Garofalo lui-même n'a-t-il pas autrefois soutenu que le penchant au crime, n'étant, suivant lui, déterminé en aucune façon par la misère, existe en proportions égales, dans les classes aisées et dans les classes popu-

laires ? Et n'a-t-il pas ajouté, même en s'appuyant sur les données de la statistique criminelle, que certains délits (contre les personnes ou contre la foi publique) sont proportionnellement plus nombreux dans les couches sociales les plus élevées ?

Or, on sait que dans les classes populaires tout penchant antisocial revêt des formes violentes, tandis que dans les classes élevées le même penchant trouve un plus grand nombre de déguisements. D'où vient ce changement de scène, qui permet à M. Garofalo d'apporter maintenant une affirmation toute contraire, et cela non pas dans telle ou telle théorie — toujours modifiable — mais à propos d'une constatation de fait ?

Une autre erreur de psychologie criminelle — naturelle chez des spiritualistes et des métaphysiciens, mais qui peut nous surprendre chez un positiviste — c'est l'influence que M. Garofalo attribue au sentiment religieux sur la conduite humaine. « L'enseignement moral n'a pas de sens, ou, tout au moins, pas d'efficacité, sans une base religieuse » (p. 267). Et de cette prémisse psychologique erronée, il tire cette conséquence qu'il faut revenir à l'enseignement religieux dans les écoles « en recrutant les maîtres parmi les hommes d'âge mûr, les pères de famille ou les *ministres du culte* » (p. 268).

En combattant cette conclusion, vraiment surprenante chez un positiviste, il est inutile de rappeler l'expérience qu'on a déjà faite autrefois de la prétendue influence moralisatrice du prêtre dans l'école ; et il est inutile aussi de rappeler les statistiques criminelles des attentats à la pudeur commis par les prêtres condamnés au célibat. Il est également superflu d'ajouter qu'en tous cas, en faisant de nouveau du prêtre un maître d'école, il faudrait lui recom-

mander de ne rappeler jamais les invectives de Jésus contre les riches, la parabole du chameau passant à travers le trou d'une aiguille, ou les invectives plus violentes encore des pères de l'Église contre la propriété privée ; car, longtemps avant Proudhon, saint Jérôme avait dit que « la richesse est toujours le produit d'un vol ; s'il n'a pas été commis par le propriétaire actuel, il le fut par ses ancêtres », et saint Ambroise ajoutait que « la nature a établi la communauté ; de l'usurpation seule naquit la propriété privée ».

S'il est vrai que plus tard l'Église, à mesure qu'elle s'éloignait des doctrines du Maître, prêcha en faveur des riches, en laissant aux pauvres l'espoir du paradis ; et s'il est vrai, comme le dit M. Garofalo, que « les philosophes chrétiens exhortaient les pauvres à sanctifier les tribulations de la pauvreté par la résignation » (p. 166) ; il est vrai aussi que, par exemple, Bossuet dans le « sermon sur les dispositions relatives aux nécessités de la vie » reconnaissait que « les murmures des pauvres sont justifiés ; pourquoi cette inégalité de conditions ? Tous formés de la même boue, rien ne peut la justifier ». De sorte que, récemment, M. Giraud-Teulon, au nom d'un libéralisme hermaphrodite, rappelait que « le droit de propriété individuelle est par l'Église plutôt toléré en fait que présenté comme base nécessaire de la société civile. Il est même maudit dans son principe inspirateur par les Pères de l'Église » (1).

Mais, en dehors de tout cela, il me suffit de constater que la prémisse psychologique, d'où part M. Garofalo, est erronée en elle-même.

Etudiant ailleurs l'influence du sentiment religieux sur

(1) Giraud-Teulon, *Double péril social. — L'Église et le Socialisme*, Paris 1894, p. 17.

la criminalité (1), j'ai démontré, par des documents positifs, que les croyances religieuses, efficaces pour les individus déjà doués d'un sens social normal, puisqu'elles ajoutent à la sanction de la conscience morale (qui du reste suffit à elle seule) les sanctions d'outre-tombe — « la religion est l'assureuse de la justice (2) » — sont cependant tout à fait inefficaces, lorsque le sens social, par suite de telle ou telle anomalie physio-psychique, est atrophié ou inexistant. De sorte que la croyance religieuse, en tant que règle de conduite sociale, est en même temps superflue pour les honnêtes gens, et tout à fait inefficace pour ceux qui sont malhonnêtes, si même elle n'est capable d'augmenter la propension au mal en développant le fanatisme religieux ou l'espoir du pardon dans la confession, l'absolution *in articulo mortis*, etc.

Cette donnée psychologique ne trouve que trop de confirmations dans la vie quotidienne, et l'on sait que les croyants aussi bien que les athées fournissent leur contingent de gredins et de criminels.

On comprend — du moins comme un expédient aussi utilitaire qu'hypocrite — l'argument de ceux qui, athées pour leur compte, veulent toutefois conserver les croyances religieuses pour le peuple, parce qu'elles exercent une action dépressive et qu'elles empêchent toute revendication énergique des droits et des jouissances humaines *ici-bas*. Le dieu-gendarme est une illusion comme une autre ; car on suppose, avec l'artificialisme habituel, que le sentiment religieux, au lieu de suivre, lui aussi, une évolution

(1) E. Ferri, *l'Omicidio nell' antropologia criminale*, Turin 1895, avec *Atlas* et plus spécialement *Religion et Criminalité* dans la *Revue des Revues*, octobre 1895.

(2) De Molinari, *Science et Religion*, Paris 1894.

naturelle, peut être éteint ou rallumé par décret ministériel ; mais, du moins, c'est là une affirmation d'opportunisme et d'empirisme politique, qui n'a aucune prétention scientifique ; cette prétention est, au contraire, dans les affirmations de M. Garofalo, qui ne semble pas se soucier des inductions les plus certaines de la psychologie criminelle.

A ces erreurs psychologiques, M. Garofalo a ajouté une si grave erreur biologique, qu'il m'est permis de supposer que dans sa fougue antisocialiste, il a été frappé d'amnésie scientifique passagère.

A la page 231, il écrit : « Pour les socialistes, l'inégalité des conditions économiques, qui ne permet pas toujours aux plus méritants d'être suffisamment estimés et récompensés, est la grande injustice sociale qu'il est nécessaire de supprimer. Pour nous, au contraire, cette inégalité, qui est un effet naturel du développement social et qui ne peut se supprimer, a pourtant son bon côté, *parce qu'elle est un moyen de progrès moral et intellectuel* ».

Je renonce à relever cette prophétie gratuite que l'exagération des inégalités sociales naturelles causées par les inégalités ne pourra point être supprimée ; car de cela je m'en suis occupé dans mon livre : *Socialisme et science positive*.

Je ne veux retenir ici que cette affirmation que les inégalités sociales, principalement économiques, sont « un moyen de progrès moral et intellectuel », car elle reçoit les démentis les plus nets des données les plus positives de la biologie et de la sociologie les plus orthodoxes.

Cette affirmation de M. Garofalo se complète, en effet, par cette autre, page 237, que « la propriété héréditaire est actuellement la garantie unique d'une bonne éducation, la

seule force qui subsiste encore dans le monde pour la sélection d'individus, qui ne sont pas absolument les plus forts au point de vue physique ou intellectuel, mais qui sont aptes, par leur structure mentale, à apprécier et à conserver les conquêtes de la civilisation ».

Or, il suffit de se souvenir des conclusions auxquelles sont arrivés des savants tels que Lucas, Galton, Morel, Ribot, Jacoby, etc., sur « la sélection naturelle dans ses rapports avec l'hérédité chez l'homme » (Jacoby, Paris, 1884) pour savoir, au contraire, que c'est un fait biologique et historique indéniable, que tout monopole, de la richesse ou du pouvoir, est une source inévitable de dégénérescence physique et mentale.

La transmission héréditaire d'un privilège économique ou politique use en effet ou atrophie chez les descendants toute énergie vitale et, en y ajoutant l'abus inévitable de la force possédée gratuitement, condamne toutes les aristocraties, du sang, de l'or ou du pouvoir, à une succession de faiblesse physique et de dégénérescence psychique jusqu'à l'extinction par stérilité.

Sans compter que, d'autre part, le monopole de la richesse dans quelques familles a pour contre-coup inséparable la misère dans beaucoup d'autres, et que par cette voie encore il conduit à une autre série de maux et de dégénérescences.

Voilà la sélection progressive et l'aptitude à conserver les conquêtes de la civilisation !...

Or, que des sociologues improvisés *ad usum delphini* ignorent ces données désormais incontestables de la biologie, rien d'étrange à cela : mais qu'un positiviste illustre et érudit, tel que mon ami le baron Garofalo, ait à fonder ses raisonnements antisocialistes sur des erreurs si évidentes

et si grossières, voilà ce qui prouve comment, dans le désaccord des positivistes à propos du socialisme, les prémisses scientifiques sont toutes du côté des hétérodoxes.

*
* *

Ces erreurs de fait dans les sciences biologiques, et psychologiques ne sont pas les seules. Il y en a une autre, relative aux doctrines socialistes, que, par loyauté scientifique, M. Garofalo aurait dû s'efforcer de bien connaître et d'exposer exactement, avant de les combattre. Sinon, M. Garofalo ne ferait que se servir ici de ces fourberies de polémique des adversaires de l'école criminelle positiviste, qu'il a tant stigmatisées alors, lorsqu'on combattait, non pas les doctrines telles que nous les soutenions, mais telles que nos adversaires nous les attribuaient, en les déformant afin d'en rendre la réfutation plus facile.

En effet, page 14, M. Garofalo commence par affirmer que « la vraie tendance du parti dit des travailleurs est de s'emparer du pouvoir, *non pas dans l'intérêt de tous*, mais pour exproprier la classe dominante et *se substituer à elle*. Ils n'en font d'ailleurs aucun mystère dans leurs programmes ». Cette affirmation se retrouve p. 210, etc.

Or, il suffit d'avoir lu les programmes du parti socialiste, depuis le *Manifeste* de Marx et Engels jusqu'aux publications de propagande, pour savoir au contraire que le socialisme contemporain veut et déclare vouloir arriver à la suppression générale de toute division des classes sociales, en supprimant la division du patrimoine social de production, et, partant, se proclame résolu à réaliser le bien-être *de tous* et, non pas seulement — comme quelques myopes continuent à le croire — celui d'un quatrième

État, qui n'aurait qu'à continuer l'exemple égoïste du Tiers-État.

Partant de cette donnée fondamentale du socialisme que *tout individu*, à moins d'être un enfant, un malade ou un invalide, *doit travailler pour vivre*, quel que soit le travail utile qu'il accomplisse, il s'ensuit cette conséquence inévitable que, dans une société ordonnée sur ce principe, tout antagonisme de classe deviendra impossible ; car cet antagonisme existe seulement lorsque la société comprend une grande majorité qui travaille pour vivre mal et une petite minorité qui vit bien sans travailler.

Cette erreur initiale naturellement domine toute la trame du livre. C'est ainsi, par exemple, que le chapitre III est consacré à démontrer que « la révolution sociale préparée par les nouveaux socialistes sera la destruction de tout *l'ordre moral* de la société, parce qu'il lui manque un *idéal* qui en soit l'étendard lumineux » (page 159).

Laissons de côté, mon cher baron, le fameux « ordre moral » de cette société qui enrichit et décore les voleurs gantés et considérables des Panamas grands et petits, des banques et des chemins de fer et qui condamne à la réclusion les enfants et les femmes qui volent du bois sec ou de l'herbe dans des champs ayant appartenu autrefois à la commune.

Mais dire que le socialisme manque d'*idéal*, lors même que ses adversaires lui reconnaissent cette immense supériorité et cette force d'opposer au scepticisme affairiste du monde présent, la foi ardente d'une justice sociale meilleure pour tous et de présenter par là une ressemblance si évidente avec le christianisme primitif et régénérateur (bien différent de sa « dégénérescence graisseuse » qu'on appelle le catholicisme), c'est vraiment, pour un positi-

viste, se mettre en rébellion aveugle contre la réalité la plus évidente du fait quotidien.

M. Garofalo en arrive même à dire que « le manque du nécessaire pour vivre » est un fait très exceptionnel et que, partant, « le prolétariat est *une condition sociale* comme toutes les autres, et le manque de capital, qui en est le caractère, une condition économique permanente *qui n'a rien d'anormal* POUR CEUX QUI Y SONT HABITUÉS (1) ».

Alors — tout en passant sur ce quiétisme commode et égoïste, qui ne trouve rien d'anormal dans la misère... d'autrui — on comprend comment l'exactitude la plus élémentaire dans la constatation des faits manque à M. Garofalo, lorsqu'on se rappelle la masse douloureuse et toujours plus nombreuse des *sans-travail*, qui est quelquefois un fait « local et transitoire », mais qui, dans ses formes aiguës ou chroniques, est toujours l'effet nécessaire et indéniable de l'accumulation capitaliste et du machinisme, qui sont à leur tour la source du socialisme contemporain, substantiellement différent du socialisme ancien et médiéval, et par la rigueur scientifique de ses prémisses et par ses conclusions.

Mais l'équivoque fondamentale, dont tant de penseurs — y compris M. Garofalo — ne peuvent pas se libérer et à laquelle j'ai cédé moi-même avant de pénétrer, grâce à la

(1) Ces lignes sont d'un autre ouvrage de M. Garofalo (*Criminologie*, Paris 1894, deuxième partie, chap. III), et il les avait citées dans l'édition italienne de la *Superstition socialiste*.

Il ne les a pas reproduites cependant dans la traduction française, tout en y maintenant le raisonnement résumé par ces lignes.

Leur suppression n'est donc qu'un expédient inutile, après les critiques qui ont été faites en Italie. — Cela fait penser à l'autruche qui croit n'être pas vue parce qu'elle cache sa tête sous son aile.

théorie marxiste du matérialisme historique — ou, plus exactement, du déterminisme économique — dans le véritable esprit de la sociologie socialiste, est celle-ci : on juge les inductions du socialisme suivant les données biologiques, psychologiques et sociologiques du monde présent sans penser aux changements nécessaires qui seront déterminés par un milieu différent économique et partant moral et politique.

Dans le livre de M. Garofalo se retrouve cette pétition de principe qui se refuse à croire à l'avenir au nom du présent, qu'on déclare immuable — tout comme si dans les premières époques géologiques on avait conclu de la flore et de la faune d'alors à l'impossibilité d'une flore et d'une faune aussi différentes que le sont les cryptogames des conifères, les mollusques des mammifères.

Ce qui confirme, une fois de plus, l'observation que j'ai précédemment faite, que nier le socialisme c'est implicitement nier cette loi d'évolution universelle et éternelle, qui constitue cependant l'orientation de la pensée scientifique contemporaine.

À la page 16, M. Garofalo prophétise qu'avec le triomphe du socialisme « nous verrions reparaître le règne de la force physique, irrationnelle et brutale et que nous assisterions, *comme cela arrive chaque jour*, dans les plus basses couches de la populace, au triomphe des hommes les plus violents ». Et il le répète pages 209-210 ; mais il oublie que, dans la prémisses socialiste d'un milieu social mieux ordonné, cette brutalité, qui est le produit de la misère et de la non éducation présentes, devrait nécessairement s'atténuer de plus en plus, et finalement disparaître.

Or, la possibilité de cette amélioration du milieu social, qu'affirme le socialisme, est une thèse qu'on peut discuter ;

mais qu'un écrivain, pour nier cette possibilité, oppose à l'avenir les effets d'un présent qu'on veut précisément éliminer, voilà où se cache l'équivoque insidieuse dont la découverte suffit pour ôter toute base à toutes les argumentations diverses qui en dérivent.

A l'argumentation socialiste de M. Jules Guesde, que, « dans une nation maîtresse de ses moyens de production, *chaque ouvrier* s'efforcerait d'obtenir le produit maximum dans le temps minimum possible, parce que l'augmentation de la production et la réduction du temps de travail se traduiraient en jouissances accrues pour tous les travailleurs », M. Garofalo répond, à la page 49, que « le fruit du travail devant se répartir également entre tous les ouvriers d'une nation, supposons vingt millions, l'augmentation de produit due à l'activité plus grande d'un *ouvrier* ne formerait qu'une quantité infinitésimale de la somme totale dont le *bon ouvrier* n'aurait, pour sa quote-part, qu'une vingt-millionième partie » !

Or, voici de nouveau la même équivoque. M. Garofalo suppose que l'augmentation d'activité et de produit se réalise chez *un seul ouvrier* et que *cette augmentation seule* devrait se distribuer à *la totalité des ouvriers*, en oubliant de penser :

I. Que, dans l'hypothèse, ce n'est pas un ouvrier seul, mais *tous les ouvriers* de la nation qui augmenteraient leur activité et accroîtraient ainsi les produits.

II. Que si, dans l'état de servitude présente, l'ouvrier travaille sans entrain, sans espoir et, partant, sans qu'il se sente solidaire de celui qui le récompense si mal de son travail, le contraire arriverait lorsque tous les citoyens ne seraient que des coopérateurs, tous co-intéressés dans l'administration du patrimoine social.

Et c'est toujours grâce à la même équivoque qu'il peut affirmer, à la page 213, qu'en régime socialiste « les beaux-arts ne pourraient pas subsister. On a beau dire qu'ils seraient désormais au profit du public. De quel public? De la grande masse du peuple *privée d'éducation artistique?* » Comme si, la misère une fois éliminée et le travail devenu moins épuisant pour les classes populaires, l'aisance et la sécurité économique qui en résulteraient ne devaient pas développer chez elles aussi le plaisir esthétique, qu'elles sentent et satisfont dès maintenant, comme cela leur est possible, dans les manifestations de l'art populaire ou bien comme on le voit aujourd'hui à Paris et à Vienne par le « Théâtre socialiste » et à Bruxelles par les matinées musicales gratuites, instituées par les socialistes et fréquentées par un nombre toujours croissant de travailleurs. Il en est de même pour l'instruction scientifique, comme le prouve « l'extension universitaire » en Angleterre et en Belgique. Et tout cela malgré l'absence actuelle de toute éducation artistique, mais grâce à l'existence chez les ouvriers de ces pays d'une condition économique moins misérable que celle du prolétariat agricole ou même industriel dans des pays comme l'Italie.

Et d'autre part, que sont les musées, sinon une forme de propriété et d'usage collectifs des produits de l'art ?

C'est encore et toujours la même équivoque qui, à la page 216, fait écrire à M. Garofalo : « L'histoire de l'Europe, du cinquième au treizième siècle, nous montre, *par analogie*, ce qui adviendrait dans le monde, si les classes inférieures parvenaient au pouvoir... Comment expliquer la barbarie et l'anarchie médiévales sans la grossièreté et l'ignorance des conquérants? *La même fin* attendrait inévitablement la civilisation moderne, si la domination tom-

bait aux mains des prolétaires, lesquels, assurément, *sous le rapport intellectuel, ne sont pas supérieurs aux barbares antiques* et LEUR SONT DE BEAUCOUP INFÉRIEURS SOUS LE RAPPORT MORAL ! »

Négligeons cet outrage injustifié et injustifiable et cette comparaison historique complètement erronée : il suffit de relever qu'on suppose ici que par un coup de baguette magique « les classes inférieures » pourront d'un jour à l'autre s'emparer du pouvoir, sans y être auparavant préparées par la révolution morale de la conscience acquise de leurs droits et de la solidarité disciplinée, qui suffiront, par leur réalisation même parmi les prolétaires, à éliminer toute possibilité d'une comparaison avec les barbares du moyen âge.

En effet, la théorie marxiste peut être à ce propos réduite à cette formule d'évolution naturelle : ou le prolétariat reste désorganisé, divisé et partant inconscient et moins développé intellectuellement et moralement — tel, justement, qu'il est moulé, individuellement et héréditairement, par le régime individualiste du monde présent — et alors il n'arrivera jamais à réaliser la transformation socialiste de la société ; ou bien le prolétariat y arrive et alors cet événement prouvera, par lui-même, que le prolétariat n'est plus dans la condition de misère physiologique et d'infériorité psychique consécutive à laquelle il a été réduit jusqu'ici.

Cette réponse s'applique aussi à d'autres semblables prophéties de M. Garofalo, lorsqu'il se demande, par exemple (p. 197) : « Le collectivisme pourrait-il surgir de cette *insurrection générale* des prolétaires ? », puisqu'il est évident que, si la prédominance du prolétariat se produit, ce sera seulement au nom et par l'effet de la propagande

et de l'organisation collectiviste, unique et semblable désormais pour les prolétaires de tous les pays civilisés. Mais cette réponse suffit, à elle seule, pour résoudre les doutes que M. Garofalo élève à plusieurs reprises contre ma thèse de l'influence du socialisme sur la criminalité.



Dans mon livre *Socialismo et Criminalità*, publié en 1883, et que maintenant mes adversaires, y compris M. Garofalo (p. 128 et suiv.), essaient d'opposer aux opinions que j'ai soutenues dans mon livre plus récent, *Socialisme et science positive*, j'ai développé deux thèses :

I. Que l'arrangement social n'aurait pu être changé *soudainement*, ainsi que le soutenait alors, en Italie, le socialisme sentimental, parce que la loi d'évolution domine en souveraine le monde humain ainsi que le monde inorganique et organique ;

II. Que, par analogie, le crime ne pouvait pas disparaître *absolument* de l'humanité, ainsi que l'insinuaient vaguement les socialistes italiens de ce temps-là.

Or, d'abord il n'y aurait rien de contradictoire si, après avoir accepté partiellement le socialisme, ce que je faisais déjà en 1883, l'évolution progressive de ma pensée, après avoir étudié la systématisation scientifique donnée par Marx et ses collaborateurs, m'avait amené à reconnaître (en dehors de tout avantage personnel) la vérité totale du socialisme. Mais, surtout, précisément parce que le socialisme scientifique (depuis Marx, Engels, Malon, de Paepe, Dramard, Lanessan, Guesde, Schæffle, George, Bebel, Loria, Colajanni, Turati, De Greef, Lafargue, Jaurès, Renard, Denis, Plechanow, Vandervelde, Letourneau, L. Jacoby,

Labriola, Kautsky, etc.) est différent du socialisme sentimental que j'avais seul en vue en 1883, c'est par cette raison même que je soutiens aujourd'hui encore ces deux mêmes thèses principales, et je me trouve ainsi en accord complet avec le socialisme scientifique international.

Le marxisme, en effet, reconnaît que ce n'est que par évolution — graduelle, mais de jour en jour plus accélérée et plus ample — que pourra se réaliser la substitution du régime socialiste au régime individualiste; parce que la révolution sociale, dans le sens que je dirai tout à l'heure, ne sera possible qu'après la révolution morale réalisée chez les prolétaires du monde civilisé, par l'effet naturel de leurs conditions économiques actuelles et communes.

Et quant à la disparition absolue de toute criminalité, je soutiens encore ma thèse de 1883, et dans *Socialisme et Science positive* (§ 3) j'ai écrit que, même en régime socialiste, il y aura — quoique dans des proportions infiniment moindres — des vaincus dans la lutte pour l'existence et que, si les formes chroniques et épidémiques de la névrose, du crime, de la folie, du suicide, sont destinées à disparaître, les formes aiguës et sporadiques ne disparaîtront pas complètement.

A cette affirmation M. Garofalo manifeste une surprise que, ne pouvant pas supposer simulée, je déclare vraiment inexplicable chez un sociologue criminaliste; car cela me rappelle trop la surprise ignorante qu'une revue de jurisprudence classique manifesta jadis à propos d'une nouvelle scientifique donnée par les *Archives de psychiatrie* de M. Lombroso, sur la disparition de toute tendance criminelle chez une femme, après l'extirpation chirurgicale des ovaires.

Mais que la trépanation du crâne en cas d'épilepsie trau-

matique ou que l'ovariotomie puissent guérir le système nerveux central et partant le caractère et la moralité même de l'individu, c'est ce que ne peut ignorer qu'un métaphysicien ou un spiritualiste, adversaire de l'école positiviste.

Et cependant voici comment M. Garofalo commente mon induction (p. 240); ce commentaire est reproduit encore pages 95, 100, 134, 291 :

« Il est vraiment extraordinaire que M. Ferri, malgré l'anthropologie criminelle dont il a été si longtemps (et il l'est encore) un des plus fervents partisans, se soit laissé aveugler jusqu'à ce point par le mirage du socialisme. Une affirmation comme celle que j'ai rapportée laisse tout d'abord abasourdi le lecteur, qui ne voit absolument *aucun rapport* entre les maladies nerveuses et la propriété collective. Il vaudrait autant lui dire que, par l'étude de l'algèbre, on obtient un premier-né mâle »... précisément comme la Revue de jurisprudence pour l'extirpation des ovaires (1)!

Or, voyons s'il est possible, par un suprême effort de notre faible intelligence, d'indiquer un rapport entre les maladies nerveuses et la propriété collective.

Que la misère, c'est-à-dire la dénutrition physique et mentale — dans la vie de l'individu et par transmission héréditaire — soit la cause sinon unique et exclusive, cer-

(1) Et, je regrette de devoir le constater, les exemples d'une telle myopie dans la polémique ne sont pas rares. Un des plus étranges est cette note de la page 257, où M. Garofalo s'imagine combattre « scientifiquement » le socialisme en répétant cette phrase, qui est une pure sottise, de M. Du Camp : « La question sociale restera insoluble tant que l'Etat ne sera pas en mesure de donner 25.000 francs de rente à ceux qui le désirent et ne font rien pour les gagner ! » Franchement, chez des adversaires qui, malgré leur talent, ont recours à des arguments de ce genre, la prétention de faire de la polémique scientifique me paraît un peu naïve.

tes la cause principale de la dégénérescence humaine, c'est désormais un fait incontestable et incontesté.

Que la misère des travailleurs — et notamment de la triade douloureuse des sans-travail, des déclassés et des expropriés par l'impôt — soit destinée à disparaître avec la socialisation de la terre et des moyens de production : c'est ce que le socialisme soutient et démontre.

Il est donc naturel qu'en régime socialiste, avec la disparition de la misère, s'épuise la principale source de dégénérescence populaire, dans les formes épidémiques et chroniques des maladies, des crimes, de la folie, du suicide ; c'est ce que, du reste, on voit dès maintenant — en proportions moindres, mais avec une confirmation positive de l'induction générale — puisque les maladies, les crimes, la folie, le suicide, augmentent pendant les disettes et les crises, tandis qu'ils s'atténuent dans les années de conditions économiques moins misérables.

Ce n'est pas assez dire ; même dans la bourgeoisie et l'aristocratie, qui ne voit tous les jours que la concurrence fiévreuse et la lutte spasmodique pour la conquête et la conservation du patrimoine condamnent à la névrose, au crime, au suicide, une foule douloureuse de déclassés, chevaliers ou marquis, qui en régime collectiviste — une fois éliminées la fièvre des richesses privées et l'incertitude du pain quotidien pour l'estomac et pour le cerveau — auraient, au contraire, une vie moins déséquilibrée et seraient sauvés de la chute finale par dégénérescence (1) ?

(1) M. Garofalo, dans la traduction française, ajoute quelques pages (291) pour répondre à ces observations. Mais, d'abord, il répète, sans le dire, mon argument que la névrose existe aussi chez la bourgeoisie et l'aristocratie, sans relever que c'est encore l'effet de la propriété privée, qui condamne la majorité à la dégénérescence par misère et la

Seulement, tandis qu'autrefois les socialistes, suivant plutôt l'élan du sentiment humanitaire que la rigueur du raisonnement scientifique, étaient conduits à cette affirmation absolue, qu'en régime collectiviste il n'y aurait plus de délits ; j'ai soutenu, au contraire, en 1883 et je soutiens encore, que les formes épidémiques et chroniques de criminalité — produit de la dégénérescence par misère ou par lutte fiévreuse pour la richesse — disparaîtront, mais que les formes rendues aiguës par quelque influence pathologique personnelle, par le délire momentané, par traumatisme, etc. (M. Garofalo ne peut pas avoir oublié qu'il y a des délits, ainsi que des folies traumatiques), ne disparaîtront pas.

De même, une fois assainie une contrée marécageuse, disparaissent les formes endémiques des fièvres, mais ne cessent pas complètement les cas de pulmonite ou d'autres maladies aiguës, quoique celles-ci aussi deviennent plus rares par l'hygiène améliorée.

Voilà donc établi le rapport entre propriété collective et maladies nerveuses ou dégénérescence en général, non seulement dans les classes populaires et plus nombreuses, mais aussi dans la classe bourgeoise et aristocratique ; ce qui est quelque chose de plus positif et de plus sérieux

minorité à la dégénérescence par abus de la vie ou par fiévreuse concurrence de la vie.

En second lieu, il dit que ce n'est pas la misère qui engendre la dégénérescence qui produit la misère, en répétant... les vers d'Horace que la mort et la maladie frappent *æquo pede* à la porte des mansardes et à celle des palais. Les vers d'Horace sont démentis par la statistique démographique, qui prouve une longévité moindre chez les pauvres. Et quant à la dégénérescence, source de misère, elle est vraie aussi, mais elle est l'exception pour quelques individus.

La dégénérescence des masses n'est produite que par leur misère, et il est vraiment superflu d'en donner des preuves.

que l'étude de l'algèbre par rapport au premier-né mâle!

Et il est bien étonnant, dirai-je, que le préjugé antisocialiste chez M. Garofalo ait été assez fort pour lui ôter — par une sorte de monoïdéisme individualiste — la perception de cette vérité qui est cependant une induction légitime de la biologie et de la sociologie criminelle, qui, tout en constatant dans la diagnose présente, la figure du criminel-né par tendance héréditaire, ne peut et ne doit pas oublier (et vraiment ne l'a jamais oublié), qu'outre le criminel-né il y a d'autres types de criminels plus nombreux, plus directement produits par le milieu social vicié. Et, enfin, si le criminel-né n'est pas, lui, le produit direct du milieu, il l'est indirectement par la dégénérescence commencée chez les ancêtres par quelque maladie aiguë, quelquefois, mais par la misère débiliteuse, dans la plupart des cas, transmise ensuite et aggravée héréditairement, suivant les inexorables lois découvertes par la science moderne.

Le livre de M. Garofalo, qui s'annonçait comme une bataille de la science contre le socialisme, a été, même à ce point de vue, une désillusion complète, ainsi que l'ont reconnu même les antisocialistes italiens, dans plusieurs Revues des plus orthodoxes.

Tout ce qu'il contient, ramassé dans les volumes de MM. Leroy-Beaulieu et Guyot ou bien dans des articles de journaux, n'est qu'une rhapsodie des objections les plus usées contre le socialisme, tant de fois déjà réfutées dans les ouvrages et les revues socialistes, objections toutes inspirées et déterminées par ces erreurs de méthode aprio-

ristique et par cette négation implicite de toute évolution sociale, dont j'ai donné ici quelques exemples chez M. Garofalo, bien qu'il soit positiviste dans une autre branche des recherches scientifiques.

Il me reste maintenant à donner une réponse rapide à ses observations clairsemées sur les rapports qui existent entre le socialisme contemporain et les grandes lignes de la pensée scientifique et positive, observations qui auraient voulu être l'objectif principal du livre.

Laissons de côté les arguments que j'avais développés sur ce sujet, en faisant remarquer qu'il y a une connexion intime entre le transformisme économique et social (Marx) et les théories du transformisme biologique (Darwin) et du transformisme universel (Spencer), M. Garofalo a cru prudent de s'occuper seulement de « la lutte pour l'existence » et des rapports qu'il y a entre « évolution et révolution ».

Quant à la première, il lui suffit de cinq pages (96-100) pour affirmer, sans appuyer son affirmation d'aucune démonstration positive qui ne soit pas une expression verbale différente de la même idée, que la loi darwinienne de la lutte pour l'existence n'a subi et ne pourra subir aucune transformation en dehors de celle qui changera la lutte violente en concurrence (lutte d'adresse et d'intelligence) et que cette loi est inconciliable avec le socialisme; car elle exige nécessairement le sacrifice des vaincus, tandis que le socialisme « voudrait assurer à tous les hommes l'existence matérielle, de sorte qu'ils n'aient pas à s'en préoccuper. ».

Mais mon ami le baron Garofalo passe complètement sous silence l'argument fondamental que les socialistes opposent à l'interprétation individualiste qu'on a donnée jusqu'ici de la lutte pour la vie et qui suggestionne encore quelques socialistes au point de leur faire penser que la loi de

la lutte pour la vie n'est pas vraie et que le darwinisme est inconciliable avec le socialisme (1).

Les socialistes, en effet, pensent que les lois de la vie sont les suivantes, concurrentes et inséparables : *la lutte pour l'existence* et la *solidarité dans la lutte contre les forces naturelles*. Si la première loi a une âme individualiste, la seconde en a une essentiellement socialiste.

Or, pour ne pas répéter ce que j'ai écrit ailleurs, il me suffit de constater ici ce fait positif que toute l'évolution humaine se réalise par une prédominance toujours croissante de la loi de solidarité sur la loi de la lutte pour l'existence.

Les formes de la lutte se transforment et s'atténuent ainsi que je l'ai constaté dès 1883 et M. Garofalo accepte cette manière de voir lorsqu'il reconnaît que la lutte musculaire tend toujours à devenir lutte intellectuelle. Mais il n'a en vue que l'évolution formelle ; il ne tient aucun compte de son rapport de fonction progressivement atténuée vis-à-vis de l'autre loi parallèle de la solidarité dans la lutte.

Ici intervient cette donnée constante de la sociologie, que les formes et les forces sociales coexistent toujours,

(1) Le professeur Labriola a tout récemment répété, sans la démontrer, cette affirmation que le socialisme n'est pas conciliable avec le darwinisme (*Sur le MANIFESTE de Marx et Engels*, dans le *Devenir social*, juin 1895).

Il est bien étrange cependant qu'il y ait des socialistes qui pensent que, sous prétexte d'une *prétendue* inconciliableté entre darwinisme et socialisme, la solution simple de la difficulté est d'anathématiser le darwinisme !

Je crois, au contraire, qu'il est plus sérieux d'examiner le darwinisme, au point de vue, non de ses interprétations individualistes et fausses, mais dans son esprit positif de *transformisme biologique*, qui est évidemment fondé sur le *transformisme universel*, en même temps qu'il est la base du *transformisme économique et social*.

mais avec une prédominance successive qui change d'époque en époque, et de lieu en lieu.

De même que chez l'individu l'égoïsme et l'altruisme coexistent et coexisteront toujours — car l'égoïsme est la base personnelle de l'existence — mais avec une progression continuellement restrictive et transformative de l'égoïsme vis-à-vis de l'altruisme, en passant de l'égoïsme féroce de l'humanité sauvage à l'égoïsme moins brutal de l'époque présente et jusqu'à l'égoïsme plus fraternel de la société à venir ; de même dans l'organisme social, par exemple, le type guerrier et le type industriel coexistent toujours, mais avec une prédominance progressive de celui-ci sur celui-là.

De même encore, les différents types de constitution de la famille coexistent toujours, mais avec une prédominance différente aux différentes époques : de sorte qu'aujourd'hui dans toute société civilisée, quoique le type monogamique (aujourd'hui par coaction et fiction légale, plus tard par libre consentement) prédomine de beaucoup sur les autres types familiaux, cependant on trouve toujours dans tous les pays et la communauté sexuelle (prostitution féminine et masculine) et l'union d'une femme avec plusieurs maris (un légal et les autres extra-légaux), et aussi l'union d'un mari avec plusieurs femmes (une légale et les autres extra-légales).

Il en est ainsi pour beaucoup d'autres institutions, dont la sociologie spencérienne n'avait donné que l'évolution *descriptive* et dont la théorie marxiste du déterminisme économique a donné l'évolution *génétique*, en expliquant que les coutumes, les institutions religieuses et juridiques, les types sociaux, les formes familiales, etc., ne sont que le reflet de la structure économique qui diffère selon les

lieux (sur les îles ou les continents, selon l'abondance ou la rareté des subsistances) et différente aussi d'époque à époque. Et — pour compléter la théorie marxiste — cette structure économique est, pour chaque groupe social, la résultante des énergies de race se développant dans tel ou tel milieu tellurique, ainsi que je l'ai dit ailleurs.

Il en est de même pour les deux lois coexistantes de la *lutte pour l'existence* et de la *solidarité dans la lutte*, dont la première prédomine (ainsi que la morale primitive, la guerre, l'esclavage, etc.) là où les conditions économiques sont plus difficiles; tandis que la deuxième prédomine lorsque s'accroît la sécurité économique du plus grand nombre. Mais celle-ci, tout en devenant complète dans un régime socialiste, et en assurant à tout homme qui travaille la vie matérielle, n'exclura pas les formes intellectuelles de la lutte pour l'existence, que récemment M. Tchisch disait devoir être interprétée dans le sens non seulement de *lutte pour la vie*, mais aussi de *lutte pour l'accroissement de la vie* (1).

En effet, la vie matérielle de chacun une fois assurée, avec le devoir du travail pour *tous* les associés, l'homme luttera toujours *pour l'accroissement de la vie*, c'est-à-dire pour le développement plus grand de sa personnalité physique et morale. Et ce n'est qu'en régime socialiste, que la prédominance de la loi de solidarité étant décisive, la lutte pour l'existence changera de forme et de contenu, tout en persistant comme effort éternel vers une vie meilleure, dans le développement solidaire de l'individu et de la collectivité (2).

(1) Tchisch, *la Loi fondamentale de la vie*, Dorpat, 1895 p. 49.

(2) Récemment M. Pioger, *La vie sociale*, etc., Paris, 1894, démontrait

Mais plus que de ce problème, en apparence théorique, M. Garofalo s'occupe des rapports pratiques (?) entre le socialisme et la loi d'évolution. Et en *substance*, reprenant pour son compte l'objection déjà tant de fois opposée au marxisme et à sa tactique, il formule ainsi son réquisitoire :

« Les nouveaux socialistes qui, d'un côté, prétendent parler au nom de la science sociologique et des lois naturelles de l'évolution, s'affirment politiquement, de l'autre, comme révolutionnaires. Or, c'est ici évidemment que la science n'a plus rien à faire. Quoiqu'ils aient soin de dire que par « révolution » ils n'entendent ni une émeute ni une révolte, chose qu'explique d'ailleurs le dictionnaire (1), il reste toujours ceci : c'est qu'ils ne veulent point attendre l'organisation *spontanée* de la société dans le nouvel arrangement économique entrevu par eux en un avenir plus ou moins lointain : autrement, qui d'entre eux survivrait pour prouver aux incrédules la vérité de leurs prévisions ?

« Il s'agit donc d'une évolution *hâtée artificiellement*, c'est-à-dire, en d'autres termes, de l'*usage de la force*, pour transformer la société selon leur désir (p. 30). »

« Les socialistes de l'école de Marx n'attendent pas la transformation d'une lente évolution, mais d'une *révolution de peuple*, dont ils fixent même l'époque (p. 53). »

que « l'idée de croissante solidarité est le résultat ultime et le plus général de tout ce qui constitue la connaissance scientifique. »

Or, puisque le socialisme se base principalement sur l'idée de solidarité (tandis que l'individualisme se base essentiellement sur l'antagonisme plus ou moins larvé), ainsi encre une fois, est mis en pleine évidence cet accord du socialisme et de la pensée scientifique contemporaine.

(1) Et cependant, combien de juges n'ont-ils pas, aux dépens des socialistes, rené cette explication élémentaire du dictionnaire !...

« Il est indispensable que les socialistes se décident désormais :

« Ou *évolutionnistes théoriques*, qui ATTENDENT PATIEMMENT que les temps soient mûrs ;

« Ou, au contraire, *démocrates révolutionnaires* ; et alors il est inutile de parler d'évolution, d'accumulation, de concentration spontanée, etc. FAITES-LA DONC LA RÉVOLUTION, SI VOUS EN AVEZ LA FORCE (p. 151). »

Je n'insiste pas sur cette curieuse « excitation à la guerre civile » faite par un orthodoxe comme le baron Garofalo, bien qu'on puisse lui attribuer le désir peu chrétien de voir tout de suite cette « révolution du peuple », pendant que celui-ci est encore désorganisé et faible et que la classe dominante a plus de facilité pour le saigner généreusement...

Tâchons plutôt de délivrer M. Garofalo d'un autre souci ; car à la page 119 il s'écrie pathétiquement : « Je déclare sur mon honneur ne pas comprendre comment un socialiste de bonne foi peut aujourd'hui être révolutionnaire. Je serais sincèrement reconnaissant à qui voudrait m'expliquer la signification de ce qui est pour moi une énigme, tant il y a de contradiction entre la théorie et la méthode des socialistes ».

Eh bien ! consolez-vous, mon excellent ami ! Ainsi que pour les rapports entre propriété collective et la dégénérescence humaine, qui semblaient si « énigmatiques » à ce même baron Garofalo — et quoique pour la solution de cette énigme il n'ait pas offert sa reconnaissance à l'Œdipe socialiste qui la lui expliquerait — ici encore, pour cette autre énigme, l'explication est très simple.

Au sujet de la question sociale les attitudes, dans le domaine scientifique ou sur le terrain politique, sont les suivantes :

1^o Celle des *conservateurs*, tels que M. Garofalo : ceux-ci, tombant dans l'erreur si facile de l'automorphisme — si bien relevée par M. Spencer — qui fait juger le monde, non pas suivant des conditions objectivement établies, mais suivant l'impression subjective, considérant qu'ils se trouvent assez bien dans le régime présent, soutiennent que tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes possibles et s'opposent partout, avec un égoïsme très logique, à tout changement qui ne se borne pas à être un changement de surface ;

2^o Celle des *réformistes*, qui comme tous les éclectiques, dont *infinitus est numerus*, donnent, ainsi, que dit le proverbe italien, un coup au tonneau et un autre au cercle et ne nient pas — ah non ! — les inconvénients et les absurdités même du présent... mais, pour ne pas trop se compromettre, se hâtent de dire qu'il faut se borner à des retouches, à des réformes superficielles, c'est-à-dire à ces soins symptomatiques, qui sont aussi faciles que non concluants, dans la médecine individuelle aussi bien que dans la médecine sociale ;

3^o Celle, enfin, des *révolutionnaires*, qui s'appellent ainsi justement parce qu'ils pensent et disent que le remède efficace est, non pas dans les réformes superficielles, mais dans une réorganisation radicale commençant par la base même de la propriété privée et qui sera si profond qu'il constituera justement une révolution sociale.

C'est dans ce sens que Galilée fit une révolution scientifique ; car il ne se borna pas à des réformes du système astronomique admis de son temps, mais il en changea radicalement les lignes fondamentales. Et c'est dans le même sens que Jacquart fit une révolution industrielle, parce qu'il ne se borna pas à réformer le métier à main, qui existait

lait depuis des siècles, mais parce qu'il en changea radicalement la structure et la puissance productive.

Donc, lorsque le socialisme se dit *révolutionnaire*, il entend parler ainsi du programme à réaliser et du but final à atteindre et non pas — ainsi que M. Garofalo, malgré le dictionnaire, continue à la croire — de la méthode ou de la tactique pour atteindre ce but de la révolution sociale.

Et c'est ici justement que se montre la différence profonde entre la méthode du socialisme sentimental et celle, unique désormais dans le monde civilisé, du socialisme scientifique, qui a reçu avec Marx, Engels et leurs continuateurs la discipline du criterium *évolutif*. Et voilà pourquoi et comment j'ai pu démontrer que le socialisme contemporain est en accord complet avec la doctrine positiviste de l'évolution.

Le socialisme en effet se dit évolutionniste, mais non pas dans le sens que préfère M. Garofalo, d'« attendre *patiemment* que les temps soient mûrs » et que la société « s'organise *spontanément* dans le nouvel arrangement économique », comme si la science devait consister dans la contemplation hindoue du nombril et dans le platonisme académique — ce qu'elle a fait trop longtemps — au lieu de demander à la vie réelle et quotidienne les raisons de son existence et l'application de ses inductions.

Certes, « la science pour la science » est une formule qui plaît beaucoup aux conservateurs déclarés — et cela n'est que logique — aussi bien qu'aux éclectiques — et cela n'est qu'onanisme —; mais le positivisme moderne préfère la formule de « la science pour la vie » et parlant il pense que « la maturité des temps » et « le nouvel arrangement économique » ne se réaliseront certainement pas par génération spontanée et qu'il faut donc agir, d'accord avec

les inductions scientifiques, pour en déterminer la réalisation.

Mais agir, *comment* ?

Voilà la question de méthode et de tactique, qui distingue le socialisme utopique du socialisme scientifique; celui-là s'imaginait pouvoir changer de fond en comble l'organisation économique de la société par le miracle improvisé d'une insurrection populaire; celui-ci au contraire déclare que la loi d'évolution est souveraine et que par conséquent la révolution sociale ne pourra être que la phase dernière d'une évolution antérieure, qui consistera — par la recherche scientifique et la propagande — dans la réalisation du cri de Marx : *Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !*

Voilà donc expliquée l'énigme *facile*, qui fait que le socialisme, révolutionnaire dans son programme, suit les lois de l'évolution dans sa méthode de réalisation, et partant est si puissamment viable, de même qu'il est substantiellement différent de cet anarchisme mystique et violent, que les préjugés de classe ou les exigences du journalisme vendu prétendent n'être qu'une conséquence du socialisme, tandis qu'il en est la négation pratique.

Le fanatisme religieux ou politique n'est qu'un phénomène psychologique de tous les temps et c'est seulement par une sorte de mimétisme social qu'il prend la couleur des idées les plus *discutées* dans telle ou telle époque. Le fanatique, au moyen âge, se croisait ou devenait trappiste, à la fin du dix-huitième siècle il devint terroriste et à la fin du dix-neuvième siècle il est devenu anarchiste mystique et violent (car l'anarchie, en tant que théorie, n'est qu'une théorie discutée et respectable comme toutes les autres, quelles qu'elles soient). De sorte que la genèse véritable

de ce phénomène de fanatisme violent réside dans le tempérament de l'individu et non pas dans la couleur de ses idées, qu'il s'appelle Ravailac ou Caserio.

C'est seulement le regard superficiel ou le préjugé qui peut faire croire qu'il existe un rapport de cause à effet entre les conclusions du socialisme et les violences personnelles de tel ou tel anarchiste ou même de tel ou tel cléricale — les unes et les autres étant seulement des effets divergents et divers d'une même condition sociale de misère et de mécontentement, que nous constatons sans la créer. Il n'est pas plus absurde de déclarer complice d'un meurtre le chimiste qui a découvert un poison ou le mécanicien qui a inventé le revolver. Et cela est si vrai que le socialisme contemporain, par sa tactique de « la conquête des pouvoirs publics », fait la campagne la plus ouverte contre toute forme de violence, qu'elle vienne de l'anarchisme par la bombe du fanatique, ou de la bourgeoisie par les lois d'exception.

Mais M. Garofalo, à ce propos, ainsi que le lui ont dit en Italie quelques individualistes intelligents, ne s'élève pas même d'un millimètre au-dessus de l'empirisme courant des jugements d'impression ; car il va jusqu'à répéter les accusations banales contre les « meneurs », auxquels, par une des erreurs habituelles de l'artificialisme, on attribue l'origine du mécontentement général (p. 261 et 269), comme si l'action personnelle des propagandistes pouvait créer une condition de psychologie collective, sans que celle-ci soit déterminée, au fond, par une condition sociale préexistante.

Certes le superficialisme biographique de l'histoire traditionnelle peut encore faire croire que, par exemple, le mouvement collectif des croisades a été l'effet du « me-

neur » Pierre l'Hermitte ou que le mouvement national de l'indépendance italienne est l'effet des « meneurs » Mazzini et Garibaldi, mais la sociologie scientifique a positivement démontré que ces mouvements historiques sont la résultante collective de conditions économiques, morales, politiques, déterminées.

Les individus-meneurs peuvent donner une expression personnelle plus ou moins suggestive, en éclairant la conscience collective, mais ils n'en constituent pas la force déterminante ; car ils sont eux-mêmes l'effet de ces mêmes conditions sociales. Pourquoi ne pas dire aussi que si, dans un lieu obscur, où se trouve le cadavre d'un homme assassiné, quelqu'un allume une lampe pour éclairer les assistants, il est par cela seul l'auteur de l'assassinat ! Certes le socialisme illumine la conscience des prolétaires aussi bien que les idées des sociologues sur la genèse et l'évolution de la misérable condition sociale actuelle, sans que le socialisme ait créé, lui, cette misère.

Et voilà comment la sociologie scientifique explique aussi l'inefficacité, toujours inutilement renouvelée dans l'histoire, des restrictions et des répressions individuelles plus ou moins nombreuses, dans le but d'empêcher telle ou telle orientation de la conscience collective, alors que persistent dans la vie réelle les conditions déterminantes.

Mais de ces rigueurs répressives — y compris les armées employées contre les concitoyens, que M. Garofalo propose comme remède au mécontentement populaire — je ne veux pas m'occuper, car du terrain scientifique nous

tomberions dans l'empirisme politique, aussi voisin de l'égoïsme de classe que loin de toute logique scientifique.

Je veux simplement noter la parcimonie, avec laquelle M. Garofalo a cru devoir examiner les rapports qui existent entre le socialisme et la science positive. Elle se manifeste dans son livre par un dernier exemple, qui a reçu tout récemment un démenti scientifique, et qui mérite aussi d'être rappelé comme spécimen de la profondeur scientifique de l'antisocialisme du baron Garofalo.

À l'objection, spécieuse mais vraie en partie, que le collectivisme serait un retour à la constitution économique de l'humanité primitive, j'ai répondu par la loi sociologique de « régression *apparente* », que M. Dramard indiqua dans la *Revue socialiste* (janvier 1885), et qui, appuyée depuis sur un grand nombre de preuves positives, démontre que l'évolution sociale se réalise par un retour *apparent* à la constitution primitive, mais avec des différences *substantielles*.

M. Garofalo, pour toute réponse, écrit ces quelques lignes insignifiantes, page 103: « Quand, en sortant du *meeting*, les socialistes veulent discuter avec nous sur le terrain de la science positive et répondent à chacune de nos paroles: étudiez nos auteurs! — et quand nous voyons que ces auteurs laissent de côté jusqu'à la grande loi de l'évolution pour en inventer une, fort commode, à leur gré, celle d'*évolution à rebours*, par laquelle ils veulent ramener l'humanité *juste dans la situation* où elle se trouvait à ses débuts — nous avons le droit de nous écrier: Mais quelle science est-celà? La science expérimentale ne peut prendre tout cela au sérieux! »

Voilà toute la critique puissante... et scientifique!

Eh bien! je ne veux pas donner ici encore *les preuves de*

fait dans l'ordre économique, politique, familial, juridique, etc., que j'ai apportées déjà dans ma *Sociologie criminelle* (Paris, Rousscau, éditeur, 1893, chap. III), et dans mon livre *Socialisme et Science positive*, à l'appui de cette « évolution à rebours »: de ces preuves M. Garofalo ne dit pas un seul mot.

Il me suffit, pour toute réponse, de rappeler qu'en même temps qu'on publiait en Italie le livre de M. Garofalo, on publiait à Paris le volume de M. de Greef sur le *Transformisme social*, où dans plus de 500 pages sont exposées les variations successives de l'arrangement social et la loi de régression apparente.

M. de Greef fait quelque réserves à cette loi et cela parce que, selon moi, il ne l'interprète pas tout à fait exactement. Il croit que l'on veut par elle affirmer un retour matériel et simple à la constitution primitive, tandis que nous soutenons qu'il n'y a que retour *apparent* aux formes extérieures. C'est à peu près comme le retour de la vieillesse aux manifestations psychologiques de l'enfance: ce n'est pas une reproduction pure et simple, mais c'est une régression apparente, qui cependant n'élimine pas les développements psychologiques déjà organisés pendant la jeunesse et la vieillesse.

De même pour le retour à la propriété collective de la terre, qui a existé dans les temps primitifs de l'humanité: ce ne sera pas une reproduction du communisme primitif, car il y a entre le point de départ et le point d'arrivée toute l'immense et ineffaçable évolution économique, morale et politique déjà cristallisée dans les groupes sociaux civilisés.

L'argument est des plus sérieux et il mérite d'être étudié à fond. Je ne fais que l'esquisser ici, afin de montrer la

profondeur scientifique de l'antisocialisme de M. Garofalo (1).

*
**

Enfin, comme conclusion synthétique, je crois utile de constater que, tandis qu'au début de son livre M. Garofalo part en guerre contre le socialisme avec l'intention de se maintenir dans une intransigeance monolithique, en déclarant, dès la première page, qu'il a écrit son livre « pour ceux qu'on nomme les bourgeois », afin de les dissuader des concessions qu'eux-mêmes, dans leur conscience, ne peuvent s'empêcher de faire à la vérité indéniable de l'idéal socialiste ; arrivé à la fin de la polémique, la suggestion irrésistible des choses force M. Garofalo à une série de transactions éclectiques, qui produisent sur le lecteur, après tant d'accusations et de menaces de répression, l'effet étonnant d'un relâchement cérébral, aussi imprévu qu'il est significatif.

En effet, M. Garofalo, à la page 258, reconnaît l'utilité de l'association des travailleurs « pour constituer des forces de vie propre qui les mettent en état de *résister* à d'injustes prétentions », et déclare même obligatoire pour les propriétaires d'ateliers d'assurer une pension viagère à leurs ouvriers après une longue durée de service (p. 275). Et il continue en réclamant en tout cas pour les ouvriers « une participation aux bénéfices » (p. 276) ; en reconnaissant aussi à l'adulte sans travail et en bonne santé le droit à l'assistance, non moindre que celui du malade ou de l'in-

(1) V. sur la même question un article très remarquable de M. de la Grasserie dans la *Revue Internationale de Sociologie*, Paris, octobre 1895.

valide (p. 281), tandis qu'il déclare arbitraire tout acte de l'État qui ne tendrait pas à la sauvegarde de l'*ordre* et qui aurait pour but de favoriser les capitalistes (p. 286)... , comme par exemple, n'est-ce pas ? un tarif douanier prohibitif sur les produits agricoles ou industriels, qui constitue un avantage quotidien et gratuit que l'État garantit aux propriétaires, et cela, parce que l'État, de nos jours, n'est que le « bras séculier » de la propriété et du capital.

M. Garofalo, qui, par toutes ces restrictions à son individualisme absolu, s'est laissé aller à faire des concessions au socialisme, qui sont en contradiction flagrante avec ce qu'il avait annoncé, et avec toute la trame du livre, finit même (dans une note à la page 73) par avouer que, « si les nouveaux socialistes prônaient le collectivisme *limité à la seule industrie agricole*, on aurait au moins la possibilité de discuter, parce qu'on ne rencontrerait pas dès le principe l'absurdité, comme dans le collectivisme universel. Ce qui ne veut point dire que le collectivisme agricole soit *facilement* praticable. »

C'est-à-dire qu'il y a des accommodements... avec le ciel et qu'un collectivisme modéré ne serait pas en contradiction avec toutes les lois scientifiques, ce qui semble devoir être le résultat de toute cette polémique ; car M. Garofalo se borne à remarquer que la réalisation du collectivisme agricole ne serait pas *facile*... ce que vraiment aucun socialiste n'a jamais contesté (1).

(1) Et dans sa préface à la traduction française, M. Garofalo, en répondant à ce reproche de transaction, qui lui a été fait et par les socialistes et par les conservateurs, écrit à la dernière page (11) :

« Ce reproche, on me l'a fait à propos des recommandations que j'ai adressées à la classe des capitalistes en faveur des pauvres vieux ouvriers. Alors, si cela suffit pour être socialiste, à ce prix, il faut

Il est inutile que je rappelle comment cette façon de combattre le socialisme, de la part de M. Garofalo, ressemble, encore une fois, à celle qu'ont employée les criminalistes classiques contre l'école positiviste, lorsque, après tant de dénégations, ils arrivèrent à admettre que, cependant, quelques-unes de nos inductions, par exemple la classification anthropologique des criminels, pourrait bien être appliquée... sur une échelle réduite, dans l'administration pénitentiaire, mais jamais dans les règles du droit pénal!

Pendant plusieurs années, en défendant l'école positiviste, j'ai fait l'expérience personnelle des phases inévitables que doit traverser une vérité scientifique avant de conquérir son droit de cité — la conspiration du silence ; la tentative d'étouffer la nouvelle idée sous le ridicule ; puis, par suite de la résistance à ces artifices du misonéisme, on falsifie les nouvelles idées, par ignorance ou pour rendre la polémique plus facile, enfin on l'admet en partie, c'est le commencement du triomphe final.

De sorte que, connaissant ces phases de l'évolution naturelle de toute idée nouvelle, maintenant que, pour la seconde fois, au lieu de me reposer sur mes premières victoires scientifiques, j'ai voulu combattre pour une deuxième et plus ardente hérésie, maintenant la victoire me paraît plus certaine, puisque mes adversaires et mes anciens compagnons d'armes renouvellent contre elle les mêmes artifices d'opposition misonéiste, dont j'ai déjà constaté l'impuissance dans un champ de bataille plus restreint,

l'avouer, je suis socialiste. Seulement, j'avais pensé que le socialisme signifiait *tout autre chose*, et voilà pourquoi j'ai écrit ce livre. »

La vérité est qu'il l'a écrit pour combattre le socialisme tel qu'il l'a imaginé, pour rendre sa critique plus facile.

mais où la lutte ne fut ni moins vive ni moins difficile.

Et — soldat nouveau venu d'un grand et noble idéal humain — j'assiste déjà au spectacle des partielles et inévitables concessions, arrachées aux vellétés d'intransigeance, torquémadesques en apparence, mais vaines et insoutenables devant la grande voix de douleur et d'espoir, qui s'élève des profondeurs de la ruche humaine dans le frémissement des cœurs et dans les travaux de la science.

ENRICO FERRI.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
Préface.	5
Avant-propos	9

I

Les trois prétendues contradictions entre le darwinisme et le socialisme

Virchow et Haeckel au congrès de Munich	13
a). L'égalité des individus	19
b). La lutte pour la vie et ses victimes	33
c). La survivance des mieux adaptés	47

Le socialisme comme conséquence du darwinisme

Socialisme et croyances religieuses.	56
L'individu et l'espèce	63
La lutte pour la vie et la lutte de classe	70

II

Evolutionnisme et socialisme

La thèse orthodoxe et la thèse socialiste devant la théorie de l'évolution	86
La loi de régression apparente et la propriété collective .	93

	Pages
L'évolution sociale et la liberté individuelle	101
Evolution — Révolution — Révolte — Violence.	118

III

Sociologie et socialisme

Stérilité de la sociologie	145
Marx complète Darwin et Spencer. Conservateurs et socialistes	147
Appendice I. — Réponse à Spencer.	161
Appendice II. — Superstition socialiste et myopie indivi- dualiste	164